

**Israël minimise
les risques de conflit
avec la Syrie**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Afrique, 1,80 100 ; Belgique, 15 sch. ; Espagne, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAIR 450712 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La tragédie du Golfe

Face à l'impossibilité de faire cesser les « violations graves et répétées du droit international humanitaire » perpétrées par l'Irak et l'Iran au cours de la guerre du Golfe, le Comité international de la Croix-Rouge vient d'effectuer une démarche sans précédent. Se déplaçant de sa politique traditionnelle caractérisée par la diplomatie discrète et le refus de rendre publics les faits constatés par ses délégués, qui, jusqu'à présent, se contentaient de soumettre des rapports confidentiels accompagnés de recommandations aux seuls gouvernements parties aux conflits armés, le C.I.C.R. a décidé de ses conclusions faire connaître en lançant un appel pressant à l'opinion internationale.

Les démarches entreprises auprès des plus hautes autorités de Téhéran et de Bagdad étant demeurées sans effet, le C.I.C.R. demande publiquement que « le droit international humanitaire soit appliqué et que cessent les violations qui affectent la vie, l'intégrité physique ou mentale et le traitement de dizaines de milliers de prisonniers de guerre et de victimes civiles du conflit ». Dans un bref mais éloquent bilan des « violations graves commises aux deux parties », le C.I.C.R. dresse un véritable réquisitoire contre les belligérants, accusés d'« exécuter sommairement les soldats capturés », de « liquider les blessés ennemis, qui sont achevés ou abandonnés sur le champ de bataille » et de « bombarder sans discrimination des objectifs civils ».

L'appel de la Croix-Rouge internationale constitue en fait une véritable dénonciation de la guerre du Golfe, qui entre, en septembre prochain dans sa quatrième année. Elle est devenue déjà l'un des conflits les plus sanglants de l'histoire du Proche-Orient. Aucun bilan précis n'a encore été publié sur le nombre total des victimes, mais selon les évaluations les plus modérées, celles-ci dépasseraient d'ores et déjà le chiffre de trois cent mille.

Ce qui est encore plus grave, c'est que, jusqu'à présent, toutes les tentatives de trouver une solution négociée au conflit ont échoué devant les positions irréconciliables des deux adversaires. Jusqu'en juin 1982, date à laquelle l'Irak a été contraint par la force des armes à évacuer la quasi-totalité des territoires iraniens conquis, le gouvernement de Bagdad portait la principale responsabilité du prolongement de la guerre. Depuis, ce sont les iraniens qui s'opposent à tout règlement négocié en faisant de la « punition de l'agresseur » la pierre angulaire de leurs conditions pour la paix. Ne pouvant remporter la bataille sur le terrain, ils ont adopté sur le front une coûteuse tactique de harcèlement permanent dont l'objectif avoué est de faire tomber par une impitoyable guerre d'usure le régime du président Saddam Hussein, confronté ainsi à de sérieux problèmes économiques et politiques.

Cette nouvelle stratégie est cependant à double tranchant, et le prolongement de la guerre se révèle tout aussi désastreux pour l'économie iranienne que pour celle de Bagdad. De plus en plus, la guerre du Golfe devient un fardeau pesant qui hypothèque non seulement l'avenir des régimes irakien et iranien, mais encore celui de la région tout entière, ainsi qu'en témoigne entre autres l'inquiétante marée noire qui ne cesse de s'enfler depuis plus de deux mois à la suite du bombardement du champ pétrolier iranien de Nowrouz. Jusqu'à quand les grandes puissances demeureront-elles indifférentes à la poursuite d'un conflit qui maintient au Proche-Orient une nouvelle poignée ?

L'emprunt français auprès de la C.E.E.

Paris préfère solliciter ses partenaires plutôt que les banques internationales

Confirmant les rumeurs qui couraient à Bruxelles depuis le début de la semaine, le ministre des finances et de l'économie a annoncé, mardi 10 mai en fin d'après-midi, que la France avait déposé officiellement une demande d'emprunt auprès de la Communauté économique européenne.

Le montant de cet emprunt pourrait atteindre 4 milliards d'unités de compte européennes (1 ECU = 6,82 F), soit 28 milliards à 30 milliards de francs.

La principe d'une telle opération avait été évoqué dès le 21 mars dernier, à Bruxelles, par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, à l'issue des négociations sur le dernier réaménagement du système monétaire européen (S.M.E.). Il s'agit, pour la France, d'utiliser les « facilités pétrolières » instituées par la Communauté économique européenne en 1975, après le

Dans ses éditions du 11 mai l'Humanité écrit que « la France a mieux à faire qu'à se livrer à la tutelle de la Communauté européenne », et ajoute : « Elle peut faire face à ses besoins de fonds en mobilisant les énormes ressources des banques, des entreprises et des grandes fortunes, aujourd'hui gaspillées en exportation de capitaux, en dépenses parasitaires, en spéculation. De quoi impulser une relance saine de notre économie. En toute indépendance. »

premier choc pétrolier, pour venir en aide, sous forme de crédits, aux Etats membres dont la balance des paiements se trouverait en difficulté.

Le premier bénéficiaire de ces « facilités », dont le montant initial était de 3 milliards d'ECU (environ 20 milliards de francs et 2,8 milliards de dollars au cours actuel), avait été

l'Italie, qui, lors de sa grande crise financière de 1975, obtint un crédit de 1 milliard de dollars, en complément de 3 milliards de dollars déjà obtenus de ses partenaires de la C.E.E. L'Allemagne fédérale notamment. L'Irlande bénéficia également de cette procédure pour 300 millions de dollars. En février 1981, le montant de ces « facilités pétrolières » a été porté à 6 milliards d'ECU (41 milliards de francs et 5,8 milliards de dollars), et il est très probable que ce montant va être utilisé presque intégralement par la France, à hauteur de 4 milliards d'ECU environ (28 à 30 milliards de francs), et vraisemblablement l'Italie.

Sur le plan technique, cette demande étudiée mercredi 11 mai par le comité monétaire de la C.E.E., composé de hauts fonctionnaires des dix pays membres (Trésor et Banque centrale) devrait être soumise lundi 16 mai au conseil des ministres des finances de la C.E.E., qui devra statuer à l'unanimité.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 25.)

La fin de la réunion de l'O.C.D.E.

Un climat d'entente

C'est dans un climat de consensus retrouvé ou en tout cas d'apaisement des divergences que s'est terminée, mardi en fin d'après-midi, la session ministérielle des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. qui se tenait au château de la Muette, à Paris, depuis jeudi matin sous la présidence de M. Colombe Flesch, vice-président du gouvernement du Luxembourg.

La première catégorie comprend en quelque sorte les champions ou ceux qui sont considérés comme tels : les pays où les résultats positifs obtenus dans la lutte contre l'inflation de valeur permettent de « mettre à profit la marge d'accroissement de la production et de l'emploi qui est apparue ».

F. F.

(Lire la suite page 25.)

DEUX ANS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

Pléthore d'idées, pénurie de moyens

L'attachement le plus marqué de la politique internationale de la France depuis le 10 mai 1981 s'est produit là où il était le moins attendu : dans les relations Est-Ouest. Le raidissement vis-à-vis de Moscou, l'absence de tout sommet franco-soviétique (d'autant plus remarquable que le chancelier de R.F.A., M. Kohl, prépare sa visite à Moscou), et surtout l'expulsion massive de diplomates soviétiques vont

par MAURICE DELARUE de pair avec un atlantisme de plus en plus marqué.

La fidélité du gouvernement socialiste à l'alliance atlantique, mise en doute quand il s'agit de ministres communistes, ne soulève aujourd'hui aucun scepticisme. Elle se manifeste avec éclat les 8 et 9 juin avec la réunion à Paris du Conseil atlantique, pour la première fois depuis que le général de Gaulle, il y a seize ans, sortit la France de l'organisation militaire allée.

Ce n'est pas un simple numéro de la diplomatie du spectacle. La fermeté de la doctrine française de défense, même si l'austérité réduit ses moyens, la primauté nucléaire, l'insignifiance du mouvement pacifiste-neutraliste en regard de ce qui se passe ailleurs, font de la France un allié modèle qui ne sacrifie pas pour autant la maîtrise de ses forces, la spécificité de sa stratégie, l'indépendance de ses décisions, et

qui se donne même la coquetterie de plaider — ambition toute gaullienne — pour une politique européenne de sécurité.

Politique cohérente, au moins sur le papier, et dont les retombées intérieures sont tout bénéfice : tout contestataire de gauche ou de droite se déconcerterait comme un agent du K.G.B.

Cependant l'épreuve des euromissiles, l'appui proclamé à l'implantation de Pershing 2 outre-Rhin, l'insistance de M. Andropov à englober les armes nucléaires françaises dans ses comptes, placent désormais la France en première ligne. Il faut dire à M. Mitterrand l'inflexibilité de son plus illustre prédécesseur pour que le rééquilibrage nucléaire en Europe ne compromette pas la dissuasion française. L'absence de réaction aux expulsions de diplomates soviétiques persuaderait M. Mitterrand, si besoin était, que la fermeté paye.

(Lire la suite page 3.)

FESTIVAL DE CANNES

• Un entretien avec le cinéaste soviétique ANDREI TARKOVSKI
• Les films de PAUL VECCHIALI, BRUCE BERESFORD, CHARLES BECKER... et l'arrivée d'ISABELLE ADJANI
(Lire pages 13 à 15.)

AU JOUR LE JOUR

Solitaires

M. Mitterrand a félicité Philippe Jeantot après sa victoire dans la course autour du monde. Le chef de l'Etat écrit au navigateur solitaire : « Les cent cinquante-neuf jours que vous venez de vivre seul en mer constituent un exploit digne de respect et un exemple de courage et d'intelligence. »

Si Philippe Jeantot veut raviver la polémique, on peut lui suggérer d'adresser à M. Mitterrand le message suivant : « Les deux années que vous venez de vivre seul sur le vaisseau de l'Etat et la mer des sarcasmes constituent une épreuve digne de votre fonction. Vous avez affronté les tempêtes et la houle des sondages rugissants. Bon vent, cher confrère, pour la suite de votre traversée solitaire ! »

BRUNO FRAPPAT.

L'Encyclopédie électronique au bout du doigt

Bouquet de fleurs dans une urne, un tableau de Jan Van Huysum, 80 x 59,6 cm. Ou plutôt une image sur un téléviseur classique mais une image inhabituelle par sa finesse, sa richesse. Dans le cadre réduit de l'écran, le tableau flamand n'a rien perdu de sa présence, de sa définition. On s'arrête, étonné, on prend le temps de regarder, on pointe le doigt vers un détail. Immédiatement, l'image change, offrant le fleur dessinée en gros plan. Nouvelle surprise : le grossissement n'a rien enlevé à la netteté de l'image et révèle la perfection du travail pictural. On pointe à nouveau le doigt vers un point précis de l'image, et c'est maintenant un morceau de feuille, les nervures délicates, l'éclat de la lumière sur une minuscule goutte de rosée.

Il suffit de désigner le bord droit de l'écran pour retrouver le plan général, pour repartir vers une nouvelle exploration. Un geste vers la

gauche et on passe à un autre tableau. Le programme comporte vingt-cinq œuvres de maîtres hollandais, décomposées chacune en plusieurs dizaines de plans. Une petite encyclopédie que l'on feuillette du bout du doigt, plus proche du livre d'art que de la télévision parce que le regard y est libre, parce que le temps n'est pas compté : parce que le plaisir de la découverte est stimulé par la remarquable qualité de l'image.

A l'origine de cette merveille, il y a deux petites entreprises françaises : Encyclopédie électronique des arts, le premier éditeur sur vidéodisque interactif et Vidéo prestations, qui a mis au point le « cadre tactile » permettant de dialoguer avec l'image sans l'intermédiaire d'un clavier d'ordinateur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 21.)

le must de Cartier

PARIS

LE BRIQUET CARTIER

GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

le must de Cartier

PARIS

LE BRIQUET CARTIER

GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

le must de Cartier

PARIS

LE BRIQUET CARTIER

GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

deux ans après

La revanche de l'économie

La tentation est grande, en ce mois de mai 1983, de faire le bilan de deux années de pouvoir socialiste. Tentation forte pour de multiples raisons : les analyses que faisait la gauche lorsqu'elle était dans l'opposition se sont-elles révélées justes ? Les politiques entreprises, les solutions esquissées, ont-elles amélioré les choses ?

Mais les bilans sont périlleux. En arrivant au pouvoir, la gauche a gouverné pendant de longs mois sur la lancée des actions entreprises par l'ancienne majorité. L'héritage dont il a été tant parlé — et avec trop peu d'objectivité — rend déjà l'analyse infiniment difficile. On se contentera de rappeler qu'au moment où M. Mauroy s'installait à l'hôtel Matignon la consommation des ménages est déjà repartie avec vivacité au rythme de 2,5 % l'an en volume.

Redémarrage entraîné par quatre décisions prises au début de l'année 1981 par M. Barre : subventions versées aux agriculteurs au titre de la conférence agricole de fin 1980 pour le maintien du pouvoir d'achat (4 milliards de francs) ; suppression, début février, de la cotisation exceptionnelle de 1 % sur l'assurance-maladie (15 milliards de francs) ; répercussion incomplète sur les prix pétroliers de la hausse du dollar ; report des hausses de certains tarifs publics (E.D.F.-G.D.F.). L'approche des élections expliquait sans doute ces décisions. Mais comment partager la responsabilité de cette relance — qui marquera l'année 1981 — entre gouvernement de droite et gouvernement de gauche ? A qui imputer sa dangereuse maladresse ?

Plus difficile encore : les nombreuses réformes structurelles entreprises par l'équipe socialiste au pouvoir vont produire leurs effets peu à peu, à des rythmes variables et souvent incertains. Ces effets, quels seront-ils ? Qu'apporteront les nationalisations, la décentralisation, les lois Auroux, l'abaisssement de l'âge de la retraite, la multiplication des contrats de solidarité ? Des années seront nécessaires pour en discerner les conséquences pro-

fondées, bonnes ou mauvaises, probablement surprenantes.

Peu d'actions peuvent, à coup sûr, être identifiées dans leurs effets. Sur le plan social, tout de même, un vigoureux effort de redistribution a profité — c'est indéniable — aux plus défavorisés de la nation et aux travailleurs les moins bien payés : le pouvoir d'achat du SMIC notamment a été revalorisé de 11,50 % entre mai 1981 et mai 1983. C'est un point incontestablement positif. Même si cette avancée a le gros inconvénient de resserrer davantage la grille des salaires ouvriers (seul le textile a échappé à cet écrasement).

De même, beaucoup a été fait pour la formation professionnelle des jeunes et pour la lutte contre le chômage, « traité socialement », comme l'a répété M. Mauroy (statistiquement, le chômage s'est stabilisé).

Du point de vue économique, le bilan est beaucoup moins positif. Si la France a pu conserver, en 1981 et 1982, un taux de croissance plus rapide que celui des autres grands pays industrialisés (2 % en cumulé sur deux ans contre 1 %), l'année 1983 voit cette situation s'inverser radicalement. L'activité régresse en France depuis quelques mois alors qu'elle recommence à croître aux États-Unis, en R.F.A., en Grande-Bretagne. Les prévisions de l'O.C.D.E. pour 1983 tablent sur une croissance de 2 % en volume dans les pays industrialisés. Le produit national stagnerait, baisserait même, en France. Le point le plus noir de la situation de notre pays reste, en définitive, le recul quasi permanent de l'investissement industriel au rythme de 1,5 % l'an.

Malgré un effort budgétaire soutenu, l'activité de la construction s'est considérablement dégradée en 1982 (-13,3 % pour les mises en chantier, soit 343 400 logements, contre 396 000 en 1981). L'activité dans les autres secteurs (bâtiments industriels, commerciaux, de service) n'a pas été meilleure. Les raisons invoquées sont à la fois objectives (taux

d'intérêt élevés, tassement des revenus) mais aussi psychologiques (manque de confiance, loi Quilliot, impôt sur les grandes fortunes).

Les résultats apparaissent franchement mauvais dans deux domaines : la différence de taux d'inflation avec les pays industrialisés reste beaucoup trop élevée ; le déficit de notre balance des paiements courants (plus de 100 milliards de francs cumulés en 1981 et 1982) a atteint des niveaux difficiles à supporter longtemps. Ces deux faiblesses ont eu pour sanction trois dévaluations du franc : à l'automne 1981, en juin 1982, puis en mars 1983 (1).

Sur un autre point essentiel, celui des salaires, le gouvernement a engagé une action courageuse mais risquée de ralentissement des hausses nominales. Celle-ci ont encore atteint 15,4 % (salaire mensuel) en 1982 (2). M. Jacques Delors a engagé de laborieuses négociations avec le secteur public pour faire admettre une revalorisation des rémunérations limitée à 18 % (en cumulé) pour les années 1982 et 1983. Les syndicats se sont montrés compréhensifs à partir du moment où des clauses de sauvegarde du pouvoir d'achat ont été acceptées par les pouvoirs publics. Ces clauses ne sont-elles pas en contradiction avec la volonté de démodération des salaires sur les prix ? Le pari salarial sera-t-il gagné ou perdu ? Un point encore sur lequel le bilan reste à faire après deux années de croissance encore forte du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (plus de 4 % pour l'ensemble des deux années 1981-1982)...

Sur le plan financier enfin, la situation apparaît franchement mauvaise. Elle l'est sur le plan externe, du fait d'un déficit permanent du commerce extérieur (145 milliards de francs en deux ans) et des comptes courants qui a forcé la France à s'endetter massivement (une cinquantaine de milliards de dollars, soit plus de 350 milliards de francs en cumulé, dont 20 milliards de dollars, soit 145 milliards de francs, pour la seule année 1982). Les choses ne sont guère meilleures sur le plan intérieur, avec le déficit des comptes de l'État (95 milliards de

francs en 1982, 118 milliards en 1983), de la Sécurité sociale (au moins 5 milliards de francs de déficit cumulé pour 1982-1983), de l'assurance-chômage (11 milliards de francs cumulés pour les deux ans), des entreprises publiques. Ces déficits sont d'autant plus inquiétants qu'ils se produisent malgré des efforts importants : des contributions, des consommations et des impôts (impôt exceptionnel, emprunt obligataire, vignette sur les alcools et les tabacs, relèvement des taxes sur l'essence, relèvement des tarifs publics). Le taux des prélèvements obligatoires, que M. Mitterrand s'était engagé à stabiliser, est passé de 42,9 % du produit intérieur brut en 1981 à 43,9 % en 1982. Il devrait atteindre, voire dépasser, 45 % en 1983.

Si un bilan de l'action du gouvernement socialiste reste à faire, deux faiblesses graves apparaissent après deux ans d'exercice du pouvoir. La première est celle d'une importante sous-estimation du coût financier des réformes entreprises et des politiques menées. La conséquence ne s'est pas fait attendre : le pays traverse une crise financière aiguë.

La deuxième faiblesse est celle d'une insuffisante cohérence des actions entreprises. Les tensions qui, au sein du parti socialiste, opposent les différentes tendances n'expliquent pas tout. Une part insuffisante a été faite pendant trop longtemps aux exigences de l'économie par rapport à celles du politique. De ce choix initial fondamental, l'action du gouvernement s'est longtemps ressenti. Il n'est pas sûr, après les discours et déclarations de MM. Coz, Popere, Mermoz, qu'elle ne s'en ressente encore longtemps, mettant en cause la crédibilité même de la politique de rigueur mise en œuvre à la fin de mars 1983.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) En deux ans, le dévalourant a monté de 25,4 % par rapport au franc et le dollar de 34,7 %.
(2) En moyenne annuelle. Mais le taux de salaire horaire progressé de 9,3 % entre décembre 1981 et décembre 1982.

Social : des réformes essentielles

En deux ans de pouvoir, le gouvernement de M. Mauroy a réalisé plusieurs promesses de M. François Mitterrand mettant en œuvre des réformes sociales essentielles :

— LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL : à la suite de l'accord national interprofessionnel du 17 juillet 1981 (signé par toutes les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la C.G.P.M.E. et de la C.G.T.), l'ordonnance du 16 janvier 1982 abaisse la durée hebdomadaire légale du travail à trente-neuf heures et généralise la cinquième semaine de congés payés. Des aménagements dans l'organisation du temps de travail permettant une meilleure utilisation des équipements.

— L'ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE : cette fois c'est l'ordonnance — en date du 26 mars 1982 — qui précède l'accord des partenaires sociaux — en date du 4 février 1983 — pour permettre le départ volontaire à la retraite des salariés, avec une pension à taux plein (50 % du salaire plafonné pour trente-sept années de cotisations, auxquelles s'ajoute le complément des régimes de retraite complémentaire) à partir du 1^{er} avril.

— LES DROITS NOUVEAUX DES TRAVAILLEURS : le rapport demandé à M. Jean Auroux, ministre du travail, donne naissance à quatre lois qui vont modifier sensiblement les relations so-

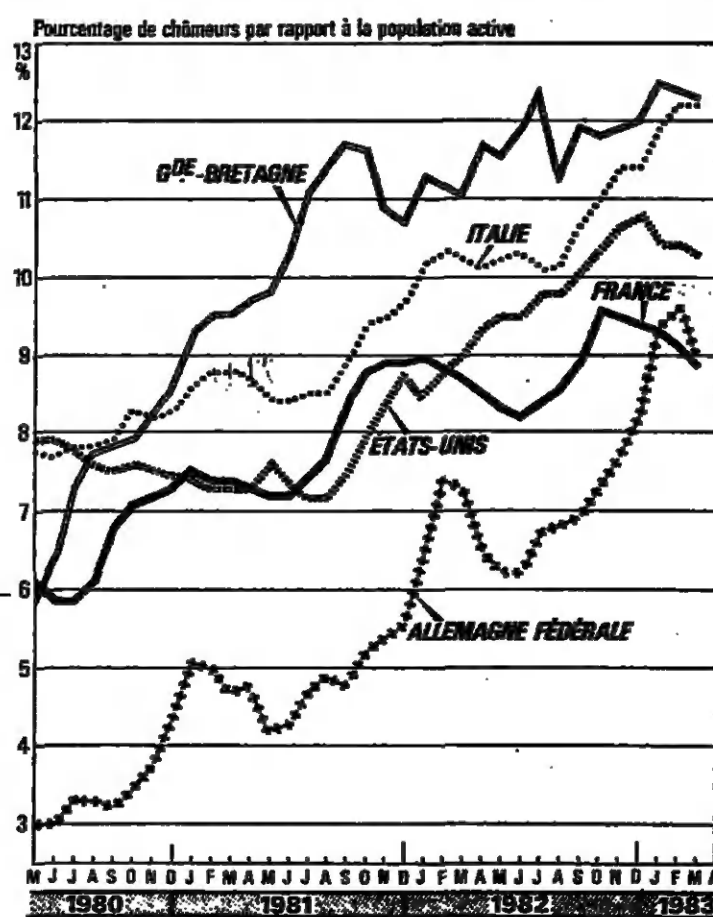
ciales. Toutes ces lois ont été promulguées en 1982 : la 4 août, celle relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise (et à l'expression des salariés) ; le 28 octobre, celle sur le développement des institutions représentatives du personnel ; le 13 novembre, celle sur la négociation collective, et le 23 décembre celle sur le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

— LA SÉCURITÉ SOCIALE : à défaut de s'être encore attaqué à la réforme de l'assurance des cotisations, le gouvernement a abrogé les ordonnances de 1967 et, par la loi du 17 décembre 1982, a rétabli le principe de l'élection des conseils d'administration des caisses de protection sociale du régime général.

D'autres réformes sociales, moins spectaculaires, ont marqué ces deux années. Les droits sociaux des chômeurs non indemnisés ont été rétablis. Le travail temporaire et le travail à temps partiel ont fait l'objet d'ordonnances permettant une meilleure protection des salariés recourant à ces formules. Les cumuls emploi-retraite ont été limités.

Les conseils de prud'hommes ont fait l'objet d'une nouvelle réforme. Dans la fonction publique, les droits syndicaux ont été renforcés et le principe d'égalité d'accès aux emplois publics a été posé dans une loi.

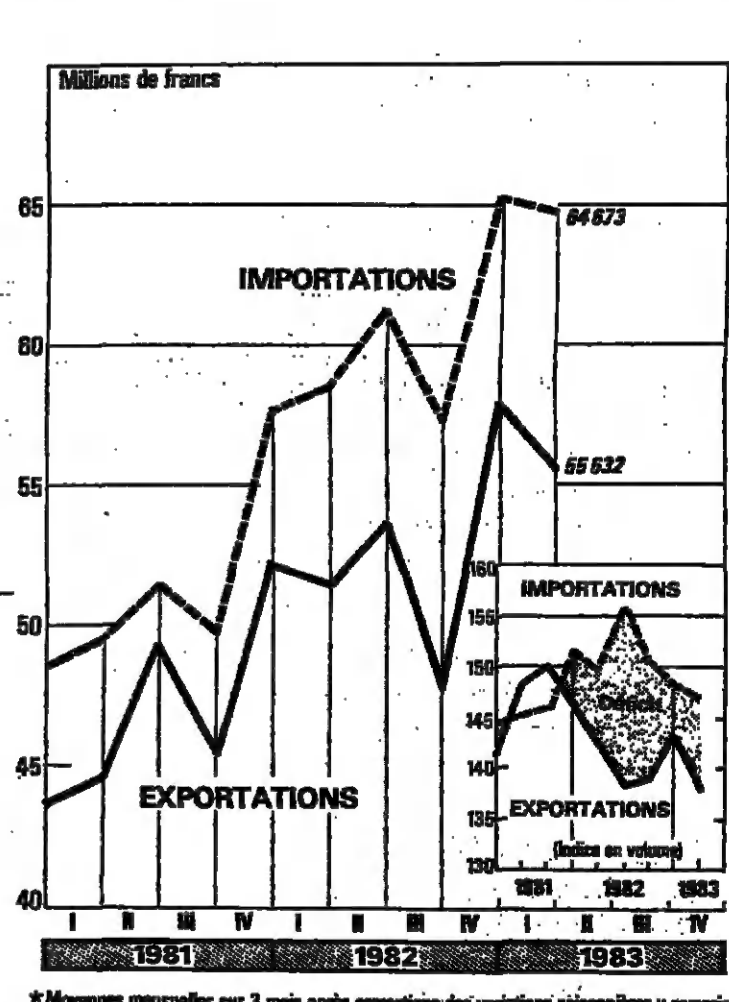
Chômage : stabilisation à un haut niveau



Le gouvernement met à son actif les résultats enregistrés dans la lutte contre le chômage. Il est vrai que, par rapport aux autres pays industrialisés à économie comparable, l'accroissement du chômage a été moins net : de mai 1981 à mars 1983 le taux de chômage (par rapport à la population active) est passé de 7,2 % à 9,3 % en France, de 4,2 % à 9 % en R.F.A., de 7,6 % à 10,3 % aux États-Unis, de 8,4 % à 12,2 % en Italie et de 9,8 % à 12,3 % en Grande-Bretagne. Cependant, de tels résultats, dus pour l'essentiel à ce que

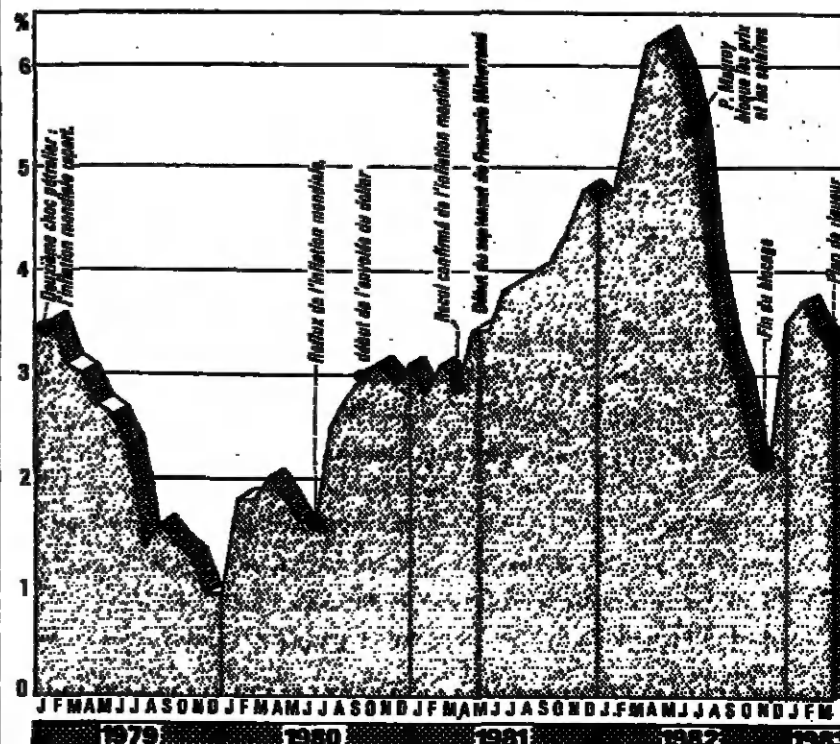
M. Mauroy a appelé le « traitement social » du chômage, doivent être relativisés. En données brutes, la France comptait 1 630 700 demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 1983. Le cap des 2 millions a été franchi dès octobre de la même année, et, si depuis octobre 1982 on assiste à une diminution, le chômage s'est en fait stabilisé à 2 017 100 en mars 1983.

Commerce extérieur : lourd déficit



* Moyennes mensuelles sur 3 mois après correction des variations saisonnières et composés matériels
Source : INSEE
Le graphique en médaillon traduit des évolutions en volume. On voit que la balance commerciale était rééquilibrée au début de 1981.

Différentiel d'inflation avec l'étranger : des écarts trop importants



Ce graphique — que l'INSEE met régulièrement à jour — représente la différence des rythmes d'inflation entre la France et ses principaux concurrents étrangers. On voit que, depuis le début de 1980 — exception faite de deux courtes périodes, — l'écart s'est accru. Ce phénomène n'est donc pas le seul résultat de la gestion socialiste : il s'était déjà produit deux fois avec M. Barre, du printemps 1977 au début de 1979 puis à partir du deuxième trimestre 1980. Mais il est vrai qu'il s'est très nettement accentué à partir de 1981. Il ne s'est réduit qu'avec le blocage des prix du 12 juin 1982, mais a recommencé de s'accroître dangereusement fin 1982 à la sortie du blocage et malgré un encadrement des prix qui reste sévère.

LE DROIT ET LES DROITS DE L'HOMME.
Par Michel Villey

C'est par confusion entre la morale subjective et le droit, estime Michel Villey, qu'à l'époque moderne des théologiens ou philosophes, non juristes, ont introduit l'idée fallacieuse d'un "droit de l'homme" au singulier. Le Droit et les Droits de l'homme est une invitation à repenser l'histoire et la philosophie du droit, la différence entre la pensée juridique des anciens et celle des modernes.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة الأنجلو

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Deux ans de politique extérieure

(Suite de la première page.)
S'étonnera-t-on que ni à l'Est ni à l'Ouest cette politique n'ait ses prolongements économiques ? Le gazoduc sibérien a fait l'objet du plus gros contrat franco-soviétique jamais signé, et la France - déficit extérieur oblige - ne demande qu'à vendre plus à l'U.R.S.S. Washington de son côté conteste le commerce euro-soviétique tout en ignorant superbement toute solidarité économique occidentale, comme on le constatera encore très vraisemblablement au sommet de Williamsburg. C'est que la dichotomie entre économie et politique n'est pas un paradoxe. Il serait absurde, pour sanctionner l'U.R.S.S., de sanctionner l'économie française, et ce qui est vrai pour la France l'est pour les Etats-Unis. L'intérêt économique a ses raisons propres et légitimes dans des limites qu'il appartient à chaque gouvernement de déterminer.

La paix nucléaire

En Europe, la politique française Est-Ouest à l'effet recherché. En attendant que la dichotomie entre amis socialistes, pour l'arme nucléaire « garantie de paix » et le programme d'euro-missiles de l'OTAN, M. Mitterrand a contribué à tenir la R.F.A. sur la ligne atlantique la plus orthodoxe. Une fois encore la démonstration est faite que le chaudi-croisé des marxistes n'affecte pas l'entente franco-allemande et que celle-ci est le pilier de l'Europe.

La traditionnelle crise agricole européenne, version 1983, n'a pas jusqu'à présent dégénéré en affrontement franco-allemand. Il ne suffit cependant pas que Paris et Bonn se ménagent pour que l'Europe reprenne sa nécessaire marche en avant. Il faut aussi que la France et la R.F.A. s'accordent à dégager des ressources et des politiques communes nouvelles, notamment dans les industries de pointe. Or toute tentative de coopération dans ce sens, fût-elle simplement bilatérale (Thomson-Grunder), échoue plusieurs fois. Le drame franco-allemand est européen, c'est que la fureuse « convergence » des économies, impératif depuis si longtemps reconnu par la Communauté, fuit dès qu'on l'approche. Le prodige français socialiste découvre-t-elle soudain les mérites de la « rigueur » ? La provocante santé de l'économie conservatrice allemande a déjà fait de nouveaux bonds en avant et creusé les écarts.

Autre déception, à laquelle il sera plus difficile de remédier : le grand dessein mitterrandien de coopération Nord-Sud, hautement proclamé à Cancun, a fait long feu. Les bonnes intentions du président de la République sont, comme celles de ses prédécesseurs, paralysées par l'obstruction américaine et plus encore par l'incapacité financière française. La générosité coûte cher. La contribution de la France au Programme des Nations unies pour le développement a, de 1982 à 1983, augmenté en francs (de 172 millions à 189 300 000) mais diminué en dollars (de 30 442 478 à 26 475 524) et retombera bientôt, si la France ne se défend pas mieux, au niveau de

1980. Quant au budget de la coopération, il menace de se transformer en « Orsay, d'être - sinistré » en 1984.

Dans ses rapports avec le tiers-monde, la France, faute d'argent, paye d'audace. C'est particulièrement vrai au Proche-Orient, où l'armée française est présente au Sinaï et au Liban, dans la FINUL et surtout la force d'interposition. La visite de M. Mitterrand à Jérusalem et ses appels (après ceux de M. Giscard d'Estaing) à la reconnaissance mutuelle des droits des Israéliens et des Palestiniens n'ont pas empêché Israël d'envahir le Liban. Le contingent français, après une tranquille hésitation qui laisse place aux troupes de Sabra et de Chatila, participe au maintien de l'ordre dans les quartiers les plus exposés de Beyrouth. La France est prête à répondre à tout appel du gouvernement libanais. Diplomatiquement, pourtant, elle reste sur la réserve et laisse agir les Américains en attendant qu'un éventuel règlement libanais amorcera un règlement global au Proche-Orient.

Droits de l'homme

En Amérique centrale, les prises de position de la France, fragilisées en 1981, se sont faites discrètes bien que l'évolution locale n'ait pas infirmé ses analyses pessimistes ; en Indochine elle essaye de se faire entendre et de contribuer, au Cambodge, par idéologues, à une solution équilibrée. Dans ces deux cas, et ailleurs : Pologne, Afghanistan, Afrique australe, etc., c'est au nom des droits de l'homme, une des grandes idées du présent règne, qu'elle s'exprime. Si modeste que soient les effets, c'est une affaire de principe, que la France ne pourrait négliger sans ternir son image. « L'avenir dure longtemps », disait Staline sur la Pologne. Tout peut un jour arriver et même un acte conforme à l'homme et à l'humanité apparaît, en fin de compte, comme un bon placement politique.

Sur la scène mondiale, la France ne manque ni de conscience ni d'imagination, ni même de courage, mais sur tous les fronts les moyens ne sont pas à la hauteur de son ambition. Il n'est pas d'action extérieure efficace sans une économie saine, des échanges équilibrés, une monnaie solide. A ce le 10 mai, le gouvernement veut pour la France une politique étrangère plus morale, voire moralisatrice. Or en 1982 elle a battu ses propres records de ventes d'armes, parce qu'elle ne peut faire autrement.

MAURICE DELARUE.

La visite de M. Hu Yaobang à Belgrade confirme l'intérêt chinois pour le système yougoslave

De notre correspondant

Belgrade. - Venant de Bucarest, M. Hu Yaobang, secrétaire général du parti communiste chinois, est arrivé mardi après-midi 10 mai à Belgrade, sur l'invitation de la direction collégiale de la Ligue des communistes yougoslaves, dont le président, M. Ribitchitch, l'a accueilli à l'aéroport de la capitale.

Les rapports entre Belgrade et Pékin ont été longtemps des plus mauvais, les deux capitales s'accusant réciproquement de « dogmatisme » et de « révisionnisme ». Depuis sept ou huit ans, leurs relations se sont toutefois considérablement améliorées et ont donné lieu à de multiples visites, notamment celle de Tito à Pékin en 1977 et celle de M. Hu Yaobang, alors président du P.C.C., à Belgrade en 1978.

La normalisation des rapports entre les deux Etats a été suivie de celle entre les deux partis communistes. Bien entendu, les divergences idéologiques qui les séparent n'ont pas été effacées, mais le respect par l'un comme par l'autre des principes de non-ingérence et de l'égalité en droit a créé une atmosphère de compréhension d'autant plus grande que les Chinois manifestent un intérêt constant pour le système social et économique de la Yougoslavie.

Le rapprochement sino-yougoslave a suscité à plusieurs reprises la mauvaise humeur de Moscou. Lors de la visite du président Hua Guofeng, auquel Belgrade avait réservé un accueil particulièrement chaleureux, la presse soviétique avait même laissé entendre que la Yougoslavie passait dans le camp chinois.

M. Hu Yaobang procédera avec ses hôtes à un tour d'horizon de la situation internationale. Les positions des deux pays sont proches sur plusieurs points, notamment au sujet du Cambodge, l'un et l'autre demandant le retrait des forces vietnamiennes comme celui des troupes soviétiques d'Afghanistan. Les Yougoslaves, néanmoins, n'approuvent pas les « avertissements » adressés aux Vietnamiens par l'armée chinoise, à la suite d'incidents

Le président Reagan ne croit plus à un conflit nucléaire limité

Le président Reagan ne croit plus à la possibilité d'un conflit nucléaire limité, contrairement à l'avis qu'il avait exprimé il y a un an et demi et qui avait provoqué une vive polémique en Europe. « Je ne crois pas qu'une guerre nucléaire limitée soit possible », a-t-il déclaré dans des réponses écrites à des questions du magazine ouest-allemand Bunte. « Tout au long des années d'après-guerre, les Etats-Unis ont clairement indiqué que les forces stratégiques américaines étaient liées à la défense de l'Europe occidentale (...). La sécurité de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique sont indivisibles », ajoute-t-il. Les réponses ont été faites le 25 avril et la Maison Blanche les a rendues publiques le mardi 10 mai.

Le 16 octobre 1981, interrogé sur le point de savoir si un conflit nucléaire entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pourrait rester limité ou conduire inévitablement à l'escalade, M. Reagan avait répondu : « Honnêtement, je ne sais pas. Il avait ajouté : « Je peux envisager un conflit avec des armes tactiques sur le champ de bataille sans que cela conduise l'une des deux super-puissances à appuyer sur le bouton (1). » L'émotion soulevée en Europe par cette réponse avait amené la Maison Blanche à souligner que les Etats-Unis n'envisageaient pas de mener un conflit nucléaire aux dépens des Européens.

Le président a réuni mardi matin un Conseil national de sécurité consacré à la mise au point de nou-

velles propositions pour les négociations nucléaires américano-soviétiques de Genève. M. Spetakis, porte-parole du président, a déclaré à ce propos qu'il était « tout à fait probable » que ces modifications mettaient « davantage l'accent » sur le nombre d'ogives nucléaires, et non sur celui des missiles, comme « unité de compte » des armements stratégiques.

M. Andropov s'est de nouveau trouvé mardi devant une délégation de pacifistes finlandais, pour ce mode de calcul qu'il avait préconisé le 3 mai. Le numéro un soviétique s'est également déclaré prêt à « des mesures substantielles » en faveur d'une zone désucléarisée en Europe du Nord.

D'autre part la Pravda de mardi commentait avec un mois de retard le 16^e congrès de l'Internationale socialiste critique la position du mouvement socialiste et social démocrate sur le désarmement et les problèmes internationaux.

L'organe du P.C. soviétique prend particulièrement à partie la délégation du parti socialiste français qui, selon le quotidien, « adopte la position la plus atlantiste et la plus pro-américaine » ainsi que celle du parti socialiste italien, qui toujours selon la Pravda, a proféré un « mensonge flagrant » en affirmant que l'U.R.S.S. continuait de déployer ses missiles « chaque semaine ».

(1) Le Monde du 21 octobre 1981.

Le Conseil de sécurité

suspend ses travaux sur le Nicaragua

Le Conseil de sécurité a brusquement suspendu mardi 10 mai à New York ses travaux sur la plainte déposée par le Nicaragua contre le Honduras et les Etats-Unis. Il semble que le Nicaragua, qui est actuellement membre du Conseil, ait provoqué cette interruption afin de poursuivre en conseil ses négociations avec les sept autres membres du Conseil appartenant au mouvement sans alignement. Le gouvernement sandiniste souhaite faire adopter un texte condamnant le soutien apporté par les Etats-Unis aux maquis antirégimes qui opèrent à partir du Honduras. Le Nicaragua a besoin d'un vote neuf, voir, sur les quinze que compte le Conseil, mais les Etats-Unis ont toujours la possibilité d'opposer leur veto, comme ils l'ont fait en 1982 lors de la première plainte déposée par Managua.

Le président Reagan, de son côté, a confirmé mardi que les Etats-Unis allaient ramener à 6 000 tonnes par an les importations américaines de sucre nicaraguayen qui sont actuellement de 58 000 tonnes. Le gouvernement américain espère ainsi « réduire les ressources dont dispose le Nicaragua pour financer son effort militaire et son soutien à la subversion et la violence extrémiste dans la région ». Indique un communiqué de la Maison Blanche, l'agence officielle nicaraguayenne de presse estime à 19 millions de dollars le manque à gagner résultant de cette mesure.

En ce qui concerne le Salvador, le commission des Affaires étrangères du Sénat a approuvé, mardi à Washington, une augmentation de 20 millions de dollars de l'aide militaire à ce pays, mais a rejeté la demande de 60 millions de dollars supplémentaires présentée par le président Reagan. Le total de l'assistance militaire au Salvador s'élève désormais à 76,3 millions de dollars pour 1983. Sur le terrain, la guérilla a détruit l'une des plus grandes exploitations de café salvadoriennes, appartenant à la famille Liebes, brûlant 3 700 tonnes de café destiné à l'exportation, a-t-on appris à San Salvador. Les combats se poursuivent dans le département de Cabanas, à 75 kilomètres au nord-est de la capitale. Selon la radio des guérilleros, soixante-dix soldats gouvernementaux auraient été tués ces derniers jours. - (A.F.P., U.P.I.)

Le vice-président du Costa Rica, M. Alberto Fajó, a reconnu lundi à Mexico la présence de pays de groupes armés opposés au gouvernement nicaraguayen, raison pour laquelle San José a demandé que le groupe de Contadora (Panama, Mexique, Colombie, Venezuela), l'aide à préserver sa neutralité. M. Fajó a souligné les difficultés de son gouvernement à contrôler efficacement le trafic d'hommes et d'armes à la frontière de son pays et du Nicaragua, rappelant que le Costa Rica ne possédait pas d'armée depuis 1949. - (A.F.P.)

PAUL YANKOVITCH.

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a procédé, mardi 10 mai, pendant deux heures, avec son homologue japonais, M. Shintaro Abe, à un échange de vues sur les principaux problèmes internationaux d'actualité, indiquant au Quai d'Orsay.

La conférence de Madrid. - Le groupe des neutres et des non-alignés a approuvé mardi 10 mai, à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, une déclaration des membres de l'OTAN visant à introduire plusieurs amendements dans le projet de document final dont ils sont les auteurs et auquel les membres du pacte de Varsovie ne veulent rien changer. Les amendements occidentaux intéressent principalement les droits de l'homme. Au cours d'une séance plénière officielle, les neutres et les non-alignés ont reconnu que leur texte était « possible de certaines améliorations » et qualifié de « raisonnables et parfaitement acceptables » les propositions des membres de l'OTAN. - (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Iran

Le nombre des arrestations au sein du parti Toudéh s'élève à plus de mille

Téhéran (A.F.P.). - Un millier de membres du parti Toudéh, dont tous les dirigeants, ont été arrêtés à ce jour sur les dix mille membres et sympathisants que comptait le parti communiste iranien, a déclaré mardi 10 mai M. Mohsen Rezaei, le chef des gardiens de la révolution.

Le chef des pasdaran a démenti les rumeurs d'exécution de M. Kianouri, secrétaire général du parti, qui circulaient depuis plusieurs jours à Téhéran. « Nous ne sommes pas pressés de les exécuter, ils ont encore beaucoup à confesser. Mais par leurs confessions, ils ont signé l'ordre de leur propre exécution », a-t-il estimé, confirmant ainsi un sentiment général en Iran.

Interrogé sur « les membres infiltrés dans les instances gouvernementales, les forces armées, les forces de l'ordre », M. Rezaei s'est refusé à donner des précisions, indiquant simplement que « ceux qui étaient à un haut niveau ont été arrêtés, les autres licenciés ».

A propos des accusations de torture qui ont été avancées pour expli-

quer les « aveux » des principaux dirigeants de ce parti, et diffusées depuis une semaine par la télévision, M. Rezaei a déclaré : « La réponse étant évidente, je ne répondrai pas. » Il a ensuite laissé entendre que d'autres confessions allaient être présentées.

« Nous avons trouvé des archives du Toudéh, dont une quantité considérable de microfilms, toute la correspondance de M. Kianouri avec l'étranger, des preuves de leurs liens avec l'Afghanistan où certains ont reçu un entraînement », a poursuivi le chef des gardiens de la révolution.

Estimant que cette opération de démantèlement du parti communiste est « une action froide et calculée de la République islamique », M. Rezaei a démenti que le diplomate soviétique de l'ambassade de Téhéran, M. Vladimir Kouzichkin, qui s'est réfugié en Grande-Bretagne l'été dernier en faisant de nombreuses révélations sur les activités du K.G.B., ait joué un rôle quelconque dans cette affaire.

La Croix-Rouge dénonce publiquement les « violations du droit humanitaire » par l'Iran et l'Irak

De notre correspondant

Dans un appel sur le sort des prisonniers de la guerre du Golfe, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) indique qu'en Iran près de cinquante mille prisonniers sont internés. Le C.I.C.R. n'a été en mesure d'en entreprendre que trente mille. Depuis mai 1982, les entraves constantes et les blocages imposés par Téhéran empêchent le C.I.C.R. d'exercer le moindre contrôle sur la collecte et la distribution de messages familiaux, ainsi que sur le traitement des prisonniers. Le C.I.C.R. relève en outre que « des événements tragiques se sont déroulés dans certains camps, entraînant la mort », ou des blessures graves. En violation des conventions de Genève, dont les belligérants sont signataires, de nombreux lieux de détention ont été créés sans que leur existence ait jamais été notifiée au C.I.C.R. Parmi les catégories de prisonniers systématiquement soustraits aux visites de ses délégués, le C.I.C.R. mentionne les officiers supérieurs et les

étrangers enrôlés dans l'armée irakienne.

La situation des prisonniers en Irak est moins préoccupante, ne serait-ce que parce qu'ils sont moins nombreux (environ six mille huit cents). Le C.I.C.R. a néanmoins acquis la certitude que des centaines de prisonniers lui ont été « délibérément cachés » dès le début du conflit. Dans les camps que les délégués du C.I.C.R. ont pu visiter, des traitements contraires aux conventions de Genève ont été constatés, et des désordres y ont été réprimés par les armes.

Les délégués du C.I.C.R. n'ont pas eu non plus accès aux dizaines de milliers de civils iraniens originaires des régions frontalières du Khuzistan et du Kurdistan qui, tombés aux mains de l'armée de Bagdad, ont été déportés en territoire irakien en violation grave de la quatrième convention de Genève relative à la protection des populations civiles.

ISABELLE VICHNIAC.

NOUVELLE TENSION ENTRE L'O.L.P. ET LA LIBYE

De notre correspondant

Tunis. - Une nouvelle tension vient de surgir entre l'O.L.P. et la Libye. A la suite de l'annonce, mardi 10 mai, par l'agence de presse libyenne Jana, qu'un membre du mouvement Fath, que dirige M. Yasser Arafat, avait été arrêté à Tripoli alors qu'il s'apprêtait à assassiner le colonel Kadhafi sur ordre de la C.I.A., un responsable du Fath, cité par l'agence palestinienne Wafa, a condamné cette accusation, qu'il a qualifiée de « ridicule ».

Le porte-parole du Fath a démenti la position « complice et impuissante » de la Libye durant la guerre du Liban et a accusé le colonel Kadhafi d'avoir fait assassiner cinq Palestiniens injustement accusés d'appartenance au Parti de la libération islamique alors qu'il avait promis à l'O.L.P. de les libérer en 1981. - Le colonel Kadhafi, a-t-il ajouté, a entrepris, depuis la guerre

israélo-américaine contre l'O.L.P. et les peuples palestiniens et libanais, une campagne de mobilisation quotidienne à l'encontre de l'O.L.P., suivant ainsi la même ligne que celle des impérialistes américains et de l'ennemi sioniste. Le Fath ne pardonnera pas au colonel Kadhafi son crime atroce contre les cinq Palestiniens (...) et le met en garde contre la préparation de nouveaux assassinats de Palestiniens.

Lors du départ des dirigeants et des combattants palestiniens de Beyrouth, l'été dernier, le colonel Kadhafi avait déclaré qu'ils auraient mieux fait de se suicider plutôt que d'abandonner leur poste. Depuis, les relations entre Tripoli, qui a accru son appui aux groupes palestiniens les plus extrémistes, et M. Yasser Arafat n'ont fait que se détériorer.

M. D.

AFRIQUE

Algérie

LE ROI JUAN CARLOS SE DÉCLARE FAVORABLE AU GRAND MAGHREB

Alger (A.F.P., Reuters). - Le roi Juan Carlos, premier chef d'Etat espagnol à se rendre en visite officielle en Algérie, s'est adressé mardi 10 mai à l'Assemblée populaire nationale. « L'Espagne, a-t-il déclaré, nuit avec un énorme intérêt et une grande satisfaction les efforts déployés par l'Algérie pour la construction d'un Grand Maghreb, qui contribuera positivement à instaurer la paix et la stabilité dans la région ».

« Ce Grand Maghreb arabe, a ajouté le souverain, que les pays de la région aspirent à édifier, pourrait être un pont pour l'établissement de relations Nord-Sud, qui seraient un modèle pour le reste de la communauté internationale. » Le roi, qui a rencontré le président Chadli, s'est également prononcé en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui. Cette visite confirme la volonté de l'Espagne de resserrer ses liens avec les pays du Maghreb de puis la mise en place du gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez.

Le même jour, les premiers ministres de Tunisie et d'Algérie, MM. Mzali et Abdelghani, ont inauguré à Ain-Saf-Saf, à 120 kilomètres de Tebessa, le deuxième gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. Le premier gazoduc avait été inauguré en juin 1979.

CONSUMMATEURS!

AUJOURD'HUI DANS LE MONDE
LES COURS DU PETROLE BRUT
S'EFFONDRENT

PROCHE-ORIENT

Israël

Les dirigeants minimisent les risques d'un conflit avec la Syrie

La Syrie a adressé mardi 10 mai une nouvelle mise en garde à Israël, affirmant que toute agression mènerait à une « guerre illimitée », et fait savoir que ses forces stationnées dans l'est du Liban étaient prêtes à se battre si nécessaire. Cependant, tant dans les milieux politiques que militaires israéliens, on minimise les risques d'un affrontement. Au Liban, où la situation demeure tendue, l'attaché militaire adjoint français, le commandant Michel Boissarie, a été pris sous le feu de miliciens indéterminés, lundi, dans les montagnes du Chouf, mais n'a pas été atteint.

De notre correspondant

Jérusalem. — Tout en se disant « préoccupé », le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, avait récemment qualifié d'« artificielle » la tension croissante entre la Syrie et Israël. Depuis qu'il a tenu ces propos, l'accord israélo-libanais est intervenu, et il est très vivement dénoncé, tant par Damas que par Moscou. Or, paradoxalement, les dirigeants israéliens continuent de donner l'impression de vouloir minimiser les risques d'un conflit, alors qu'au début de l'année c'était eux qui se montraient alarmés. Ils faisaient alors grand bruit devant les dangers que représentaient le déploiement des missiles Sam-5 en Syrie et le renforcement de l'aide militaire soviétique à ce pays.

Dans les milieux militaires et gouvernementaux de Jérusalem, on considère que l'attitude syrienne et soviétique est surtout « tactique ». Un haut fonctionnaire influent auprès du cabinet de M. Begin nous a déclaré, le 10 mai, à ce sujet : « Les Syriens jouent en ce moment la politique du pire, mais s'ils rejettent violemment l'accord israélo-libanais, il faut remarquer que, jusqu'à présent, ils se sont bien gardés d'affirmer qu'ils refusent définitivement de retirer leurs troupes du Liban. S'ils font monter la tension, c'est, je crois, d'abord pour faire pression sur le gouvernement libanais. L'évacuation par les Soviétiques des familles de leurs diplomates à Beyrouth fait partie de ce jeu ».

Cette personnalité, comme plusieurs experts israéliens de politique étrangère et des membres de l'état-major de l'armée, estime que les Syriens veulent actuellement préserver leur influence politique au Liban et tenter d'obtenir du gouvernement de Beyrouth un certain nombre de garanties, dans la même mesure que les Israéliens l'ont fait grâce à l'accord de principe conclu la semaine dernière sous l'égide de M. Shultz. D'autre part, ces Israéliens se disent convaincus que les Syriens cherchent, en échange de leur éventuel retrait du Liban, à « soulever » une aide financière accrue de l'Arabie Saoudite et peut-être aussi la reprise de l'aide américaine, qui a été interrompue par le président Reagan.

L'attitude soviétique

Quant aux dirigeants soviétiques, toujours selon ces Israéliens, ils tiennent à profiter de la situation présente pour rappeler aux Américains qu'il faut compter avec eux au Proche-Orient et qu'il ne saurait y avoir de paix américaine dans cette région.

Le haut fonctionnaire, qui désire garder l'anonymat, nous a confié qu'il n'aurait pas à terme les risques d'un conflit armé si les Syriens réclamaient un « prix trop élevé » aux Libanais, aux Saoudiens et aux Américains. En s'exposant à des refus, ne se retrouveraient-ils pas dans une impasse, ce qui les inciterait à choisir l'affrontement ? « Quand on joue avec le feu, a-t-il ajouté, une étincelle peut toujours se produire ». Mais il n'en a pas moins déclaré : « Si l'on examine rationnellement la situation, je ne vois pas pourquoi les Syriens commettraient l'irréparable ; s'ils ne se retirent pas du Liban, les troupes israéliennes y demeureront aussi, et ils prendront, au regard des autres pays arabes, la responsabilité de la prolongation de cette occupation ».

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Location d'un chaland au bord d'un lac 2 semaines 625 F par adulte.

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM Adresse

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE A PARIS

M. Shultz demande à Moscou de favoriser le retrait des forces étrangères du Liban

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, au cours d'une conférence de presse, mardi 10 mai à Paris, a appelé l'Union soviétique « à se ranger du côté de la paix » au Proche-Orient en appuyant le projet d'accord israélo-libanais sur le retrait de toutes les forces étrangères du Liban.

Estimant qu'il existe désormais un « consensus arabe » (Syrie ex-

ceptée) pour un tel retrait, M. Shultz a précisé qu'il était autorisé à dire que l'Irak était favorable à l'évacuation des forces syriennes et de celles de l'O.L.P. du Liban. Le chef de la diplomatie américaine venait de rencontrer M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, qui lui avait parlé en ce sens. M. Shultz a également dit que les efforts américains pour promouvoir l'accord israélo-libanais avaient été encouragés par la Jordanie et l'Egypte, et que l'accord était endossé par l'Arabie Saoudite.

M. Shultz a précisé qu'il n'avait, pour le moment, pas l'intention de retourner au Proche-Orient, mais il a laissé entendre que M. Philip Habib, représentant spécial de M. Reagan pour la région, pourrait le faire.

M. Shultz a été reçu mardi matin par le président Mitterrand pendant d'une heure trente. Ni l'un ni l'autre n'ont commenté leur conversation. Le secrétaire d'Etat a reçu à dîner son collègue français, M. Cheysson.

Le Proche-Orient est au centre de nombreux entretiens qui se déroulent ces jours-ci à Paris. Outre le vice-premier ministre irakien, se trouve également dans la capitale française le prince sultan Ben Abdel Aziz, ministre de la défense d'Arabie Saoudite, qui doit être reçu ce mercredi soir par le président Mitterrand et le ministre américain de la défense, M. Weinberger. M. Weinberger doit avoir des entretiens avec son collègue français, M. Herry, qui rentre ce mercredi d'un voyage dans le Golfe, et avec le prince sultan.

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

2 semaines à l'hôtel en 1/2 pension 1960 F par adulte (dont 1150 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM Adresse

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE MAI

Au sommaire :

LA DÉFENSE ET SES MYTHES : VIVRE L'ATOME

(Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS ET LE RECUL DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

(Fabrizio Tonello)

LES PALESTINIENS, LE ROI HUSSEIN ET M. REAGAN : RETOUR A LA CASE DÉPART

(Emmanuel Jarry)

CRISES ET CONFLITS SUR LES MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

(Philippe Chalmrin)

LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DES NON-ALIGNÉS

(Gérard Viratelle)

LA THAÏLANDE ENTRE LES ARMES ET L'ARGENT

« Démocratie parlementaire » ou « dictature parlementaire » ? (Marcel Barang). — La percée des soldats démocratiques (Kamoune Sirik-Samra). — La bourgeoisie à la conquête du pouvoir (Krisak Tachoun'hevann). — Prudence et hésitations du mouvement ouvrier (Marcel Barang et Denis Baudouin). — Politique et littérature : Plutôt le plume que la M-16 (Soutchât Sawatsri et Marcel Barang). — Une nouvelle de Nikom Rhyayaw : « La libération des oiseaux ».

LES MALADIES DE LA FAIM, par Claire Brisset. LIBAN : La résistance à l'occupation israélienne, par Samir Kassir. PAKISTAN : Les femmes face aux progrès de l'intégrisme, par Alexandre Deustac et M. Levent. LA MAURITANIE RETRANCHÉE DANS LA PAIX : De la rénovation nationale comme voie d'accès au modernisme, par Claude Le Borgne et Christine Jouvain.

VIETNAM : DICTATURE ET NEUVE DÉMOCRATIE DANS UNE ÎLE SOUS-DÉVELOPPÉE. — A Hanoi : Les menaces de M. Barnett contre l'Eglise catholique. — Les défilés du F.M.L. avec un régime corrompu, par Fritz Longchamps, Walden Bello et John Kelly. — Les « braccos » haïtiens sous la loi du peso, par Catherine Humblot. — En République Dominicaine : A la recherche d'un pacte social, par Bernard Cassen. — La disparition de Samuel Roche. — La mémoire des écrivains, par Marie-Françoise Allain.

LIVRES : Jean Ziegler « contre l'ordre du monde » par Yves Florenne. — La crise du droit international par Rodolfo Mattarollo. CAMÉRAS POLITIQUES : AFRIQUE NOIRE ET CINÉASTES BLANCS, par Ignacio Ramonet, Marcel Martin, Jean Roy et Jérôme de Romanet.

Le numéro : 10.50 F 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09. Publication mensuelle du Monde - (En vente partout)

Egypte

Le président Moubarak condamne le livre de M. Heykal critiquant Sadate

Le président Hosni Moubarak a, à son tour, condamné le dernier ouvrage de M. Hassanien Heykal, qui fut le confident de Nasser, mais aussi celui de Sadate jusqu'en 1973, dans lequel il critique avec vivacité le deuxième raïs. Dans ce livre, l'Autisme de la colère, dont la traduction doit paraître prochainement en France, M. Heykal décrit les « complexes » de Sadate : enfance pauvre, origine soudanaise et négroïde de sa mère, et qualifie les années de sa présidence (1970-1981) d'« ère des vedettes ». Dans le chapitre intitulé « La fabrication d'une superstar », il lui reproche d'avoir falsifié sa propre histoire et d'avoir usé certains mérites de Nasser. « Sadate le comédien Pa emporté sur Sadate soldat et sur Sadate homme politique », écrit-il.

Le journal Al Chark al Awsat, paraissant à Londres, qui avait été le premier à publier l'ouvrage en feuilleton, avait suspendu sa livraison à la suite de la levée de boucliers des journaux égyptiens, dont les directeurs et les rédacteurs en chef avaient été nommés du temps de Sadate.

Correspondance

Le Caire. — Le président Moubarak a avalisé une loi « interdisant à quiconque de dévoiler des informations d'ordre militaire, politique ou économique pouvant porter atteinte à la sécurité nationale ou aux intérêts supérieurs de l'Etat ». Cette loi, qui est perçue par l'opposition comme « une restriction de plus à la liberté d'expression », prévoit une peine de prison allant de trois à cinq ans pour quiconque publie des informations au sujet de personnalités publiques avant un laps de vingt ans.

Vote à une vitesse record, la loi fait suite au tollé général par lequel la presse officielle a accueilli la publication par l'hebdomadaire Al Ahaly — organe du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste-nassérien) — d'extraits du livre Autisme of Fury de M. Hassanien Heykal, ancien confident de Nasser et ex-directeur d'Al Ahyam, très critique à l'égard du président Sadate.

La campagne de presse contre M. Heykal s'est poursuivie après la suspension, le 20 avril dernier, de la publication de la traduction arabe du livre — à la suite de l'intervention officielle du ministère de l'Intérieur — pour parvenir à son point culminant le 1^{er} mai quand le président Moubarak a personnellement trans-

ché la polémique en affirmant « que les grandes œuvres et les sacrifices du président Sadate demeureront un exemple d'héroïsme et de patriotisme envers et malgré les voix animées par la haine ».

M. Moubarak, qui a vivement critiqué la presse et les partis d'opposition, a lancé une vraie mise en garde contre « leur attitude destructrice qui porte atteinte à l'image de l'Egypte ». Le raïs a ensuite affirmé qu'il avait demandé, avec succès, à plusieurs pays arabes de suspendre la publication de tels textes et a estimé nécessaire « une prise de position ferme à l'égard de cette situation dangereuse ».

Ces critiques et le vote de la loi sur l'interdiction de publier des « informations contraires aux intérêts supérieurs de l'Etat » marquent, semble-t-il, la fin du consensus national établi entre l'opposition et le raïs à la suite de son accession au pouvoir en octobre 1981. La mise en garde du président Moubarak semblerait suivre d'autres mesures contre l'opposition et la liberté d'expression dont elle jouissait jusqu'alors ? Telle est la question qu'on se pose aujourd'hui dans les milieux de la gauche égyptienne.

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — M. Ahidjo, ancien chef de l'Etat, a présidé mardi 10 mai, à Yaoundé, la réunion du bureau politique de l'Union nationale camerounaise (parti unique), au cours de laquelle a été arrêtée la liste des candidats aux élections législatives prévues le 29 mai. L'Assemblée nationale, élue en 1973, comprend cent vingt députés. Le président Biya, qui est également vice-président du parti, participait à la réunion du bureau politique. — (Reuters.)

Chili

L'ENTRÉE EN FONCTIONS DU NOUVEAU ARCHEVÊQUE DE SANTIAGO. Mgr Juan Francisco Fresno, a été bien accueilli par le pouvoir militaire. « Dieu nous a écoutés », a dit la femme du président Pinochet, saluant la nomination de Mgr Fresno, qui remplace le cardinal Raúl Silva Henríquez et qui souhaite mettre un terme au différend de l'Eglise chilienne avec les autorités. « L'Eglise respectera le pouvoir établi », a déclaré le nouvel archevêque. — (A.F.P.)

Niger

LIBÉRATION D'ÉTUDIANTS. — Environ deux cent cinquante étudiants de l'université de Niamey ont été libérés lundi 9 mai, dans la soirée, après six jours de détention. (Le Monde du 11 mai). — On a appris mardi de bonne source. Toutefois, une cinquantaine d'autres demeurent détenus dans une caserne proche de la capitale, selon des sources étudiantes. La grève s'est poursuivie mardi à l'université et dans les deux principaux lycées de la capitale. — (A.F.P.)

Norvège

LE PARLEMENT REJETTE L'ABOLITION DE LA MONARCHIE. — Par 9 voix pour et 103 contre, le Storting a repoussé un amendement constitutionnel proposant l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république de Norvège. — (U.P.I.)

Suède

LA MARINE RENONCE A SA CHASSE AU SOUS-MARIN. — Les recherches déclenchées il y a deux semaines pour tenter de débusquer au moins deux sous-marins étrangers au large de Sundsvall, sur la côte sud-est de la Suède, ont été abandonnées le mardi 10 mai. La ma-

rine estime que les deux bâtiments ont réussi à quitter le secteur. — (Reuters.)

Union soviétique

M. TCHERNENKO EST SORTI LE 6 MAI DE L'HOPITAL où il était soigné pour une pneumonie, et s'est déjà rendu brièvement à son bureau au comité central, a déclaré l'une de ses collaboratrices le mardi 10 mai. Il n'a pas paru en public depuis le 30 mars. — (A.F.P.)

Yugoslavie

LA DÉMISSION DU RÉDACTEUR EN CHEF DE POLITIKA EST ACCEPTÉE. L'Alliance socialiste de Serbie, fondatrice du journal, a accepté ce « geste logique » de M. Trajkovic, qui doit permettre au journal « de ne plus tomber dans des erreurs politiques ». (Le Monde du 11 mai). D'autres démissions devraient suivre. L'Alliance socialiste a souligné que la rédaction tout entière devait assumer sa propre responsabilité dans « l'élimination des causes » qui sont à l'origine des « errements » du quotidien. — (A.F.P.)

Finlande : Voyagez malin

Découvrez nos forfaits spécialement adaptés aux conditions actuelles.

Exemple de prix pour une famille de 4 personnes se déplaçant en voiture :

Séjour à la ferme, pension complète 2 semaines 2080 F par adulte (dont 1750 F en devises)

Toute information à :

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber - 75009 PARIS Tél. 266.40.13

NOM Adresse

ASIE

AU COURS DE SON VOYAGE EN ASIE DU SUD-EST

M. Nakasone s'est présenté comme l'avocat d'un « Japon ouvert au monde »

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Kuala-Lumpur. - Que pouvait faire d'autre M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre japonais, qui a achevé, le mardi 10 mai à Kuala-Lumpur, une tournée dans les cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1), si ce n'est dissiper des appréhensions et répondre à des critiques - comme s'y étaient déjà employés ses prédécesseurs, MM. Fukuda en 1977 et Suzuki en 1981 ?

Soucieux de rassembler la grande famille des pays asiatiques pour la paix, selon son expression, « aux avant-postes du futur », M. Nakasone n'a pourtant pas réussi à réconcilier la Chine et l'Indonésie. Les dirigeants de Djakarta ont rejeté le message des autorités de Pékin dont il était porteur et qui proposait une reprise des relations diplomatiques entre les deux États, suspendues depuis 1967.

Autre déconvenue tout aussi attendue : l'appel lancé à Hanoï à retirer ses troupes du Cambodge et à « s'engager avec l'ASEAN sur la route de la prospérité » a peu de chances d'être entendu, même si le premier ministre japonais s'est dit prêt à « coopérer de son mieux à la reconstruction de l'Indochine, une fois la paix revenue ». A cet égard, il a demandé à ses interlocuteurs si une augmentation de l'aide économique japonaise au Laos pourrait avoir une heureuse influence sur le comportement du Vietnam. Celui-ci avait, d'avance, décliné son « noir dessein » dans les colonnes du Nhan Dan, le quotidien du P.C. vietnamien, l'accusant de « contrevenir la tendance au dialogue » dans la région et d'entreprendre contre lui une « nouvelle croisade ».

Tout au long de son voyage, M. Nakasone s'est appliqué à gommer l'image de « va-t-en guerre » qui collait un peu à son personnage. Il a expliqué la politique d'autodéfense de son pays et répété comme un leitmotiv que « le Japon n'avait pas l'intention de devenir une puissance militaire ».

La grande affaire, pour l'Asie, aux yeux de M. Nakasone, est de réussir son entrée dans le vingt et unième siècle. « Je crois fermement qu'il ne peut pas y avoir de prospérité pour le Japon sans prospérité pour les membres de l'ASEAN », a-t-il affirmé. « Il faut défendre le libre-échange à tout prix », a insisté

le premier ministre nippon, qui, dans son discours-clé de Kuala-Lumpur, s'est présenté comme l'avocat d'un « Japon ouvert au monde ». A cet effet, il a annoncé une augmentation d'environ 50 % des quotas à l'importation de produits industriels qui bénéficient du système général de préférences (G.S.P.). En revanche, il n'a pris aucun engagement précis en faveur des produits non industriels, notamment les « trois grands », à savoir la volaille, les bananes et les ananas.

Quant aux transferts de technologie que réclament les pays de l'ASEAN, bien que la responsabilité en incombe au secteur privé, M. Nakasone a accepté de les faciliter. Il a évoqué la réunion d'une conférence ministérielle sur le sujet, la participation japonaise à la rénovation des entreprises existantes et l'invitation faite, sous le couvert d'un « programme d'amitié pour le vingt et unième siècle », à 3 750 jeunes - 150 par an et par pays - à passer au Japon des vacances de « familiarisation ».

M. Nakasone espère qu'à force de se fréquenter, le Japon et les membres de l'ASEAN, partenaires obligés, finiront par s'apprécier. « Une difficulté se présente-t-elle, il sera possible, souligne-t-il, de décrocher notre téléphone et d'en discuter franchement entre nous ».

A quand cette diplomatie du « téléphone jaune » ? « Le sentiment diffus parmi la plupart des membres de l'ASEAN demeure que ce que le Japon n'a pu gagner pendant la guerre, il a réussi à l'obtenir par une domination économique », notait M. Ferdinand Marcos, président des Philippines, à l'issue de la visite de M. Nakasone. Devant celui-ci, M. Mahamad Mahathir, premier ministre de Malaisie, remarquait, pour sa part, dans son propre pays, « une montée des sentiments anti-japonais », en partie appuyée, à son avis, par les Nations occidentales, décidées à contrer l'influence du Japon. Dans cette hypothèse, il reste à dissuader les Malaisiens eux-mêmes et d'autres en Asie du Sud-Est de s'associer à une telle campagne de dénigrement.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande.

Afghanistan

INTENSES BOMBARDEMENTS AU NORD DE KABOUL

Islamabad (A.F.P.). - La plaine des Shomali, au nord de Kaboul, est soumise depuis le début du mois de mai aux bombardements les plus intenses depuis le début de la guerre, entraînant un exode massif de la population vers la capitale afghane, a-t-on appris mardi 10 mai à Islamabad de sources diplomatiques occidentales.

Le 30 avril, ajoute-t-on de même source, vingt-sept vieillards, femmes et enfants venus à Charikar pour protester auprès des autorités afghanes contre la sévérité des bombardements, ont été exécutés sommairement par un peloton de l'armée afghane.

L'objectif des forces soviéto-afghanes est de vider une fois pour toute cette région stratégique de sa population afin de priver la résistance de tout soutien logistique.

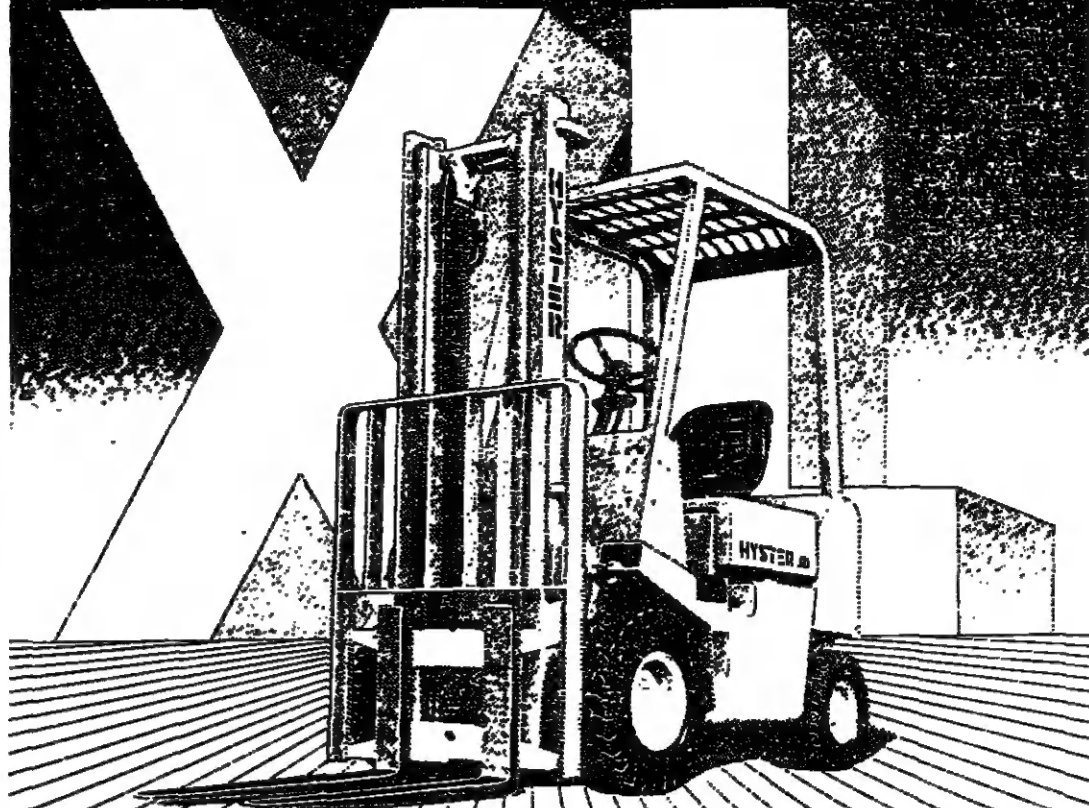
Chine

LE NOM DE M. DENG XIAOPING ne figure pas sur les listes des membres des nouvelles assemblées parlementaires chinoises, publiées ce mercredi 11 mai à Pékin, et qui comportent 2 978 noms pour l'Assemblée populaire et 2 036 pour la Conférence consultative du peuple chinois. M. Deng était jusqu'à présent président de cette dernière assemblée et simultanément député de l'armée dans la première. La première session de la nouvelle Assemblée nationale populaire doit se tenir au début du mois prochain et procéder à la désignation d'un président de la République. M. Deng Xiaoping demeure membre du comité permanent du bureau politique du P.C. chinois, qui occupe le sommet de la hiérarchie du régime. - (A.F.P.)

LA COMMISSION MIXTE SINO-AMERICAINE sur la coopération scientifique et technologique est réunie depuis le mardi 10 mai, à Pékin, pour sa troisième session annuelle. Trois nouveaux protocoles portant sur la physique nucléaire, les transports et l'aéronautique, ainsi qu'un mémorandum sur la recherche et l'environnement font l'objet, notamment, des discussions. - (A.F.P.)

LA NOUVELLE GAMME HYSTER 25-35 XL

Le « fin du fin » en chariot d'une tonne



Avec ses tout nouveaux modèles « Challenger » et « SpaceSaver » de 1,25 à 1,75 tonnes Hyster fait entrer les chariots élévateurs dans une ère nouvelle de valeur.

En effet, jamais un tel rapport qualité-prix n'avait été atteint auparavant.

À la base de cette réussite, une toute nouvelle usine, la plus moderne du monde, dotée des derniers perfectionnements technologiques.

Economiques à l'achat, les 25-35XL le sont aussi par leur consommation, leur facilité d'emploi et leur entretien réduit au minimum. Chaque chariot bénéficie bien entendu du fameux service après-vente Hyster : vous trouverez le service de maintenance et les pièces détachées tout près de chez vous, chez votre distributeur local.

Demandez-lui dès aujourd'hui une documentation complète : vous ne trouverez nulle part ailleurs des conditions pareilles.



92000 PUTEAUX (1) 775.30.18	35100 RENNES (1) 775.30.18	57100 STRASBOURG (88) 39.04.67	68100 MULHOUSE (68) 54.18.32
33000 BORDEAUX (33) 85.60.21	59140 DUNKERQUE (20) 65.06.94	58100 COLMAR (89) 41.52.44	
13015 MARSEILLE (91) 69.91.05	31130 BALMA (81) 24.18.04	75000 ANNEXY (90) 43.50.66	
59160 LOMBE (20) 82.03.17	76040 LE HAVRE (35) 25.36.11	57044 METZ (87) 31.16.18	
76000 ROUEN (26) 88.42.82			

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Tous travaux garantis 10 ans



Téléphonez au (1) 328.77.14

• Sur mesure - BOIS - PVC - ALU

• Fenêtres pour toits : Velux - Toicel

26, avenue Quinquau 94160 St-Mandé (Porte de France Fontenay Vincennes) Métro Saint-Mandé-Tourville



CONSUMMATEURS!

AUJOURD'HUI EN FRANCE
LE GOUVERNEMENT LIMITE
LES RABAIS SUR L'ESSENCE

Les centres Edouard LECLERC qui s'obstinent à vendre moins cher sont constamment condamnés.

Pour vous, avec nous, soutenez l'action des centres Edouard LECLERC, exigez la liberté des prix.

Edouard LECLERC



OUI, LA BAISSÉ EST POSSIBLE

PUZZLE

AMÉRIQUES

États-Unis

M. REAGAN ENTRETIENT LE DOUTE SUR SA CANDIDATURE À L'ÉLECTION DE 1984

M. James Baker, secrétaire-général de la Maison Blanche, a déclaré mardi 10 mai, au cours d'une émission de radio, que le président Reagan n'est pas sûr de sa candidature à l'élection présidentielle de 1984. Mais, il n'a pas encore pris lui-même sa décision, a ajouté M. Baker.

(De notre correspondant.)

Washington. — M. Reagan briguera-t-il un second mandat en novembre 1984 ? C'est la question à 1 000 dollars, l'inévitable sujet de conversation à Washington. Les « oui » l'emportent nettement sur les « non », même si personne n'y mettrait sa main au feu. Le suspense risque de durer jusqu'à l'automne prochain, à moins que l'intéressé ne change de tactique d'ici là.

Plusieurs raisons plaident en faveur d'une nouvelle candidature. D'abord, l'attachement au pouvoir : M. Reagan a rêvé de la Maison Blanche toute sa vie. Pourquoi y renoncera-t-il maintenant ? Le président éprouve d'ailleurs un plaisir visible à exercer ce métier sous l'œil permanent des caméras.

S'y ajoute sans doute le désir de mener à son terme une tâche entreprise. Aux États-Unis, la « révolution réaganienne » est loin d'être achevée. En politique extérieure, un résultat substantiel n'a encore été atteint. M. Reagan ne voit d'ailleurs personne autour de lui qui serait capable d'incarner exactement la même ligne, et avec succès.

Il aura presque soixante-quatre ans en novembre 1984. Abandonner la Maison Blanche, alors que tous ses prédécesseurs avaient cherché un second mandat, serait interprété comme un aveu de vieillesse. N'est-il pas un peu tard pour le plus âgé de l'histoire américaine ? Enfin, M. Reagan est soumis depuis des mois aux pressions insistantes de certains dirigeants républicains. Ils voient en lui le meilleur porte-drapeau, le seul à pouvoir maintenir l'unité du parti.

Un flou artistique

Certains raisonnent tout autrement. A les entendre, M. Reagan sentirait le poids de la présidence et de son âge. L'attention dont il fut victime en mars 1981 aurait enlevé beaucoup d'enthousiasme à son épouse, Nancy, qui partagerait à son tour ses ambitions présidentielles.

M. Reagan est un homme sage, poursuivent-ils. Il avait rêvé de la Maison Blanche, c'est vrai. Mais, ayant atteint son objectif, il n'a aucune raison de s'y accrocher. L'ancien acteur sait que tout spectacle a une fin et qu'il vaut mieux s'en aller de soi-même plutôt que d'être poussé hors de la scène. C'est un homme qui aime la vie et adore son ranch californien, ajoutent les tenants de cette thèse. On le voit très bien s'installer dans le rôle de l'expert-radiateur.

Plusieurs signes récents ont cependant été interprétés comme la recherche d'un second mandat. Par exemple, la nomination du sénateur Paul Laxalt, grand ami de M. Reagan, à la tête du Comité national républicain en novembre dernier, ou la réunion, fin avril, des anciens responsables de la campagne présidentielle de 1980.

Le président n'a pas, de toute façon, intérêt à dévier trop vite ses batteries. S'il n'est pas candidat, mieux vaut attendre le plus tard possible. Cela lui permettrait de conserver son autorité, puis d'imposer le nom de son successeur, sans laisser à d'autres candidats républicains le temps de faire campagne. S'il envisage de briguer un second mandat, l'annonce tardive présente également des avantages. Celui d'empêcher ses concurrents républicains de se déclarer. Celui aussi d'interdire à ses adversaires démocrates de dénoncer dans toute décision présidentielle une manœuvre électorale.

Pour être candidat et apparaître comme un vainqueur possible, M. Reagan a besoin d'une conjonction économique favorable. Une reprise a commencé aux États-Unis, l'inflation est basse, le dollar très fort. Mais le chômage reste exceptionnellement élevé et sera encore de 9 % en novembre 1984, selon les prévisions gouvernementales.

Cette reprise favorise déjà M. Reagan. Sa courbe de popularité remonte après avoir battu tous les records négatifs d'un président au milieu de son mandat, et l'ancien acteur n'est plus donné battu dans un hypothétique duel contre MM. Glenn ou Mondale.

ROBERT SOLÉ.

Canada

M. Trudeau dénonce l'« hypocrisie » des pacifistes

De notre correspondant

Montréal. — Dans une « lettre ouverte » à tous les Canadiens et Canadiennes », publiée mardi 10 mai dans plusieurs quotidiens, le chef du gouvernement fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, dénonce l'« anti-américanisme de certains » qui, selon lui, « frise l'hypocrisie », à propos du déploiement des euromissiles en Europe occidentale. « Il est trop facile de s'en remettre aux Américains pour assurer la défense du camp occidental », écrit M. Trudeau, « et de refuser de leur prêter main-forte lorsque vient le moment de payer la note dans l'opinion publique ».

Le premier ministre explique les raisons qui l'ont amené à recourir à ce moyen exceptionnel, qu'il a utilisé déjà à deux reprises lors de la campagne du référendum sur l'indépendance du Québec en mai 1980. « Au cours des derniers mois, écrit-il, j'ai reçu de très nombreuses lettres et pétitions protestant contre la possibilité que les missiles Cruise soient testés sur le territoire canadien ».

Ortawa et Washington ont signé le 10 février un accord-cadre ouvrant la voie à de tels essais, dans les modalités devant être définies ultérieurement. Ces essais, s'ils ont finalement lieu, porteront sur le système de radars de missiles Cruise aéroportés, qui seront lâchés au-dessus de l'Arctique jusqu'à la base militaire de Cold Lake en Alberta.

Dans sa lettre, M. Trudeau rappelle que « le gouvernement canadien a choisi non sans hésitation, mais en toute conscience, d'opter avec ses partenaires de l'OTAN

pour une politique de fermeté face à l'Union soviétique ». Il reproche aux militants pacifistes de « prêcher le désarmement unilatéral des démocraties », alors que les Soviétiques sont « armés jusqu'aux dents ». Il s'attarde sur les « pacifistes occidentaux » qui « restent pratiquement silencieux face à l'installation des SS-20 et de ses descendants aujourd'hui dans la rue pour s'opposer au déploiement éventuel des Pershing-2 et des Cruise américains (...) ».

M. Trudeau croit cependant qu'il faut aussi, conformément à la double stratégie décidée par l'OTAN en décembre 1979, faire preuve de « souplesse » à l'égard de Moscou. « Il est absolument essentiel que les États-Unis continuent à déployer tous leurs efforts pour faire aboutir la négociation visant le retrait des SS-20 et le non-déploiement des euromissiles ou, au moins, la réduction des uns et des autres », écrit le premier ministre.

M. Trudeau rappelle d'autre part qu'il reste personnellement attaché à la « stratégie de l'apaisement », qu'il avait préconisée en 1977 à New York devant la conférence des Nations unies sur le désarmement. Cette stratégie a pour but d'« étouffer dans l'œuf au niveau même des laboratoires la mise au point de nouveaux engins nucléaires ». Dans une allusion visant aussi bien Washington que Moscou, il regrette cependant que « les puissances de ce monde refusent aujourd'hui de s'y arrêter ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Argentine

Les « mères de la place de Mai » dénoncent le « document » de la junte sur les disparus

Correspondance

Buenos-Aires. — « Les forces armées ne disent pas un mot de ces « courageux militaires » qui violent des milliers de domiciles et emmènent de force des milliers de personnes sans défense. Elles ne parlent pas des séquestrations perpétrées par ces héros de la « guerre sale » à bord des sinistres Ford Falcon en pleine rue, dans les hôpitaux, les écoles, les bureaux, les moyens de transport et jusque dans les églises. Elles ne donnent pas les noms de ceux qui ont été enlevés et appliqués de façon implacable et diabolique le système de la torture pour arracher des informations aux personnes séquestrées... Pas un mot non plus des enfants nés durant la captivité de leur mère, ni des enfants abandonnés après avoir vu leurs parents torturés, ni de ceux qui furent enlevés en même temps que leurs parents pour être ensuite déposés dans des lieux secrets, ni de ceux qui ont été menacés de mort pour avoir refusé de livrer des noms et encore des noms... C'est en ces termes que les « mères de la place de Mai » ont répondu, le 5 mai, au « document » sur la lutte contre la subversion diffusé il y a une semaine par la junte.

La « réponse des mères » a été remise à la presse au cours d'une marche réalisée dans le centre de la capitale et qui a réuni plus de cinq mille personnes. Le temps n'est plus où les parents de « disparus » se contentaient de tourner en silence sur la place de Mai. Aujourd'hui, ils se massent à quelques mètres de la Maison rose et, poussés à la fois par la douleur et la rage, traitent les militaires d'« assassins ». Ils ne réclament plus seulement l'apparition en vie des « disparus », mais exigent « le châtiment des coupables ». « Aucune loi, aucun pacte, n'empêchera les représentants du peuple d'exiger par la voie constitutionnelle le châtiment des responsables », concluent les « mères de la place de Mai ».

La position de l'Eglise

Les forces armées voulaient mettre un point final au « problème des disparus ». En fait, le débat sur cette épineuse question ne fait que commencer, et le principal mérite du « document » de la junte est de placer les différents secteurs de la société argentine au pied du mur. Quelles ont été jusqu'à présent leurs réactions ? Face aux militaires, qui estiment n'avoir de comptes à rendre qu'à Dieu et à l'histoire, on trouve les organisations de défense des droits de l'homme, au premier rang desquelles figurent les « mères de la place de Mai », dont l'opposition au pouvoir est chaque jour plus irréductible. Nul doute qu'elles lutteront jusqu'au bout et qu'elles réclameront justice au prochain gouvernement élu.

Les dirigeants politiques et syndicaux, de leur côté, ont critiqué plus ou moins sévèrement le « document » des forces armées, mais seulement à titre individuel. Aucune formation politique, aucune organi-

sation syndicale ne s'est pour l'instant prononcée en tant que telle.

Quant à la hiérarchie catholique, fréquemment accusée de complicité avec le régime militaire, elle a fait connaître jeudi soir sa position. La Conférence épiscopale argentine estime que le document de la junte « présente des aspects positifs, mais est insuffisant ». Parmi les aspects positifs, les évêques argentins soulignent en particulier « la reconnaissance de la part des forces armées de la détérioration de la dimension éthique de l'Etat ». L'épiscopat juge cependant nécessaire « la reconnaissance des erreurs commises et la recherche des moyens de les réparer ». Il considère comme « lamentable » l'absence de solutions « qui respectent les droits des enfants disparus que nous voulons croire en vie et placés en adoption ». Les évêques affirment en conclusion que le document « doit être plus explicite ».

Reste la grande masse des Argentins qui pendant longtemps ont ignoré ou feint d'ignorer la gravité du problème des « disparus ». Force est de constater que cette attitude est en train d'évoluer. Les Argentins, indifférents ou prudents, n'hésitent plus aujourd'hui à applaudir les mères et à les accompagner dans leur marche. Il est vrai que les médias, à l'exception de la télévision, soigneusement contrôlée par l'Etat, accordent une large place aux prises de position et aux manifestations des organisations de défense des droits de l'homme. Il est certain également que les critiques suscitées à l'extérieur par le « document » de la junte ne sont pas étrangères à cette évolution. Les trois députés employés par le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, pour condamner le texte des forces armées, ont profondément ému l'opinion publique argentine, de même que la prise de position claire du gouvernement espagnol et, tout récemment, le message de solidarité adressé par le souverain pontife aux familles de disparus. L'attitude des autorités françaises a, en revanche, déçu.

« Nous attendons une déclaration du président François Mitterrand et de ceux qui nous ont assurés de leur soutien au cours de notre séjour en France », déclare une porte-parole des « mères de la place de Mai ».

JACQUES DESPRÉS.

Grève de la faim de M. Perez Esquivel. — M. Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, a commencé mardi 10 mai une grève de la faim pour protester contre le document sur les disparus récemment publié par les militaires argentins. M. Perez Esquivel, qui a placé sa protestation sous le précepte évangélique « Tu ne tueras point, ni par la faim ni par les balles », est accompagné dans son jeûne volontaire par un prêtre et trois autres personnes du mouvement Justice et Paix, dont il est l'un des dirigeants.

EUROPE

DÉCÈS DE HANS H. HAUSSER artisan majeur du rapprochement franco-allemand

Hans H. Hauser, ancien conseiller de presse et ancien conseiller culturel à l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, est décédé le 28 avril des suites d'une opération. S'il avait quitté Paris en 1975 pour occuper le poste de conseiller général à Biele jusqu'en 1980, avant de prendre sa retraite en France, son nom et sa mémoire occupent une place unique dans les relations franco-allemandes après la guerre.

[Né en septembre 1915, élevé dans une famille vigoureusement antiautoritaire, il prit le pouvoir par Hitler, Hans H. Hauser arriva à Paris avec Wilhelm Hasse, premier ambassadeur de Bonn. Ce dernier avait constitué une équipe à son image, exceptionnelle de finesse, de tact, d'humilité. D'abord chef adjoint du service de presse, Hans H. Hauser fut la meilleure incarnation de ces qualités pour informer les journalistes des réelles de la République fédérale. Traducteur des romans et du théâtre d'Albert Camus, intégré dans les milieux intellectuels parisiens, il posa les jalons du rapprochement des esprits qui porta fruit à long terme.]

Après un séjour d'un an à Bruxelles, il revint à Paris en 1967 en qualité de conseiller culturel, et y reprit une œuvre qui le passionnait. Forte personnalité, il n'appartenait pas au corps diplomatique, ce qui lui permettait une grande aisance dans ses rapports avec ses interlocuteurs. Il faisait fond sur l'amitié, non sur l'utilité politique de ses relations. — J. N.]

Pologne

DE L'ESSENCE

TROIS FOIS PAR MOIS

La vente d'essence ordinaire et de super-carburant, produits déjà rationnés en Pologne (de 30 à 45 litres par mois selon la cylindrée), est soumise à partir du 11 mai à une nouvelle restriction.

A partir de cette date, les automobilistes ne pourront acheter de l'essence ou du super que les jours se terminant par le chiffre final de la plaque minéralogique de leur véhicule, soit trois jours par mois.

Selon l'office de l'énergie, ce système est destiné à éviter un épuisement des stocks de carburant à la suite de la baisse actuelle de la production polonaise, due à l'arrêt total pour réparation de la raffinerie de Gdansk (sur la Baltique) et à l'arrêt partiel de celle de Plock (nord-ouest de Varsovie) pour la même raison. — (A.F.P.)

Autriche

APRÈS LES ÉLECTIONS DU 24 AVRIL

La formation d'un gouvernement de coalition est plus difficile que prévu

De notre correspondant

Vienna. — Deux semaines après les élections législatives en Autriche la constitution du gouvernement est plus délicate que prévu. Ne disposant plus de la majorité absolue, le parti socialiste doit réaliser une alliance gouvernementale avec l'un des deux autres partis représentés au Parlement, le parti populiste ou le parti libéral. Les négociations en cours entre socialistes et libéraux font penser qu'une coalition social-libérale prendra la relève du gouvernement majoritaire socialiste qui était au pouvoir depuis 1971.

L'ancien chancelier, M. Bruno Kreisky, le parti populiste ou le parti libéral, le parti qui a été élu d'avance une coalition avec les populistes en déclarant à plusieurs reprises que, en cas de nécessité, le parti socialiste choisirait « le moindre des deux maux ». Les socialistes, avec 50 sièges contre 12 aux libéraux, restent les maîtres du jeu ; la constitution d'une petite coalition empêcherait surtout le parti populiste de revenir au pouvoir. Après treize ans d'opposition, ce dernier, le seul qui ait gagné des voix aux élections (81 sièges), se prépare à durcir sa position face à ce qu'il appelle la « coalition des perdants ».

Un « foyer d'anciens nazis »

Le choix d'un accord avec le plus petit parti qui, de surcroît, a perdu un siège au cours de ses élections, ne représente que 4,9 % de l'électorat, est cependant controversé au sein même des deux formations concernées et dans l'opinion publique. L'hostilité des Autrichiens à la « petite coalition » est due surtout à la réputation du parti libéral d'être un « foyer d'anciens nazis ». L'étiquette ne vise certes pas les nouveaux dirigeants du parti qui entourent M. Norbert Steger, le président, âgé de trente-neuf ans. Mais il pèse sur la vieille génération plus que des soupçons : M. Friedrich Peter, président du parti jusqu'en 1978 et, depuis, chef du groupe parlementaire libéral, âgé de soixante-deux ans, est un ancien officier SS qui appartenait à une brigade d'infanterie impliquée dans des exécutions sommaires de juifs en Biélorussie en 1941. M. Peter a des chances de voir couronner sa carrière politique par

L'affaire des carnets de Hitler

La direction de « Paris-Match » : « Il n'y a pas de honte »

Dans son édition parue mercredi 11 mai, l'hebdomadaire français Paris-Match prend acte de ce que les carnets de Hitler qu'il publiait depuis deux semaines en collaboration avec Stern sont des faux. Pour autant, Paris-Match ne présente pas d'excuses à ses lecteurs. Le magazine défend, au contraire, la position qui fut la sienne.

A défaut d'un certain honneur journalistique, les finances sont sauves. « Dans la mesure où l'on n'a rien à payer, on ferme le dossier », nous a-t-on dit à la direction de Paris-Match. La publication des « carnets » de Hitler — reconnus d'ailleurs comme des faux manifestes — est ainsi toute prête d'être oubliée par ses éditeurs en langue française.

Au départ, les dirigeants du magazine ouest-allemand Stern étaient pourtant très exigeants financièrement. Trop pour Paris-Match. A la fin des négociations, l'hebdomadaire avait opté pour un « achat à la carte » des « carnets » de Hitler. Le système consistait, à partir de la totalité des faux carnets de Hitler, à créer quatre lots, vendus séparément et selon le succès du premier auprès des lecteurs. Paris-Match avait alors signé un contrat avec Stern de « 100 000 dollars pour une première tranche », soit environ 750 000 francs. Somme importante, et pourtant modestement compensée par 8 millions de marks (plus de 20 millions de francs) payés par Stern pour l'acquisition des faux carnets.

Tout cela appartient au passé, selon la direction de Paris-Match. Les carnets de Hitler se sont révélés si vite... ce qu'ils étaient qu'elle n'avait pas eu le temps de régler son confrère Stern. Dans un télégramme adressé à Paris-Match, le magazine allemand se montre du reste « très contrarié », précise M. Frank Ténort, directeur général du groupe d'édition de Paris-Match. Stern, prévoyant, propose même de verser des dommages et intérêts. Il semble que l'on n'en viendra pas à entre ces deux hebdomadaires amis. « C'est un bon et très grand confrère avec lequel nous entretenons les meilleures relations d'échange et de collaboration fructueuse », dit-on à Paris-Match. C'est si vrai qu'aujourd'hui encore M. Ténort se refuse à retirer sa confiance à Stern. Si leçon il y a eu, elle n'a pas eu d'effet. Demain, M. Ténort sera toujours preneur d'un « scoop » de 1975 par M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive à Vienne. Cette année-là, l'ancien SS avait trouvé un défenseur de poids dans la personne de M. Kreisky. L'ancien chancelier n'avait pas oublié que l'appui silencieux de M. Peter et du parti socialiste rendait viable le gouvernement socialiste minoritaire de 1960 à 1971.

Au sein du parti socialiste, la formation d'une coalition gouvernementale pour rester au pouvoir « pour peu » est particulièrement critiquée par les organisations des Jeunes socialistes. Son chef, M. Josef Cap, qui se considère, en quelque sorte, comme la « conscience » du parti, estime qu'une cure d'opposition serait le seul moyen pour lui de retrouver la santé idéologique. Aux prises avec cette opposition massive dans ses propres rangs, le parti socialiste a décidé de se réunir le 17 mai en congrès extraordinaire pour faire approuver l'alliance gouvernementale.

Les libéraux, quant à eux, devront mettre beaucoup d'eau dans leur vin pour accéder au pouvoir. Ils avaient annoncé leur veto contre les nouveaux impôts envisagés par les socialistes pour combler le déficit budgétaire. Leurs divergences avec les socialistes sont profondes en matière économique. Pour le parti libéral, la mise en œuvre, au moins partielle, de ses conceptions en faveur notamment des petites et moyennes entreprises est une question de crédibilité et, à terme, de vie ou de mort.

La petite coalition sera en tout cas confrontée à une opposition renforcée au Parlement. En cas d'insuccès du programme gouvernemental dans le domaine économique et dans celui de la protection de l'environnement, les populistes auraient beau jeu de se présenter comme la seule alternative.

WALTRAUD BARYLL.

tout. Il n'y a pas de honte. » Et il explique l'erreur de Paris-Match en quelques mots : « Nous nous sommes laissés prendre à deux pièges. D'abord, le groupe de presse qui nous a proposé cette affaire est allemand. Nous avons pensé qu'il connaissait son affaire et qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires. Un rapport de trois experts figurait dans le contrat que nous avons signé avec Stern. Ensuite, nous avons été fascinés, pris dans un verrou de chasseur. C'était les carnets de Hitler, un document extraordinaire. Conclusion : la chasse a dépassé le gibier. Nous avons été des lièvres dans une leurse. »

La chasse au « scoop »

Ainsi va la chasse au « scoop »... Les dirigeants de Paris-Match se disent en plus persuadés que les autres magazines français, comme V.S.D., le Figaro Magazine et France-Soir Magazine, étaient intéressés par cette « affaire », un « scoop » clé en main. Tout s'est donc fait vite. M. Patrick Mahé, chef de service de la rédaction, et M. Eugène Silenoff, journaliste, se sont rendus à Zurich pour consulter les carnets de Hitler déposés dans une banque. Ils ont posé quelques questions. « Il n'y avait pas de raison de refaire une enquête après celle d'un confrère que l'on respecte », dit M. Mahé.

Pour M. Ténort comme pour M. Mahé, il n'est pas question de démissionner ou de demander pardon à qui que ce soit. M. Mahé convient : « Je crois qu'on a fait un flop terrible. » Et M. Ténort : « Nous passons plutôt pour des gogos. » C'est tout. Lors de la publication des premiers « extraits des carnets de Hitler », début mai, les gens de Paris-Match ont, en fait, été surpris de ne pas faire une très grosse vente. Imprimé à un million deux cent mille exemplaires, la vente de plus qu'à l'ordinaire, la malle a tourné autour de neuf cent cinquante mille numéros. « Moins, finalement, que pour une couverture avec Caroline de Monaco ou Isabelle Adjani. L'un de records a été atteint lors du décès de la princesse Grace. »

En 1927, lorsque les pilotes Nungesser et Coli disparaissaient à jamais alors qu'ils tentaient de franchir l'Atlantique, à bord de l'Oiseau blanc, le journal la Presse avait annoncé en énormes caractères : « Ils sont arrivés à New-York ». Aussitôt démentie par ses lecteurs, la Presse dut fermer boutique une semaine plus tard. Aujourd'hui, M. Ténort parle lui-même de ce précédent. Mais il veut tout à fait rassurer. « On ne meurt pas aujourd'hui de l'excès d'information. Je ne crois pas. Nous dirions d'une certaine bonne foi, et même de bonne foi. » La publication des faux carnets de Hitler ressemblerait à une parenthèse journalistique peu reluisante dont Paris-Match ne songe pas à rougir.

LAURENT GRELSAMER.

Selon le « Stern »

UN PETIT COLLECTIONNEUR D'OBJETS NAZIS SERAIT À « LA SOURCE » DES FAUX

Selon Heinrich Nannus, propriétaire de Stern, la source des faux carnets d'Hitler serait un petit collectionneur d'objets nazis de Stuttgart, Konrad Flecker, qui se fait appeler Konrad Kojas. Il a disparu de vos journaux, et, selon Gerd Heilmann, il se trouvait actuellement en Tchécoslovaquie.

Konrad Flecker aurait affirmé qu'il tenait ces documents de son frère, général de l'armée d'Allemagne de l'Est. Mais la Stern a démenti que cet officier d'extrême droite, M. Nannus, en donnant ces détails, n'est déclaré convaincu que « la supercherie a été montée depuis la R.D.A. ».

An cours d'une émission de télévision, le président du comité directeur de Stern a précisé que Gerd Heilmann avait en total reçu une plus de 9 millions de marks (27 millions de francs) pour traiter cette affaire. La direction soutient, d'autre part, qu'il appartenait à Heilmann de vérifier sa source et sa crédibilité. Mais ce dernier estime qu'il avait eu suffisamment à faire, les documents, dont la rédaction en chef aurait dû faire procéder à des expertises.

L'historien anglais Trevor-Roper a de son côté déclaré au Daily Express que, d'un bout à l'autre de cette affaire, il avait été dupé par la rédaction en chef de Stern. — (A.F.P.)

« Ne co...
pour mettre

dev...
Vous
Parte

مكتبة الامن الوطني

L'EXTRÊME DROITE ET LES MANIFESTATIONS

« Ne comptez pas sur nous pour mettre le feu à la République » nous déclare l'un des dirigeants du P.F.N.

Créé en 1974, le Parti des forces nouvelles avait opté initialement pour une stratégie d'alliance avec les principaux partis de l'ancienne majorité, notamment le R.P.R. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, sous l'impulsion d'une équipe dirigeante rajeunie, il a choisi la voie de l'activisme et se présente comme le « far de lance de l'opposition ». Revendiquant sept mille membres et une vingtaine

de militants s'y sont opposés. Si nos militants sont présents, c'est uniquement pour faire passer nos idées, pour faire connaître le parti. D'ailleurs, il n'y a eu aucun militant arrêté ces jours derniers à l'occasion des manifestations violentes. Nous ne voulons pas porter le chapeau pour les violences commises.

Des militants du P.F.N. ont été repérés, par exemple, parmi les jeunes gens qui voulaient manifester spectaculairement contre M. François Mitterrand, à l'Arc de triomphe, le dimanche 8 mai. Et dans le Monde du 10 mai nous avons même recueilli les impressions de l'un d'entre eux, prénommé Fabrice. Ce militant avait d'ailleurs déjà été interpellé en Espagne, il y a quelques mois, après des incidents, en compagnie d'un autre de vos camarades qui représente le GUD dans vos instances dirigeantes.

Oui, mais le fait que Fabrice ou d'autres militants du P.F.N. étaient sur les Champs-Élysées ce dimanche n'engageait pas le P.F.N. Le conseil national de votre parti a publiquement regretté que l'opposition parlementaire ne se joigne pas à vous dans les manifestations contre le gouvernement. Pourquoi cette déception ?

Nous constatons qu'une partie de l'opposition, et notamment — pour ne pas le citer — Jacques Chirac, se désolidarise des mouvements revendicatifs. Chez les étudiants, l'UNI veut actuellement appliquer les consignes du R.P.R., mais elle est un peu débordée. La direction de l'UNI veut l'apaisement, mais la base, elle, veut aller plus loin. L'UNI a donc de gros problèmes.

En revanche, le CELF, lui, a une position un peu différente. Même s'il souhaite l'apaisement, ses militants sont beaucoup plus déterminés et ils cherchent à récupérer les étudiants qui sont les plus déçus par l'UNI. Cela correspond aussi au changement du parti républicain. Quand on voit que le secrétaire général du P.R. demande, comme le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, la dissolution de l'Assemblée nationale, il est normal que le CELF ait une position plus radicale.

Collaborez-vous avec le CELF et avec l'UNI ?

Au sein des comités de grève, bien sûr !

Vous demeurez néanmoins très marginalisés. Qu'allez-vous faire dans les jours qui viennent ?

Nos militants continueront d'être en première ligne.

Même dans les manifestations professionnelles ?

Dans la mesure où ce sera possible, oui. Nous avons des gens qui font partie du CJD-UNATI et du S.N.P.M.L. et nous leur demandons de prendre leurs responsabilités, d'amplifier leur action. D'autre part, dans beaucoup de facultés, beaucoup d'étudiants qui ne sont ni organisés ni encadrés veulent aller plus loin que ce que proposent les partis classiques d'opposition. Leurs motivations sont le refus du gouvernement et du régime actuels. Alors, notre parti doit tenir compte de ces jeunes-là. Si une frange de la jeunesse se radicalise, il est bien évident que nous n'allons pas la rejeter, bien au contraire.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

M. JACQUES CHIRAC DEVANT LES MAIRES R.P.R.

Le pouvoir local « base » de la conquête du pouvoir national

M. Jacques Chirac est bien décidé à utiliser l'atout politique qu'il constitue pour son parti et pour lui-même les résultats du R.P.R. aux élections municipales. Pour la première fois depuis le scrutin du mois de mars, il a réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, mardi 10 mai, mille huit cents maires sur les quatre mille deux cent cinquante-trois maires R.P.R. et apparentés que revendique son mouvement.

Cette réunion a consacré la création de l'Association nationale des élus locaux adhérents du R.P.R. et sympathisants (ANELARS), qui réunira son premier congrès au début de 1984. Toutes les générations d'élus étaient représentées, puisque, aux côtés des plus jeunes on pouvait voir beaucoup d'anciens « compagnons » qui avaient pourtant déserté les instances « chiraciques » depuis quelques années, et même quelques élus U.D.F.

Voyant dans la victoire électorale de l'opposition et dans ce nouveau rassemblement un élément « prometteur », M. Chirac a demandé à ses « collègues »

Après que M. Bernard Pons eut indiqué que le R.P.R. comptait soixante-quinze mille élus municipaux, soit cinq fois plus qu'après les élections de 1977, et dirigeait cent cinquante villes de plus de neuf mille habitants, soit un gain de soixante-huit (sur un total de huit cent soixante-deux villes de cette taille), M. Jacques Chirac a déclaré : « A écouter nos gouvernants, un étranger débarquant en France aurait l'impression que la découverte de l'Amérique date de mai 1981, et que sans les Christophe Colomb du P.S. et du P.C. l'organisation administrative de la France continuerait à être régie comme aux siècles précédents et que l'actuelle opposition républicaine serait formée de Jacobins contrariés, qui n'acquiesceraient que du bout des lèvres aux mesures visant à donner davantage de libertés aux régions, aux départements et aux communes. Tous d'abord, je dirai que nous n'avons, dans ce domaine, de leçons à recevoir de personne. »

Le maire de Paris a rappelé qu'en 1964 de Gaulle avait allégué la tutelle sur les collectivités et renforcé l'échelon régional, que Georges Pompidou avait déconcentré les investissements régionaux et

d'amplifier leur action pour que celle-ci constitue « la base indispensable de la reconquête du pouvoir national ».

Le maire de Paris voit une preuve de l'échec politique de la majorité dans le changement d'attitude du gouvernement à l'égard de la décentralisation. La démarche « assurée et conquérante » de 1981 en ce domaine s'est, selon lui, transformée au fil des revers électoraux de la gauche en un comportement « désordonné et hésitant ».

Pour M. Chirac, la décentralisation est incompatible avec le renforcement du rôle de l'Etat que pratique le gouvernement et l'autonomie financière des collectivités locales est entravée par le déficit croissant du budget de la nation.

La bataille politique que conduit le président du R.P.R. doit ainsi trouver un utile relais local. M. Chirac est résolu à se servir aussi dans les années à venir de ce précieux levier que les gaullistes ont souvent négligé dans le passé.

l'Etat, qui aboutit, en fait, à priver les collectivités locales des ressources qui leur sont traditionnellement affectées. »

En conclusion, M. Chirac affirme : « La décentralisation a perdu de ses vertus aux yeux du pouvoir au fur et à mesure que se multipliaient et se confirmaient ses revers électoraux. » Il demande aux élus R.P.R. d'être « irréprochables sur le plan financier et économique et généreux dans les domaines sociaux et culturels, afin de montrer leur capacité à mieux faire que les socialistes et les communistes », ajoutant : « Vous êtes les mieux armés d'entamer le processus de dialogue, de réflexion et de persuasion qui est la base indispensable, pour nous, de la reconquête du pouvoir national. »

ANDRÉ PASSERON.

Publicité

ASTUCIEUSE

la formule du DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (20) tel. 372.13.91, qui permet à toute personne, sans risque et sans frais, de vendre très facilement et à juste prix aussi bien ses réfrigérateurs, lavas, matelas et livres de poche que son armoire ancienne ou ses bibelots de valeur.

Devisons devises irlandaises.

Vous rêviez bouts du monde, grands espaces et ciels infinis ? Bravo ! Partez pour l'Irlande : avec vos devises riquiqui où pourriez-vous être aussi parfaitement ailleurs ?

L'Irlande — alleluia — reste à portée de vos devises. Et jamais vous n'avez eu autant besoin d'aller vous requinquer le moral au fin fond du Donegal.

Alors, à vous l'Irlande. A vous les landes, les lacs du Connemara et les falaises. A vous les forêts de rhododendrons, les longues histoires auprès des feux de tourbe, le temps qui ne s'est pas écoulé ici comme ailleurs.

A vous, les innombrables pubs où, en dehors de la philosophie, on vous servira pour 25F un snack revigorant. Le soir, si des musiciens viennent, vous y paierez 30F pour la soirée.

A vous, les fermes où l'on passe une nuit, deux nuits, trois nuits pour 75F par nuit et par breakfast à la Panagruel. Chez un Irlandais non fermier, chez l'habitant tout simplement, c'est tout pareil.

A vous (50F, qu'est-ce que c'est, même par les temps qui courent) un parcours de golf sur les plus beaux greens du monde. Même sans golfer, c'est inoubliable.

A vous les menus touristiques des 300 restaurants d'Irlande qui, pour 40 et 55F vous concoctent d'excellents repas locaux.

A vous (ça économise l'essence) les bons vieux vélos irlandais (32F par jour) ou les fameux chevaux (50F l'heure).

A vous les petits hôtels trognons perdus dans les campagnes, où pour 1600F par semaine et par personne, vous dînez, vous écoutez toutes les histoires de l'hôte, vous dormirez et vous petit déjeunerrez comme un ogre.

A vous les bureaux de tourisme régionaux qui se mettent en quatre pour trouver, votre solution hébergement sur place : en Irlande, on s'arrange toujours.

Pour accéder à tout cela, au choix, non déductibles de vos devises : les avions d'Aer Lingus (1580F tarif Taxi Vert sur vol régulier sous certaines conditions) ou les car-ferries d'Irish Continental Line (de 556F à 1446F par personne à quatre selon la saison, voiture comprise).

Hauts les coeurs, en route soldats : il reste l'Irlande.

5 forfaits irrésistibles

choisis dans la multitude de programmes proposés par les Agents de Voyages français.

2120F (dont 633F en devises)* une semaine dans une ferme ou chez l'habitant. Le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, le séjour dans la ferme et les fameux breakfasts.

1950F (dont 370F en devises)* une semaine en Irlande avec une voiture de location kilométrage illimité et passage avion.

2800F (dont 892F en devises)* une semaine seul maître à bord d'un bateau sur le Shannon en robinsonnant d'île en île, passage avion compris, transfert compris.

2890F (dont 825F en devises)* une semaine dans un cottage irlandais avec, pour le quitter quand même de temps en temps, une voiture de location kilométrage illimité, et le passage avion.

2990F (dont 1150F en devises)* une semaine à l'hôtel avec le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, bien sûr le breakfast est compris, bien sûr vous pouvez choisir parmi plein d'hôtels, tous plus attendrissants les uns que les autres.

*base 4 personnes haute saison, sous réserves de disponibilités.

Envoyez-moi votre brochure spéciale, actualisée depuis le 25 mars, qui contient tous les prix de mes vacances en Irlande.

Nom _____

Adresse _____

Retournez ce coupon (en joignant 3 timbres à 1,40 F pour frais d'envoi) au S.E.V. Tourisme Irlandais, B.P. 2, Gué-de-Long, 28700 Auneau, ou venez nous voir 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.84.26.

 **Irlande**
Allez loin sans aller loin.

LMA

LM

POLITIQUE

Le Sénat limite l'intervention de l'État dans la promotion et l'organisation des activités sportives

Plus ou moins d'État dans le sport ? C'est la question qui s'est posée aux sénateurs pour la première lecture du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (le Monde des 28 mai et 5 juin 1982 et du 7 avril 1983).

M. Avic, ministre délégué aux sports, en explique l'objectif, à savoir : « L'éducation physique et sportive intégrée au ministère de l'éducation nationale est reconnue comme discipline à part entière et doit jouer un rôle très important dans la lutte pour la réussite scolaire et contre les inégalités socio-culturelles ».

Dans le domaine purement sportif, M. Avic souligne les cinq innovations du texte :
- Le projet crée un statut de société d'intérêt sportif pouvant revêtir deux formes : la société d'économie mixte sportive locale et la société à objet sportif ;
- Il reconnaît officiellement la qualité d'athlète de haut niveau avec à la base la nécessité d'un consensus, observe M. Avic, « des administrations et des entreprises mais aussi des syndicats qui ont à prendre conscience que les libertés accordées aux sportifs de haut niveau doivent être comprises dans un esprit de solidarité » ;
- Il prend en compte l'importance des activités physiques et sportives dans le monde du travail ;
- Il est censé clarifier les relations de l'État et des fédérations sportives ;
- Enfin, il pose le principe selon lequel « pas de diplôme sans formation ».

Pour M. Ruet, le texte constitue une actualisation et non une innovation par rapport à la loi du 29 octobre 1975. Il critique la mise en exergue du rôle de l'État alors que « rien n'annonce les moyens financiers qu'il conviendrait de mettre en œuvre ».

(R.L. Ain), rapporteur de la commission des affaires culturelles, L'étendue du malentendu se mesure aux cent dix amendements déposés pour « modifier un texte trop imprécis et donner », selon M. Michel Mironde (R.L. Haute-Saône), « ne traduisant pas les idées générales de l'exposé des motifs », selon M. Guy Schmans (P.C., Haute-De-Seine). Largement inspirés par les démarches du mouvement sportif, les sénateurs sont revenus

par le gouvernement qui précise (art. 13) que « les fédérations sportives sont placées sous la tutelle de l'autorité administrative dont elles relèvent » et les fédérations et unions scolaires sous celle « du ministre chargé de l'éducation nationale ». Le Sénat précise que les fédérations « exercent leur activité en toute indépendance ». Il prévoit que les fédérations peuvent recevoir un concours financier et en personnel de l'État.

Par 169 voix contre 130, le Sénat suit sa commission, qui souhaite la suppression de l'article 15 permettant à l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives, car elle y voit un risque attentatoire aux libertés publiques.

Le Comité national olympique et sportif français (art. 16) se voit rétabli dans son pouvoir de conciliation dans les conflits entre ligues, groupements et fédérations qui était prévu par la loi de 1975 mais qui ne figurait pas dans le projet de loi.

Les dispositions de nature technique - sociétés à objet sportif, associations sportives d'entreprises, sport de haut niveau - ont été admises sans objections majeures. Elles constituent les véritables innovations du projet.

Suppression de l'article 15 permettant à l'autorité administrative d'interdire, à la demande des fédérations, certaines manifestations sportives, car elle y voit un risque attentatoire aux libertés publiques. Le Comité national olympique et sportif français (art. 16) se voit rétabli dans son pouvoir de conciliation dans les conflits entre ligues, groupements et fédérations qui était prévu par la loi de 1975 mais qui ne figurait pas dans le projet de loi.

ANNE CHAUSSEBOURG et ALAIN GRAUD.

Mort de M. Antoine Andrieux (P.S.) sénateur des Bouches-du-Rhône

M. Antoine Andrieux (P.S.), sénateur des Bouches-du-Rhône, est décédé mardi 10 mai à Marseille. Depuis deux ans, il avait pratiquement cessé toute activité, à la suite d'une opération d'une tumeur au cerveau dont il ne s'était jamais complètement remis.

Il sera remplacé au Sénat, par son suivant de liste, M. Bastien Leclerc (P.S.).

Né le 30 août 1916 à Bastia (Haute-Corse), Antoine Andrieux avait milité très tôt à la S.F.I.O., dans le sillage de M. Gaston Defferre à Marseille. Ancien chauffeur de taxi, il avait toujours gardé des liens avec son ancienne profession. Il avait commencé sa carrière politique en 1953 où, élu conseiller municipal, il était désigné adjoint au maire de Marseille. Réélu quatre fois en 1959, 1965, 1971 et 1977, il n'était pas candidat aux élections municipales de mars dernier.

Le nom de M. Andrieux, adjoint aux bâtiments communaux de la précédente municipalité, avait été proposé lors de l'offre des fausses factures : l'un des principaux accusés, M. Roger Salel, affirmait être son secrétaire parlementaire. Aucune suite judiciaire n'avait été donnée à ces rumeurs.

Antoine Andrieux était devenu sénateur des Bouches-du-Rhône en 1974, en remplacement de Roger Delagrange, démissionnaire, maire des Saintes-Maries-de-la-Mer, qui

devait décéder quelque temps après.

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat et vice-président du groupe sénatorial de la mer depuis 1976, Antoine Andrieux, qui avait également assumé les fonctions de vice-président de la commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz en 1978, et jusqu'en mars 1983 celles d'administrateur du port autonome de Marseille, avait été réélu sénateur en septembre 1980.

[Porté le 3 novembre 1919 à Concarneau (Finistère) (Corse du Sud), adjoint au maire de Marseille depuis 1959, député socialiste de la première circonscription des Bouches-du-Rhône de 1967 à 1968, M. Bastien Leclerc a exercé de juillet 1981 à août 1982, les fonctions de député pour les affaires corse au sein de la députation. Il a été nommé en avril 1982 président du conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône.]

LES SONDAGES

Bilan « négatif » pour le chef de l'État

Popularité en hausse pour MM. Barre, Rocard et Delors

Selon un sondage réalisé par B.V.A. du 30 avril au 2 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 970 personnes et publié par Paris-Match, le bilan de deux ans de pouvoir socialiste est jugé « plutôt négatif » par 52 % d'entre elles (27 % en avril 1982), et « plutôt positif » par 20 % (31 % l'année dernière). Ce bilan est considéré « plutôt comme un échec » pour le président de la République par 56 % des personnes interrogées, pour le premier ministre par 63 %, et pour le gouvernement par 62 %. D'autre part, 74 % (51 % en avril 1982) estiment que « depuis mai 1981, les choses se sont plutôt moins bien passées que prévu ».

Enfin, 42 % des personnes interrogées jugent que l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République a été « une mauvaise chose » ; elles sont tout aussi nombreuses à considérer que celle-ci a été « une bonne chose ».

D'autre part, le baromètre mensuel de la SOFRES, publié dans le Figaro Magazine du 7 mai (réalisé du 22 au 28 avril sur un échantillon représentatif de mille personnes), révèle que 49 % des Français (contre 54 % le mois dernier) font « tout à fait » ou « plutôt confiance » au président de la République.

M. Mitterrand perd ainsi cinq points, tandis que M. Mauroy recule de six, passant de 43 à 37 %. En ce qui concerne la cote de popularité des personnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard, qui conserve la première place, gagne cinq points (63 contre 58 %). Il devance toujours M. Jacques Delors (52 contre 50 %). Dans l'opposition, M. Veil améliore son score de trois points (46 contre 43 %), tout comme M. Chirac (44 contre 41 %). M. Barre gagne neuf points (40 contre 31 %). Derrière lui, M. Giscard d'Estaing passe de 29 %, en avril, à 33 %.

Conflit entre les élus socialistes de Marne-la-Vallée

L'Assemblée nationale débat ce mercredi 11 juin, en deuxième lecture, du projet de loi réformant le statut des villes nouvelles (le Monde du 8 octobre 1982 et du 22 avril 1983). Il est temps que cette réforme, promise depuis deux ans, entre dans les faits ; la période transitoire ne fait que compliquer - encore - la gestion des syndicats communaux qui regroupent les communes incluses dans le périmètre des nouvelles agglomérations. Les comités syndicaux de celles-ci sont en voie de constitution ; la traduction des résultats des élections municipales n'est pas toujours aisée, d'autant que les responsables qui vont être désignés auront à mettre en place les organismes institués par la nouvelle loi.

Or les socialistes, alors même qu'ils ont su largement profiter électoralement du phénomène « ville nouvelle », n'ont pas toujours su en tirer toutes les conséquences. Ainsi, au Val-Maunoble, syndicat communalitaire qui rassemble six communes de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) et où pourtant une véritable ville est née, les vieilles querelles de clocher ont survécu. Lors de la constitution des listes socialistes aux dernières élections municipales, les partisans d'un pouvoir communalitaire, chapeautés des communes, ont bien souvent été exclus (le Monde du 27 février 1983). Pour achever cette première victoire, M. Lucien Mayadoux, maire socialiste de Torcy, qui s'est toujours opposé à la ville nouvelle, a posé sa candidature à la présidence du syndicat communalitaire, démissionnant jusqu'ici par M. Daniel Vachez, maire, socialiste lui aussi, de Noisiel, qui lui, en revanche, a joué la carte de la nouvelle ville.

pour montrer que les communes restent la base de l'édifice, a demandé qu'il soit désigné par les délégués des conseils municipaux, ce qui lui assure la majorité.

Les instances fédérales et nationales du P.S. ont donné raison à ce dernier, estimant que la procédure qu'il proposait était plus en conformité avec le choix institutionnel, fait par les adhérents du P.S., d'une coopération souple des communes plutôt que d'une intégration plus poussée de celles-ci. Il est vrai aussi que M. Mayadoux, mitterrandiste de longue date, conseiller au cabinet de M. Mitterrand, ministre délégué des P.T.T., a su mieux se faire entendre que M. Vachez, membre du CERES, même si localement le choix entre les deux hommes s'est fait sur d'autres critères que l'appartenance aux courants traditionnels du P.S.

Cette décision, en tout cas, qui peut paraître contradictoire avec la volonté, réaffirmée par le projet de loi en cours de discussion, de faire de ces agglomérations nouvelles des vraies villes.

THIERRY BRÉMER.

PRISES D'EMPREINTES ET DE PHOTOGRAPHIES : ÉCHEC DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

La commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte de compromis entre l'Assemblée nationale et le Sénat, à propos du projet portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi du 2 février 1981, dite loi « sécurité et liberté », qui s'est réunie mardi 10 mai, n'est pas parvenue à un accord, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux contrôles d'identité. Les députés examineront ce texte en nouvelle lecture mardi 17 mai.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a annoncé que les députés socialistes adopteront intégralement le texte de l'amendement du gouvernement sur les prises d'empreintes digitales et de photographies, texte dont le Sénat avait réduit la portée (le Monde du 5 mai).

« L'Assemblée nationale », le 10 mai, adopté en deuxième lecture la proposition de loi prévoyant la création d'un office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques qui informera le Parlement et éclairera ses décisions. La proposition de loi de M. Chapuis (P.S., Ardèche), qui reprenait les souhaits anciens du R.P.R., avait été adoptée le 5 octobre 1982 par l'Assemblée (le Monde des 6 et 7 octobre). Le Sénat, le 9 novembre 1982 (le Monde du 11 novembre), en avait accepté le principe tout en modifiant certaines de ses applications. Si les députés ont retenu quelques amendements des sénateurs, ils sont revenus à leur rédaction première pour les points les plus importants. Ainsi, un président de groupe parlementaire pourra demander au bureau de son assemblée de saisir cet office. De même, les possibilités d'intervention de celui-ci ont été étendues et le résultat de ses travaux ne sera plus confidentiel. Dans la délégation parlementaire qui composera cet office, les députés ont accepté d'être à parité avec les sénateurs, mais la répartition politique se fera à la proportionnelle des groupes.

La réélection de M. Le Penec (P.S.) dans le Finistère (8^e circonscription)

CANDIDATS ET PARTIS	8 MAI 1983	14 JUIN 1981	19 MARS 1978	12 MARS 1978	11 MARS 1973	4 MARS 1973
	Inscrits : 73030 Votants : 48855 Abst. : 33,10 % Suff. exp. : 48399	Inscrits : 71940 Votants : 52928 Abst. : 26,42 % Suff. exp. : 52506	Inscrits : 70072 Votants : 59843 Abst. : 14,59 % Suff. exp. : 59250	Inscrits : 70088 Votants : 59045 Abst. : 15,75 % Suff. exp. : 58318	Inscrits : 62320 Votants : 52078 Abst. : 16,43 % Suff. exp. : 51450	Inscrits : 62334 Votants : 50906 Abst. : 18,33 % Suff. exp. : 50170
LE PENEC (P.S.)	26287	5431	29843	5683	34035	5744
LOZACHMEUR (R.P.R.)	10916	2254	17059 (1)	3248	25276	4334
CHARTRAIN (P.R.)	6167	1274	25215	4255	22404 (2)	3841
STEPHAN (P.C.)	3541	731	4725 (4)	899	8516 (4)	1460
FLEGOE (Fédération bretonne)	1434	291				
Réformateurs						6475 (6)
U.D.B.		879 (7)	1,67		1337 (7)	2,29
Divers					785 (9)	1,34
L.O.						1089 (8)
						2,17

(1) M. Raoul, U.N.M.-R.P.R. ; (2) M. Tanguy, U.D.F., sout. R.P.R. - (3) M. Petit, R.L., député sortant. - (4) M. Lann. - (5) M. Le Gall. - (6) M. Avenard. - (7) M. Guegueniat. - (8) M. Le Londec. - (9) M. Le Bail.

RÉUNIE EN CONVENTION NATIONALE

L'U.D.B. déçue mais solidaire

De notre correspondant

Rennes. - Quatre-vingts élus, mille cent cinquante militants à jour de leur cotisation, un mensuel, le Peuple breton, tiré à 10 000 exemplaires, l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) demeure la troisième organisation politique de gauche en Bretagne. Soucieuse de « se différencier dans la gauche et non pas de la gauche », l'U.D.B., qui réunissait, dimanche 8 mai, à Lorient, une convention nationale, a fait le bilan des deux premières années de gouvernement de gauche et préparé sa stratégie en vue des futures élections régionales.

Les points positifs relevés concernent des mesures de portée nationale : relèvement des bas salaires, lois Auroux, retraite à soixante ans, etc. En revanche, pour ce parti autonomiste et socialiste, beaucoup d'espoirs ont été déçus au niveau de la Bretagne. « Si nous avions obtenu seulement un quart de ce que nous demandions avant mai 1981 pour la Bretagne, ce serait merveilleux », explique M. Henri Gourmelen, porte-parole de l'U.D.B. La Bretagne n'est même plus une région prioritaire dans le IX^e Plan, la Loire-Atlantique est toujours séparée du reste de la Bretagne, la gauche n'a pas remis en cause la politique de militarisation de la Bretagne et les nationalisations n'ont pas été

utilisées pour réparer les torts causés à l'économie bretonne, la défense de la culture bretonne cède le pas à la promotion de la culture en Bretagne ».

Ancrée dans une gauche qui, « au mieux, ne pourrait faire que du régionalisme », l'U.D.B. a réaffirmé sa solidarité « pour empêcher le retour au pouvoir d'une droite disqualifiée ». L'idée d'autonomie socialiste qu'elle avance pour la Bretagne sera l'un des principaux thèmes défendus dans la préparation des prochaines élections régionales. C'est même avec un certain optimisme que la convention nationale de Lorient affirme dans sa résolution finale : « Le choc de la crise économique doit amener le peuple breton à choisir avec l'U.D.B. à travers l'autonomie socialiste, une nouvelle logique de développement et un autre mode de relations humaines ».

Fidèle à ses engagements aux côtés de l'actuelle majorité présidentielle, comme aux idées défendues depuis sa création en 1964, l'U.D.B. prépare avec une tranquillité mais active détermination sa présence dans l'assemblée bretonne élue au suffrage universel.

CHRISTIAN TUAL.

Précisions

Dans le compte rendu de l'émission « R.T.L.-le Monde » dont l'invité, dimanche 8 mai, était Lionel Jospin, (le Monde du 10 mai), une « coquille » a déformé le sens de l'expression « premier secrétaire du parti socialiste ». Celui-ci a estimé que l'inquiétude des étudiants et les problèmes des médecins ou de certains paysans étaient « compréhensibles » et non « incompréhensibles », comme il était indiqué par erreur. M. Jospin a notamment déclaré : « Pour les étudiants, compte tenu du chômage massif, il est logique qu'il y ait inquiétude pour l'avenir, en particulier s'agissant des débouchés. Pour ce qui concerne les médecins, on comprend qu'il y ait des problèmes car ils sont face à une situation objective extrêmement difficile (...) ». En revanche, le mouvement de certains commerçants est plus difficile à comprendre.

« R.T.L.-le Monde » dont l'invité, dimanche 8 mai, était Lionel Jospin, (le Monde du 10 mai), une « coquille » a déformé le sens de l'expression « premier secrétaire du parti socialiste ». Celui-ci a estimé que l'inquiétude des étudiants et les problèmes des médecins ou de certains paysans étaient « compréhensibles » et non « incompréhensibles », comme il était indiqué par erreur. M. Jospin a notamment déclaré : « Pour les étudiants, compte tenu du chômage massif, il est logique qu'il y ait inquiétude pour l'avenir, en particulier s'agissant des débouchés. Pour ce qui concerne les médecins, on comprend qu'il y ait des problèmes car ils sont face à une situation objective extrêmement difficile (...) ». En revanche, le mouvement de certains

En outre, dans l'article intitulé « La majorité de la majorité est unitaire », à propos de la réunion du courant « mitterrandiste », il fallait lire : cette réunion « a néanmoins permis à ceux qui seraient tentés de présenter une motion « A bis » [et non « A b »], de se rendre compte qu'une telle entreprise est incertaine ».

M. Michel Giraud, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, a été réélu, mardi 10 mai, président du conseil régional d'Ile-de-France par 109 voix sur 164 votants. Le bureau de l'assemblée, qui, en dehors du président, comprend cinq U.D.F., quatre R.P.R. et un modéré, a, lui aussi, été réélu sans changement.

M. Pierre Mauroy dans une interview au quotidien espagnol El País estime : « Notre société demeure trop inégalitaire. Elle doit devenir, sur la base tracée depuis deux ans, toujours plus attentive aux défavorisés ».

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, a répété, mardi 10 mai, devant la presse : « Il faudrait que le président de la République s'en aille ». Il a expliqué que disant cela il ne portait pas « atteinte à la légitimité », puisque son propos « n'est pas de chasser le président de la République mais de faire appel à sa responsabilité ». Affirmant « nul ne réussira à me dissocier de Jacques Chirac », M. Labbé a ajouté : « Quand on dit que nous sommes gouvernés par des incapables et des incompetents, il faut en tirer les conséquences ».

مكتبة الأمل

CAFÉ DU COMMERCE



Photo: Henry PESSAT

LES IMMIGRÉS N°3

Deux élèves de mathématiques spéciales.

1^{er} élève — Alors, les émigrés, on est toujours dans la même situation ?

2^{ème} élève — Oui, mais il faut tout de même distinguer deux genres d'émigrés.

1^{er} élève — Lesquels ?

2^{ème} élève — Il y a, d'une part, les émigrés de la deuxième génération qui sont nés en France et qui sont Français s'ils le veulent, et il est naturel que leurs parents de la première génération restent avec eux.

D'autre part, il y a les émigrés chômeurs dont on ne sait pas quoi faire. On les a fait venir à un moment où on en avait besoin, aujourd'hui on n'en a plus besoin et on doit quand même s'occuper de leur avenir.

1^{er} élève — Que faire de ces émigrés chômeurs ?

2^{ème} élève — Il y a bien une solution. Renault, par exemple, qui monte des usines un peu partout, pourrait organiser la construction d'une automobile en Afrique du Nord que l'on appellerait «l'Africaine» et qui serait une sorte de Renault 5 traction avant, avec des pneus plus larges et une suspension plus souple, parce que bien qu'il y ait d'excellentes autoroutes en Afrique du Nord, il y a aussi comme partout des chemins défoncés et également des pistes.

1^{er} élève — Et comment organiser cette fabrication ?

2^{ème} élève — Eh bien, par exemple, le Maroc construirait les moteurs, la Tunisie la carrosserie, l'Algérie construirait la boîte de vitesse, le débrayage, les deux transmissions roues avant, la direction, l'essieu arrière, et ferait le montage général.

La France, qui aurait organisé cette fabrication, serait chargée de la vente non seulement en Afrique mais également en Amérique du Sud, au Moyen et en Extrême-Orient.

Ainsi serait créé un lien privilégié entre les trois pays du Maghreb et la France, et d'autre part un intérêt commun entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie qui ont malheureusement trop souvent l'occasion de se disputer.

Ainsi, les Maghrebins chômeurs en France pourraient devenir des travailleurs dans leur pays. Cela vaudrait certainement mieux pour tout le monde.

1^{er} élève — C'est une idée sensationnelle. Le tout est de savoir si le gouvernement sera d'accord pour demander à Renault de faire cette réalisation.

2^{ème} élève — J'espère que oui.

1^{er} élève — Je vois au café d'en face trois africaines de la deuxième génération. Celles-là ne sont pas des tractions avant mais des tractions arrière fort bien plantées. La grande me plaît beaucoup.

2^{ème} élève — Moi je préfère la petite et nous trouverons bien un copain pour distraire la troisième.

Allons leur exposer notre projet de construction d'usines au Maghreb pour donner du travail aux Maghrebins chômeurs en France.

1^{er} élève — Allons-y, faute de l'accord du Président de la République, nous aurons peut-être l'accord de ces trois jeunes africaines.

Marcel Dassault
Député de l'Oise

M. Franck Perriez dirigera la mission de lutte contre la toxicomanie

M. Franck Perriez, chef de cabinet de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, devrait être nommé responsable de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. M. Perriez doit remplacer à ce poste M. François Colcombet, qui, depuis le 13 avril, occupe la fonction de directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice.

Il y a un mois que le gouvernement cherchait un candidat pour la mission sur la toxicomanie depuis que le président de la République, dans une déclaration du 13 avril, a assuré que le gouvernement avait l'intention de « se fâcher » et que la mission devait obtenir un budget accru.

La nomination de M. Perriez, qui connaît le dossier du côté du ministère de l'Intérieur dans son aspect répressif, devrait marquer l'intensification d'accroître, avec de nouveaux moyens, la lutte contre la toxicomanie et le trafic. M. Perriez passe pour un « battant » : il a mis en place et réussi en juillet 1982, en collaboration avec M. Gilbert Trigano, l'opération « Ardèche » pour l'accueil des jeunes « délinquants ».

Il n'aura pas fallu moins d'un mois pour trouver un successeur à M. François Colcombet, chargé de la mission sur la toxicomanie au ministère de la solidarité. Doit-on penser que les pouvoirs publics, véritablement inquiets de l'aggravation du phénomène en France, se soient donné le temps de la réflexion pour nommer un homme providentiel (l'opinion publique l'attend depuis que M. Mitterrand, dans sa déclaration alarmiste, a manifesté son intention de « se fâcher ») ? Doit-on constater, au contraire, que, la drogue n'étant pas le fléau qu'on dit, le gouvernement n'a pas trouvé inconvénient de mettre ce dossier en attente ? A moins qu'on soit persuadé au sommet que la drogue, comme la crise, fait partie de ces maux qu'on subit. Dans ce cas, la tentation serait grande de se convaincre qu'il n'y a pas grand-chose à faire, et de trouver « très politique » d'agiter le fléau comme un épouvantail en se gardant d'agir. Dans ce domaine, il y a plus de coups à prendre qu'à donner.

Il est vrai que, si on compare les dégâts de la toxicomanie aux ravages de l'alcoolisme et des accidents de la route, elle n'est pas une calamité aussi répandue. Il est aussi vrai qu'elle est moins générale qu'on croit — n'est pas toxicomane qui veut — et que, pour la plupart, il peut être raisonnable d'estimer qu'elle passera comme une mode. Mais il est vrai aussi qu'elle sert d'étendard à trop de jeunes pour ne pas avoir une signification désolante.

et entrave l'action d'un gouvernement qui souhaite, comme on disait naguère, changer la société. Depuis le 10 mai, on a nommé un nouveau M. Drogue, créé un comité interministériel, renforcé les moyens de répression, mais le budget de la mission a été dérisoire. MM. François Colcombet et Jean Calvet, son adjoint, qui ont eu jusqu'à présent la charge, ont plus souvent été réduits à de bonnes idées générales, à jouer un rôle de coordination, à impulser, orienter, proposer, qu'à réellement mener une politique. Sans indépendance, sans budget, avec astuce et diplomatie, ils ont eu le mérite d'imposer des choix, de ne pas froisser les chapelles et de réaffirmer que certaines expériences thérapeutiques anti-démocratiques ne devaient pas être soutenues. M. Colcombet est parti, M. Calvet reste et veille à ce grain.

Fallait-il que le nouveau M. Drogue soit un homme du sérail, un thérapeute, un psychiatre, un ténor de la lutte contre la toxicomanie ? Le gouvernement a préféré un commis de l'Etat. Il y a avantage à se trouver au-dessus de la mêlée, les mains libres. Inconvenant s'il ne descend pas dans l'arène où se joue le combat. Amuser le tapis ou se donner les moyens d'une action véritable, le choix est politique et suppose cette question préalable résolue : la drogue est-elle un mythe ou une réalité ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

A Grenoble

Un proviseur grièvement blessé par un lycéen

De notre correspondant

Grenoble. — Un lycéen âgé de dix-sept ans a grièvement blessé à coups de couteau, mardi 10 mai, à Grenoble, le proviseur de son établissement, qui venait de décider son renvoi. Le jeune homme s'est aussi attaqué au censeur et à une conseillère d'éducation. Ce mercredi matin on indiquait que les jours du proviseur n'étaient pas en danger.

Depuis l'installation il y a quatre ans d'une grille autour du lycée technique Jean-Bart destinée à éviter le trop grande « perméabilité de l'établissement » et les affrontements souvent violents qui se produisaient entre des élèves et des bandes de jeunes résidents dans les cités toutes proches de l'abbaye et de Teisseire, le lycée n'avait connu aucun incident grave (le Monde du 3 novembre 1978). L'établissement était redevenu un des plus calmes de la ville et sa réputation ne cessait de s'affirmer. « Tout le travail mené ces dernières années risque d'être anéanti », affirmait un enseignant après l'agression commise en milieu d'après-midi par un élève. Armé d'un couteau, le garçon venait de poignarder le proviseur et le censeur du lycée qui lui avaient signifié son exclusion de l'internat.

Il était soupçonné avec deux autres de ses camarades, qui sont, comme lui, des Français d'origine maghrébine, et sont âgés de dix-neuf et vingt ans, de plusieurs vols. Le proviseur avait estimé nécessaire de prendre envers les trois élèves une « mesure conservatoire » jusqu'à ce que la brigade des mineurs ait conduit son enquête. Les trois

garçons avaient toutefois été autorisés à rester dans les dortoirs assignés à Jean-Bart.

C'est dans le bureau du censeur que le drame s'est joué. Sortant brusquement une arme blanche, le garçon se précipita sur M. Pierre Roussel, censeur, puis frappa le proviseur, M. André Argouges, âgé de cinquante-sept ans, le blessant grièvement. Enfin, il devait attaquer à coups de poing le conseiller d'éducation, M. Joseph Jouve, qui se trouvait dans la même pièce.

Le garçon, considéré par un de ses professeurs comme un élève « calme, doux et poli », a probablement eu « une crise de dévotion incompréhensible ». Il a été arrêté par la police une heure plus tard, errant dans les rues de Grenoble.

Les enseignants du lycée Jean-Bart, qui se réunissent en assemblée générale mercredi, envisagent d'entreprendre une action pour sensibiliser l'opinion publique sur les « sévères difficultés » qu'eux-mêmes et leurs collègues rencontrent dans de nombreux établissements scolaires de la ville.

CLAUDE FRANCILLON.

LIVRES ANCIENS

Librairie Le Tour du Monde
9, rue de la Pompe, 75016 Paris
vient d'édition son catalogue n° 16
DIVERS ET SPÉCIAL

COLETTE

Plus de cent titres
en édition originale
sur et de Colette,
et autographes.

Envoi gratuit sur demande

Disparition d'un Basque espagnol assigné à résidence. — Un militant basque espagnol, M. José Miguel Arrugaeta, assigné à résidence à Périgueux (Dordogne), a disparu depuis quelques jours. M. Arrugaeta, membre présumé de l'ETA politico-militaire, fait partie des Basques espagnols dont la demande d'extradition avait été refusée par la France en 1981, et qui avaient été assignés à résidence à l'île d'Yeu (Vendée). A la suite d'une grève de la faim, quatre de ces Basques, dont M. Arrugaeta, avaient été admis à l'hôpital de La Roche-sur-Yon, puis assignés à résidence à Périgueux (le Monde daté 16-17 mai 1982). Disparu une première fois en mai 1982, M. Arrugaeta avait été retrouvé à Saint-Jean-de-Luz et ramené à Périgueux.

JUSTICE

L'AFFAIRE DES ENTENTES PÉTROLIÈRES

La défense de la Shell française

MARSEILLE. — Finis les préliminaires. Depuis mardi 10 mai, le procès des dirigeants pétroliers inculpés d'ententes illicites et d'entrave à la liberté des enchères a enfin commencé avec le début des interrogatoires des représentants de la Shell française : MM. André Bénard, qui en fut le P.D.G. jusqu'en juin 1970, et

Léonard Carous, qui lui succéda, quatre de leurs délégués régionaux dans le Midi et notamment M. Jean-François Clément, chef de division. Ni les uns ni les autres n'entendent baisser pavillon. Les deux premiers disent que la répartition des marchés à laquelle ils ont

consenti était la conséquence et l'aboutissement de la politique pétrolière imposée par les pouvoirs publics soucieux de « faire monter en puissance sur le marché les sociétés françaises », et pour commencer la Compagnie française de raffinage.

De notre envoyé spécial

la ville de Marseille. Alors que la Shell proposait un rabais de 25 F par mètre cube, les autres soumissionnaires auraient consenti par avance à cette proposition, puisqu'ils n'offraient, eux, que des rabais de 20 F au maximum. Pour la Shell, tout donc aurait été joué d'avance sans l'entrée en scène d'un petit distributeur, M. Bencini. Il offrait, lui, à la ville, en marché de gré à gré, un rabais de 30 F. Pourtant, il ne l'emporta pas. Pourquoi ? Est-ce, comme le dit M. Clément, représentant de la Shell, parce que celle-ci qui servait la ville de Marseille depuis longtemps, aurait été préférée par la municipalité en raison de sa solidité, de l'importance de ses moyens à un fournisseur de moindre envergure et aux possibilités de livraison plus aléatoires ? Est-ce, au contraire, parce que la Shell serait intervenue après de la Compagnie européenne Rhin-Rhône, qui approvisionnait M. Bencini pour lui faire comprendre qu'on lui couperait les vivres s'il persistait ? En tout cas, la Shell obtint ce marché de 15 000 tonnes de fuel.

MM. Carous et Bénard, les P.D.G., assurent n'avoir rien connu de

ces manœuvres d'intendance. Quant à M. Clément, s'il confirme bien que les soumissions qu'il avait à faire lui étaient « précisées par Paris », il ne saurait dire qui, à Paris, décidait du rabais à consentir.

« Mais, lui a demandé le président M. Pierre Carrias, s'il n'est pas désigné d'avance pour emporter ce marché ? » La réponse n'a pas été d'une clarté absolue : « Notre société était depuis de nombreuses années attributaire du marché de Marseille, qui, aujourd'hui, continue d'être servie par nous. Je pense bien qu'il n'y aurait pas de surprise. Évidemment, si au bout du compte, nous n'avions pas obtenu le marché, je me serais quand même posé des questions. »

Une étrange réunion

Cette affaire se trouve éclaircie par une réunion des représentants régionaux des compagnies qui se tint au Novotel de Marignane le 22 septembre 1970. M. Clément en avait pris l'initiative et la présidait. Il semble établi que lors de cette assemblée, certains tirent des propos sans équivoque sur la façon dont il convenait de traiter les distributeurs libres, jugés perturbateurs dans leur pratique des rabais, avec lesquels on entendait en finir. Selon l'un des participants, M. Clément aurait dit qu'il s'agissait « de profiter du climat de psychose et d'insécurité répandu en France en raison des événements du Moyen-Orient pour redresser le marché des fuels, sérieusement détérioré ces dernières années par la concurrence féroce et stupide que se livraient les différents sociétés, et de tirer le meilleur profit de la commercialisation desdits produits en mettant un terme à tous ces faits ».

Selon la même indiscrète relation, on entendit les représentants de B.P. se plaindre des agissements de la SAGIP de M. Bodourian, ceux de Total protester contre l'attribution à un client de cette même SAGIP d'un marché à Briançon qui aurait dû leur revenir, et Shell faire savoir que, sans une intimidation de la

compagnie de M. Bencini, le marché des fuels de la ville de Marseille lui aurait échappé.

M. Clément n'a pas gardé le souvenir de tels propos. Selon lui et selon M. Carous, le P.D.G. de la Shell à l'époque, la réunion du Novotel n'eut jamais pour objet de tels débordements ni l'accomplissement d'aussi noirs desseins. Si certains se montrèrent véhéments contre les distributeurs libres, ce ne fut qu'un accident. Il convient donc d'être sévère. Et le sérieux, c'est ceci, selon M. Carous : « Nous étions à l'automne 1970. La Shell, comme les autres, pressentait un avenir sombre pour l'hiver. La Libye avait réduit sa production, le pétrole méditerranéen était coupé, des négociations difficiles étaient menées entre la France et l'Algérie pour la fourniture du brut. Il était donc clair que les prix allaient monter. Or, jusqu'à là, les revendeurs libres étaient engagés dans une politique de rabais sans être toujours assurés d'obtenir un raffinage des rabais supérieurs aux leuquels ils ne pouvaient évidemment survivre. Il fallait donc les prévenir que les rabais pratiqués depuis six ans ne pourraient plus être consentis. » M. Carous, comme M. Clément l'assurent avec une force compossible : il ne fut jamais question de sanctions ni de pénalités envers quiconque.

Mais, alors, ce compte rendu qui met en cause M. Clément, comme les représentants des autres compagnies ? « Je me demande si cela n'a pas été imaginé par la suite », dit-il incidemment, laissant entendre que la relation accusatrice ne fut établie qu'en mai 1971, comme pour venir à l'appui des plaintes que venait de déposer M. Bodourian, alors que le même indiscret, dans un précédent compte rendu de la même réunion à sa société, se soulevait mot de ces horribles détails.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

cadeaux d'entreprise ?

CATALOGUE COULEURS GRATUIT
DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN
APPELANT ETMOCEL (3) 635 1952

LE LIVRE D'OR DE LA PLANCHE À VOILE

Noëlle DUCK et Dominique LE BRUN

L'expansion de la planche à voile, phénomène de notre temps, continue. LE LIVRE D'OR DE LA PLANCHE À VOILE, un ouvrage de Noëlle Duck et Dominique Le Brun, dressé, année après année, le bilan d'un triomphe qui ne se dément pas. Il y a tant de courses, tant d'exploits, tant de championnats d'été et d'hiver au lac d'Assail, de Dunkerque à Biarritz, de l'Europe jusqu'au Japon, etc., que ce livre est un véritable document d'édition.

LE LIVRE D'OR DE LA PLANCHE À VOILE est un dépassement, un itinéraire voyage dans le monde, des légendes de l'île Maurice aux vagues d'Hokkaido, des plages françaises écarlates de chaleur aux embruns de Weymouth, etc. Autre enseignement : la planche-plein est une nouvelle conquête de la jeunesse sportive. Noëlle Duck et Dominique Le Brun ont accordé une large place au fun-board, spécialité atypique. Amateurs purs, professionnels comme à l'ordinaire, pratiquants anonymes, tous animés par une même passion, se retrouvent dans LE LIVRE D'OR DE LA PLANCHE À VOILE, de Noëlle Duck et Dominique Le Brun, un document aussi riche par le texte que par l'illustration.

Collection « Sports 2013 »

80 F TTC

Éditions SOLAR

SAVOIR DECIDER

POUR 1986, RAISONNABLEMENT
QUELS NOUVEAUX MOYENS DE COMMUNICATION ?

31 MAI

EN ASSOCIATION AVEC GEORGES R. PARISOT
RESEAUX TELEINFORMATIQUES OUVERTS AUX DIFFERENTS CONSTRUCTEURS
PROBLEMES D'INTERCONNECTION

17/18/19 MAI

LES RENCONTRES DE TELESYSTEMES-CONSULTANTS

CONDITIONS D'INSCRIPTION ET PROGRAMMES

TELESYSTEMES CONSULTANTS
23 QUAI DE GALLO
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Tel. 825 36 32

مكتبة الرجل

FAITS ET JUGEMENTS

Relaxe de M. François Delmas poursuivi par M. Jacques Attali

Le tribunal de Montpellier (Hérault) a relaxé, mardi 10 mai, M. François Delmas, ancien secrétaire d'Etat (U.D.F.-P.R.) et maire de Montpellier, qui avait été poursuivi par M. Jacques Attali, conseiller du président de la République.

M. Attali reprochait à M. Delmas d'avoir publié, en 1978, un électoral aux personnes âgées, intitulé "L'avenir de la vieillesse", dans lequel il avait fait état de la situation de la vieillesse en France, et de la nécessité de prendre des mesures pour améliorer la situation.

Sans aborder le fond de la plainte en diffamation, le tribunal a estimé que "si le livre subsiste, le point de savoir si la prescription est ou non acquise, ne peut être bénéficié au prévenu qui a été renvoyé des fins de la plainte". M. Attali a été déchargé des dépens, qui ont été supportés par le Trésor public.

Saint-Ouen. — Poursuivi en diffamation par la municipalité de Saint-Ouen (Haute-Seine), qui lui reprochait de l'avoir accusé de propos injurieux aux moeurs commis par Jacques Dugué, l'entraîneur de l'équipe d'une société sportive locale, M. Jean-Claude Goudeau, directeur de l'usine, a été relaxé le 10 mai, au bénéfice de la prescription. La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a tenu compte du fait que l'équipe des jeunes basketteurs qui était entraînée par Dugué porte un maillot frappé de l'insigne de la ville de Saint-Ouen, et que le sigle de la société sportive en cause — USMA — est, en fait, une abréviation de "Union sportive municipale", alors que la lettre M signifie "multi".

Le trafic de stupéfiants. — Les trois Néerlandais arrêtés le 6 mai à Paris après la saisie de 11 kilos de cocaïne provenant de l'Indonésie (le 10 mai) ont été placés sous mandat de dépôt le 10 mai par M. Jean-Louis Debré, juge d'instruction, celui-ci inculpé de l'infraction de trafic de stupéfiants, Robertus Anton, quarante-deux ans, d'infraction à la législation sur les stupéfiants et sur les douanes, ainsi que d'usage de faux papiers d'identité, et Richard Scheper, vingt-neuf ans, d'infraction à la législation sur les stupéfiants et sur les douanes. Tous deux avaient été condamnés pour leur part pour trafic de drogue. Enfin, M. Debré, trente-sept ans, a été inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants et sur les douanes, ainsi que d'usage de faux papiers d'identité. Les trois hommes prétendent avoir été transportés d'or par un nommé Rudy moyennant une rémunération de 10 000 dollars.

Les auteurs de l'attentat de Marseille. — M. Monge et Marcel Robert, les deux auteurs de l'attentat à Paris après l'explosion, le 8 mars à Marseille, d'une voiture piégée dont les deux occupants avaient été tués, ont été inculpés le 10 mai à Marseille par M. l'inspecteur Augé, juge d'instruction. Les chefs d'accusation sont les mêmes : homicide volontaire, destruction de biens mobiliers par substance explosive, détention d'armes d'explosion, vol en recel.

Marseille. — Un incendie s'est déclaré, mardi 10 mai, vers 22 heures, dans les locaux du restaurant Le Café de la Paix, à l'angle du boulevard des Capucines et de la place de l'Opéra. À Paris, une rue de la capitale du feu, qui a totalement détruit les cuisines, d'une superficie de 650 mètres carrés, a été maltraitée vers 23 h. Il y avait environ 100 personnes dans l'établissement. Les 100 évacués ont été incident.

SCIENCES

UNE EXPOSITION A L'UNESCO

Aldabra, paradis du râle à gorge blanche

Du 11 au 13 mai, la Fondation des Seychelles présente à l'UNESCO, à Paris, une exposition sur l'île d'Aldabra, qui est inscrite, depuis décembre 1982, sur la liste du patrimoine mondial comme le sont, entre autres, les îles Galapagos.

Aldabra, située dans l'océan indien par 12° 24' sud et 48° 20' est, a été et est encore à l'écart des routes maritimes si bien que ses 17 kilomètres carrés de terres émergées et ses 100 kilomètres carrés de lagons constituent un monde tout petit mais unique par sa faune et sa flore.

Aldabra est le seul îlot de l'océan indien où ont survécu les tortues géantes ou éléphantines (Géchelone géante), majestueux herbivores qui sont actuellement au nombre de 150 000. On y trouve aussi de nombreux oiseaux dont certains appartiennent à des espèces ou à des sous-espèces que l'on ne trouve pas ailleurs. Tel est notamment, le râle à gorge blanche (Dryolimnas Cuvier) qui a perdu la faculté de voler, le drongo (Dicrurus aldabranus) — un perroquet noir à queue fourchue — et le très rare faucon d'Aldabra (Falconus aldabranus). Quant à l'île sacrée, il y a, à Aldabra, pour particularité, yeux d'un bleu de porcelaine.

En 1966-1967, Aldabra, qui faisait alors partie du territoire britannique de l'océan indien, a failli mourir à cause d'un projet de piste aérienne que seule l'indignation des scientifiques a fait abandonner. La Royal Society de Londres ouvre une station de recherche sur Aldabra en juin 1971 et l'atoll fut officiellement compté au juillet 1971. En 1976, sous l'atoll, les récifs qui l'entourent étaient dévastés et la réserve naturelle a été créée. Les Seychelles auxquelles était rattachée Aldabra devenaient indépendantes.

1981, la Fondation des Seychelles, créée en 1979, prit la suite de la Royal Society pour Aldabra, qui devint une "réserve spéciale". La même année, le gouvernement des Seychelles proposait d'inscrire Aldabra sur la liste du patrimoine mondial.

YVONNE REBEYROL
Place de Fontenay, Paris-7^e.

La situation sur l'Etna. — Le ministre italien de la protection civile, M. Loris Fortuna, a déclaré, dans la nuit du 12 mai, si on tente de descendre de l'Etna depuis le 10 mai. Le 30 avril, le gouvernement italien avait autorisé cette tentative. Le chenal de dérivation au prêt, l'explosion qui a ouvert une brèche dans un mur de lave refroidie pourrait avoir tué deux ou trois personnes. Mais sept professeurs de l'université de Catane ont demandé l'annulation de l'opération qui, selon eux, est trop risquée, trop coûteuse (7 milliards de lire, soit 35 milliards de francs) et dont le résultat est très aléatoire. — (A.F.P.).

Le palmarès du soixante-quatrième concours Lépine. — Le Grand Prix du président de la République — en l'honneur de la Sevrès — a été remis, lundi 9 mai, à M. Jean-Yves Poux, de Longjumeau (Essonne), pour la mise au point d'un système de réglage du montre à quartz. Le premier Grand Prix de l'Association des inventeurs et fabricants français (25 000 F.), a été décerné à M. Bernard Dufresne, de Bracieux (Loir-et-Cher), pour un dispositif permettant le déplacement de personnes âgées.

SPORTS

FOOTBALL

Nantes, Paris-Saint-Germain, Lille et Tours en demi-finales de la Coupe

Nantes, Paris-Saint-Germain, Lille et Tours disputeront les demi-finales de la Coupe de France, qui doivent avoir lieu le 27 mai (match aller) et le 7 juin (match retour).

Les deux équipes de deuxième division ont été éliminées à l'épreuve. Le Racing Paris-1 n'a pas battu (1-0) à Nantes que par un but de Piant (77^e min.). Guingamp, de son côté, s'est incliné (3-1) à Tours.

Bien que battu (1-0) à Rouen, Lille a eu une qualification à sa victoire (2-0) en match aller. Enfin, Paris-Saint-Germain, champion de la Coupe, a éliminé Metz (2-0) devant plus de 10 000 mille spectateurs.

La Coupe n'est plus ce qu'elle était. L'atmosphère n'est plus Golias. Au moment d'un match, c'était toujours possible ; depuis que les équipes ont été créées, en 1968, c'est plus difficile. La formule, certes, l'avantage d'apporter des recettes plus substantielles, mais elle a aussi l'inconvénient de réduire la part du spectacle.

Le match Paris-Saint-Germain-Brest a cependant apporté la preuve qu'on pouvait à la fois avoir deux à la fois. Les Brestois étaient en position avantageuse après leur victoire (2-1) sur les Parisiens. Réputés pour leur jeu de la contre-attaque, quand ils jouent à l'extérieur, ils ont réussi à créer la surprise en bousculant d'entrée de jeu l'équipe parisienne. Il y avait plus que du football quand Richard Honorine — un jeune homme porteur de 3 dont on dit le plus grand bien — a présenté seul devant Barthelemy. L'expérimenté gardien du but du P.S.G. dut avoir recours à tout son talent pour empêcher l'action du Breton.

Les dieux n'étaient pas non plus du côté des Brestois quand l'international Le Roux, en prenant pour Platini, l'insolence de reprendre le ballon qui, dans une fusée, a été but parisien. Deux échecs ont manqué de sang-froid et trop de précipitation.

P.S.G. en revanche beaucoup de réussite pour affirmer sa supériorité. Deux actions propres et nettes, comme seuls les professionnels sont capables d'en mener. Toko d'abord, l'inégalable, qui jusque-là s'était montré fort discret, ne laisse pas passer la chance que lui donna Rocheteau, un coup de tête astucieux, pour donner l'avantage (40^e minute de jeu) au P.S.G. ; Lemoult ensuite, qui bénéficie d'un service du Yougoslave Susic pour frapper avec une violence inouïe le ballon, qui alla se loger dans la lucarne du gardien brestois.

Deux buts à zéro. L'affaire était jouée. Brest, qui n'y croyait déjà plus, ne jouait plus. Les demi-finales de la Coupe de France.

GILLES MARTINEAU.

TENNIS. — Le Français Henri Leconte a été éliminé au premier tour du tournoi de Hambourg par le Tchèque Slozil 7-6, 6-2.

Georges Goven (trente-cinq ans) a battu l'Américain Vilas Gerulaitis, 6-3, 6-4, au premier tour du tournoi de Florence. Thierry Tulasne, de son côté, a éliminé le Paraguayen Victor Pecci, 6-4, 6-1. Gilles Moreton, en revanche, a été battu par l'Américain Arias, 6-3, 7-5.

TUBORG VERTE.
COMPAREZ-LA AVEC VOTRE BIÈRE PRÉFÉRÉE.



LA NOUVELLE TUBORG VERTE. SON PRIX AUSSI VA VOUS ETONNER.

MÉDECINE

UN CONGRÈS A AVIGNON

Les psychiatres, les réformes et l'austérité

De notre envoyé spécial

Avignon. — L'éthique, un thème un peu démodé en congrès, a été un terrain de rencontre commode pour les quatre cents psychiatres publics et privés qui, pour la première fois, viennent de se réunir ensemble à Avignon. Les débats théoriques communs, dégagés au cours de ces journées organisées par l'initiative des principales associations scientifiques de psychiatres (1) et présidées par le docteur Charles Brisset, ont largement masqué les antagonismes d'exercice trop concurrents. De ce congrès, il n'est resté qu'un impossible

rapprochement syndical entre psychiatres publics et privés, il y a la distance qui sépare la définition des grands principes éthiques de l'adoption de revendications communes en période d'austérité.

La Fédération nationale de la médecine (C.F.D.T.) a publiquement regretté que « les médecins psychiatres... aient délibérément choisi de débattre du devenir de la psychiatrie sans s'occuper des autres professionnels et des malades ».

Les congressistes ont consacré une partie de leurs travaux aux menaces que l'Etat pourrait faire peser sur leur éthique. Les psychiatres sont redoutables quand, en chaque texte, ils tentent de déceler la faille qui, exploitée, pourrait constituer une atteinte à leur liberté.

Que le gouvernement essaie, par une circulaire, en 1982, d'intégrer les enfants handicapés dans les écoles ordinaires : les psychiatres y voient un risque de normalisation, le risque de leur discipline, le risque de leur rôle, le risque de leur statut, le risque de leur organisation, le risque de leur constitution, le risque de leur nomination : les praticiens y voient une atteinte à leur liberté médicale, rejoins à cela, il y a quinze jours, par le Conseil d'Etat.

Que le ministre de la justice tente de réformer l'article 124 tant décrié sur l'irresponsabilité de certains criminels, et les congressistes soulignent alors le danger qu'il y aurait à instituer un type de placement judiciaire en hôpital psychiatrique. De l'Etat légiférant il ne peut, semble-t-il, selon eux, venir rien de très bon : « Toujours plus d'administration, toujours plus de bureaucratie », cette tendance, qui ne date pas à leur yeux de mai 81, ne peut qu'altérer le dialogue singulier entre eux et leurs malades. D'où un grand scepticisme face à toute réforme, même celle qui modifierait la loi de 1838 sur les placements d'autorité dans les hôpitaux psychiatriques :

« Le remède », craint un de leurs rapporteurs, pourrait être pire que le mal ».

L'éthique des psychiatres, en fin de compte, a été définie de manière plus positive comme celle du choix du médecin par le malade. Un libre choix d'abord, « la première intention », rendu possible par la dualité des services publics et privés, par l'information des malades ou de leurs proches par l'harmonisation des prix à la journée des différents départements. Mais un libre choix qui doit être également « de deuxième intention », c'est-à-dire « la capacité, si pour le médecin, pour le malade, d'interrompre l'action thérapeutique », le maintien dans une relation toujours ouverte d'éléments de surprise, de rupture, de discontinuité ».

Une démographie galopante

Toutes choses qui semblent, à leurs yeux, menacées par la volonté des pouvoirs publics de contrôler l'efficacité des dépenses de santé. Pour un psychiatre qui s'affirme « soldat des dépenses publiques », dix au moins refusent aujourd'hui catégoriquement de « rendre des comptes », de peur d'avoir à rendre compte. Toute évaluation, d'ailleurs, serait impossible : « Comment mesurer le nombre de psychopathes ? Comment la Sécurité sociale pourrait-elle prendre en compte l'urgence au jeu ? », l'apprentissage de l'autonomie, le droit de dire non ou encore

« liens noués par un patient et un petit chat ».

Les psychiatres, en somme, face aux menaces d'austérité, font le gros dos. Toute action de négociation pourrait être utilisée pour leur refus des moyens « dramatiquement insuffisants » dans « les nombreux déserts de la psychiatrie française » : « Nous sommes des assistants du secteur public et nous ne sommes pas payés ». D'où le refus largement escamoté, durant ce congrès, de la démographie psychiatrique, un point central pourtant pour l'avenir de cette discipline.

Les psychiatres français, mille cinq cents en 1968, cinq mille cinq cents aujourd'hui, ont vu le nombre de six mille neuf dans quatre ans : « soit un taux, a estimé un congressiste, supérieur à celui des États-Unis ». La France a-t-elle besoin de mille psychiatres, comme l'a demandé, provoquant le docteur Émile Rogé ? Ou cette démographie galopante menace-t-elle d'altérer jusqu'au point de l'indépendance des médecins ? pour reprendre les termes du docteur Angleraud ?

Il ne fut pas répondu d'avantage à ces questions qu'à celle des possibilités possibles pour le secteur public et le secteur privé. Il y a pourtant un piège, a estimé le docteur Brisset. On forme quatre cents à cinq cents internes par an, largement refoulés vers le privé, qui ne connaît pas de problèmes, et dans l'impossibilité de trouver des postes à temps partiel dans le secteur public. La multiplication de tels internes pourrait soulever un psychiatre public, comme le docteur Roger Misès, un trois rapporteurs sur ces journées : « La déperdition des uns et des autres, a-t-il précisé, se fera d'autant mieux que le secteur public aura des moyens ». Ce renforcement de la place du secteur public n'est sans doute pas du goût de tous les psychiatres privés. Les congressistes ont pourtant le peine à saisir cette question. Il ne s'agit pas, après tout, de la répartition d'un nombre de psychiatres d'exercices différents, mais d'un « premier temps thérapeutique ».

RICHAUD BEAU.

(1) Association française de psychiatrie, Association française de psychiatrie d'exercice privé, Association scientifique française de psychiatrie et service public.

La question soviétique

De notre envoyé spécial

Avignon. — La dénonciation, à la fois de l'utilisation, notamment en U.R.S.S., de la psychiatrie à des fins politiques, mise en cause au congrès mondial d'Honolulu en 1977, a été certainement le plus grand dénominateur commun entre les psychiatres qui viennent de se réunir en congrès à Avignon.

Ils furent particulièrement nombreux à décrire les réunions scientifiques pour applaudir Olga Lopez, médecin psychiatrie colombienne torturée, ou pour s'affirmer solidaires du psychiatre soviétique Anatoli Koriaguine, emprisonné aujourd'hui en U.R.S.S. Les psychiatres français suggèrent que le dernier soit nommé membre honoraire de l'Association mondiale de psychiatrie lors de l'assemblée générale qui doit se réunir en juillet prochain à Vienne.

La motion que les trois principales associations scientifiques présenteront à l'occasion tient compte de la

démision, en janvier dernier, des Soviétiques : menacés par neuf sociétés nationales d'être expulsés de l'Association mondiale à Vienne si les abus dans leur pays ne cessaient pas, ces derniers, dont on avait peut-être surestimé l'intérêt qu'ils portaient aux rencontres internationales, ont préféré se retirer. Déjà, après le congrès d'Honolulu, les Soviétiques avaient insisté sur l'absence de la procédure du comité de vigilance alors que des obstacles levés, ils n'avaient fourni aucune réponse précise aux envois par le comité.

Aujourd'hui, à défaut d'une menace d'expulsion, le texte de l'Association propose la négociation d'une hypothétique demande de réintégration des Soviétiques démissionnaires à une double condition : la fin des abus, la libération des victimes.

N.B.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de mai : 10,50 F

Un sujet scandaleux ?

- « Je suis spontanément attirée par certains élèves parce qu'ils sont mignons... »
- « Si on a une relation trop intime, le travail en prend un coup... »
- « C'est plein de sexualité, un lycée... »
- « Le ventre, ça fascine... »
- « Séduire ses élèves, n'est pas les abuser... »

Dans le Monde de l'éducation, les professeurs parlent. Avec franchise et liberté.

Lisez

L'AMOUR AU LYCÉE

Une grande enquête de CHRISTINE GARIN et Yves-Marie LABÉ

LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE FONT DES CONTRE-PROPOSITIONS AUX MÉDIATEURS

Une nouvelle réunion était prévue, ce mercredi 11 mai, entre le Comité inter-C.H.U. national (C.I.C.N.) des étudiants en médecine grévistes et les médiateurs nommés par M. Pierre Mauroy. Le C.I.C.N. devait, à cette occasion, présenter plusieurs amendements aux dernières propositions qui ont été faites (le Monde daté 8-9 mai).

Une réunion enfin en vue ou, au contraire, ne s'agit-il que d'une nouvelle étape d'un conflit qui dure depuis maintenant près de douze semaines ? Après consultation de la base, les amendements présentés par le C.I.C.N. modifient de manière notable les propositions des médiateurs.

En ce qui concerne l'accès aux spécialités, les étudiants acceptent pour la première fois la notion de concours unique. Ils demandent, en revanche, la création d'une « section libre d'épreuves ». Celles-ci ouvriraient à tous les quatre options (médecine des spécialités, chirurgie, biologie médicale et psychiatrie). Selon eux, le choix des spécialités (dans l'option médecine des spécialités) ne devra pas être en cours de cursus, mais non au début.

Les étudiants demandent la création de « passerelles » permettant la poursuite de la filière médicale générale aux filières récentes et sectorielles. Ils demandent aussi, pour la première fois, des garanties portant sur la révalorisation de la médecine générale et l'introduction, dans le cycle de leurs études, d'un enseignement ouvert sur ce type de médecine, mais que, malheureusement, cet enseignement reste trop axé sur la médecine hospitalière.

Enfin, les étudiants qui s'opposent à leurs propositions ne peuvent pas garantir que dans la mesure où les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) nationales disparaissent, d'une manière ou d'une autre, il n'aura, sur ce point, aucune difficulté avec les médiateurs, qui expliquaient, le 6 mai, que cette autonomie des unités, selon eux, acquiesce, point risque pourtant, au moment où le texte de loi portant réforme de l'enseignement supérieur va être examiné, de poser problème.

Au sein du groupe parlementaire socialiste, en effet, une commission complète ne semble pas envisageable. La spécificité pédagogique de l'U.E.R. médicale, est acquiescée, leur spécificité financière est à définir. En ce qui concerne la spécificité administrative, explique-t-on au groupe, elle conduirait à remettre en cause l'esprit même de la loi.

J.-Y. N.

LES CONSÉQUENCES DE LA GRÈVE DES INTERNES ET CHEFS DE CLINIQUE

Les directeurs de C.H.U. demandent d'urgence une aide financière

Les directeurs des hôpitaux universitaires (C.H.U.) ont demandé des mesures d'urgence prises pour faire face aux conséquences financières du récent mouvement de grève des internes et chefs de clinique. La diminution d'activité observée le 22 mai au début du mois de mai dans les C.H.U. est à l'origine d'un manque à gagner sur le plan financier avoisinant au total 1,3 milliard de francs, indiquent-ils à la Fédération hospitalière de France. Les directeurs de C.H.U. demandent donc des mesures de trésorerie en précisant le montant.

afin, expliquent-ils, de ne pas laisser les intérêts des fournisseurs ou créanciers des C.H.U., et en attendant que soient « rapidement alloués » des moyens financiers nécessaires au réajustement financier des budgets de 1983.

Ces demandes seront formulées à l'échelon de chaque établissement hospitalier et pourraient prendre diverses formes (révalorisation du prix de journée, emprunts, acomptes récupérables). Les directeurs de C.H.U. réclament aussi que « soient précisées avec suffisamment de clarté les modalités » des moyens mis en place de disposition découlant du fait de grève et de « service minimum ».

Pour sa part, l'Assistance publique (A.P.) estime que sa perte se chiffre à 145 millions de francs pour mille journées d'hospitalisation perdues.

« Manifestations des étudiants en chirurgie dentaire ». Près de 100 étudiants en chirurgie dentaire en grève ont manifesté le mardi 10 mai sur l'esplanade du Champ-de-Mars à Paris.

École d'été Science de l'information

L'INDEXATION DES DOCUMENTS TEXTUELS

14-23 septembre 1983
INSCRIPTION : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DBMIST, 3, boulevard Pasteur, 75015 (France)
Date limite de dépôt des demandes : 14 mai 1983

ÉDUCATION

APRÈS LA DÉMISSION DU DOYEN

Un directoire d'administrateurs provisoires pourrait être mis en place à l'U.E.R. de droit de Nice

Une grève des étudiants déclenchée le 28 avril pour protester contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur, et suivie, le 5 mai, d'une occupation des locaux, est à l'origine de la crise ouverte au sein du conseil de gestion de l'U.E.R. de droit et de sciences économiques de Nice, par la démission, le 6 mai, du doyen et de dix autres élus minoritaires de son équipe. Bien que la majorité de gauche reste en place, ces démissions soulèvent le problème inédit de la validité des décisions du conseil.

Les étudiants grévistes se sont engagés auprès du recteur d'académie, M. Paul Verdier, à évacuer les locaux universitaires le vendredi 13 mai, avant l'organisation d'un vote sur une éventuelle reconduction de leur mouvement le lundi 16 mai. Plusieurs examens partiels ainsi que les épreuves écrites de l'examen spécial d'entrée à l'université ont, d'ores et déjà, dû être reportés.

De notre correspondant régional.

Nice. — La démission du doyen de l'U.E.R. de droit, M. Jean-Marie Rainaud (modéré), a été la première d'une série d'actes administratifs. Tout en s'estimant en mesure de gérer de plein droit, la majorité du conseil de gestion a demandé un président de l'université, M. Marcel Assolant — qui a répondu, à la date du 9 mai : c'est-à-dire le jour même où le conseil de gestion des étudiants a été élu — à la grève des étudiants dans les locaux de l'U.E.R. de droit.

Par la suite, une négociation a été menée par M. Rainaud avec les étudiants. M. Rainaud avait été élu président du conseil de gestion à la suite d'une élection partielle pour avoir pris l'initiative de suspendre provisoirement les cours. Depuis les élections municipales de la fin de 1982, qui avaient placé en position d'arbitre deux élus d'une liste marginale (1), il ne disposait plus, en fait, d'une véritable majorité. Les syndicats d'étudiants de gauche (UNEF-Solidarité animée par des communistes et UNEF-ID, animée par des trotskistes et des socialistes) ont prononcé contre la grève décidée par le conseil de gestion le 28 avril et l'ont révoquée dans les mêmes conditions (20 pour, 502 contre), le 5 mai.

Après deux tentatives infructueuses, une

cinquantaine d'étudiants grévistes s'étaient installés dans l'établissement, le 11 mai au soir, en imposant un blocus, y compris au personnel administratif. Tout en s'estimant en mesure de gérer de plein droit, la majorité du conseil de gestion a demandé un président de l'université, M. Marcel Assolant — qui a répondu, à la date du 9 mai : c'est-à-dire le jour même où le conseil de gestion des étudiants a été élu — à la grève des étudiants dans les locaux de l'U.E.R. de droit.

M. Verdier, de son côté, considère que le conseil est de facto, « en sommeil » et a demandé à M. Rainaud d'expédier les affaires courantes en attendant que des élections ministérielles ordonnent soit une dissolution suivie d'élections générales, soit des élections complémentaires par collèges. Le recteur a fermement condamné l'occupation de la faculté, qu'il a estimée « non seulement illégale mais aussi dangereuse », sans en excluant le recours à la force.

GUY PORTE.

(1) Il s'agit de la Liste des universitaires ignorés (LUI) présentée par des dissidents de l'UNEF-ID. Le conseil est composé de trente-neuf membres dont dix-sept représentants de syndicats d'étudiants et d'enseignants de gauche (UNEF-Solidarité, UNEF-ID, UNEF-Sup et SGEN-C.F.D.T.).

LA GRÈVE A L'UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE-III

UNE LETTRE DE M. CHARLES DEBBASCH

M. Charles Debbasch, professeur de droit public à l'université d'Aix-Marseille III, nous a adressé une lettre dans laquelle il répond à deux universitaires aixois qui l'accusaient d'avoir suspendu ses cours pour transformer des étudiants en grévistes (le Monde daté 7 mai). Ces professeurs répondaient eux-mêmes aux propos de M. Debbasch dans le Monde du 5 mai.

M. Debbasch écrit :

« Il est hors de question que je sois polémique avec Loïc Philip Charles Cadoux qui vient en moi-même à la fois le chef d'orchestre de la grève des étudiants et l'écritain de la partition d'Alain Savary. Quel pouvoir m'attribuerai-je deux enseignants ? »

« Les milliers d'étudiants qui ont scruté l'acte de la grève : j'en serais l'instigateur. La réforme Savary : j'en serais le précurseur à Aix-Marseille. »

« Ces illustres collègues ne font beaucoup d'honneur. Je les aime quelque peu gênés devant l'étendue de l'influence qu'ils m'attribuent. Puis-je leur adresser un amical souhait, celui de retrouver la confiance des étudiants et de leurs collègues dont ils ont été privés lors des élections universitaires et que je m'honore d'avoir recueillies. »

la confiance des étudiants et de leurs collègues dont ils ont été privés lors des élections universitaires et que je m'honore d'avoir recueillies. »

A l'Assemblée nationale

UNE SEMAINE DE DÉBAT POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Commission de l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'enseignement supérieur a officiellement inscrit à l'ordre du jour du 24 mai. Toute la semaine, y compris, en cas de nécessité, le dimanche 29 mai, a été réservée à ce long débat.

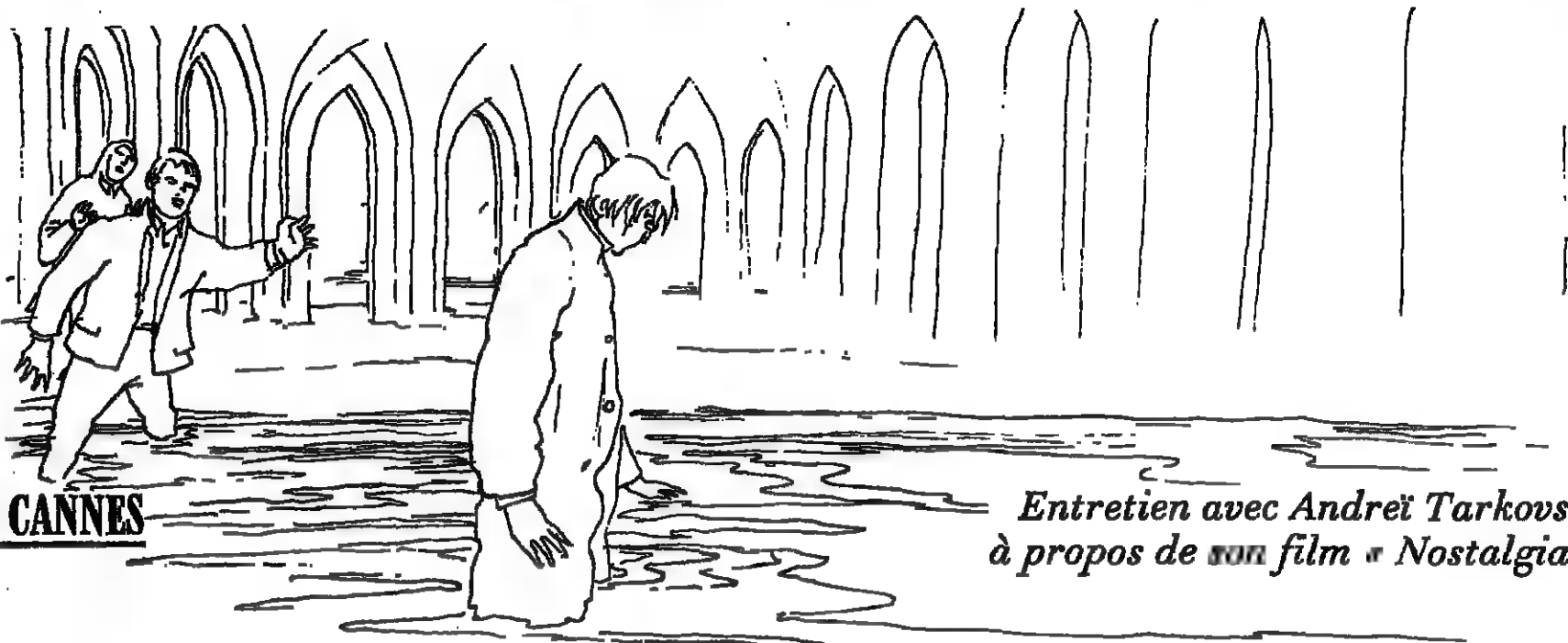
Les députés ont l'intention d'amender le texte pour le « préciser ». M. Pierre Joxe, le président de leur groupe, et pour mieux définir les finalités du premier cycle qui le caractère d'ouverture du second cycle, et de créer une représentation des étudiants au conseil d'administration des universités.

L'opposition à l'attention d'utiliser toutes les possibilités, la procédure pour retarder le débat : M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) défendra une « question préalable » sur l'objet de faire décider qu'il n'y a pas lieu de débattre de la loi. M. Jean-Louis Masson (R.P.R., Moselle), lui, a exceptionnellement, l'U.D.F., le nom de laquelle M. Raymond Barre (app. U.D.F., Rhône) devrait intervenir, veut présenter un très nombreux amendement, et M. Alain Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) a déposé une demande de renvoi.

À l'occasion de l'ouverture du parlementaire, des manifestations sont prévues. D'une part, la Fédération des syndicats de l'enseignement supérieur, Cercles universitaires, la Confédération des étudiants de France, le Collectif des étudiants libéraux de France et l'Union interuniversitaire appellent à l'union et à la mobilisation totale le 24 mai : d'autre part, l'UNEF indépendante nationale des étudiants de France, démocratique (animée par des trotskistes) et des enseignants envisage une manifestation le même jour à Paris.

مكتبة الوطن

ARTS ET SPECTACLES



LE XXXVI^e FESTIVAL DE CANNES

Entretien avec Andreï Tarkovski
à propos de son film « Nostalgia »

Avec *Nostalgia*, le nouveau film d'Andreï Tarkovski, le secret a été tenu, jusqu'au bout. Personne ne l'aura vu jusqu'à sa projection, à Cannes, le 10 mai. Hervé Guibert a rencontré cependant Andreï Tarkovski à Rome, où il vit actuellement et où il a tourné son film.

Le noir coloris de la nostalgie

« On m'a dit, à Paris : Andreï Tarkovski préfère un interprète russe ; il soupçonne tous les interprètes russes de travailler pour le K.G.B. »

— Ce doit être une blague, dit Andreï Tarkovski : « Moi, je suis un réfugié polonais depuis 1945, citoyen italien. »

— Alors, qu'est-ce que raconte Nostalgia ?

— Quelques jours seulement nous séparent de sa projection à Cannes. Je n'ai presque rien dit sur le film, et je ne veux pas anticiper. Je peux cependant mentionner quelques informations concrètes qui pourraient préparer le spectateur, mais qui ne lui représenteraient pas le film en tant que tel. Mon matériau est une scène lui-même ne l'a pas encore vu.

— Vous savez quand même ce que vous avez voulu y mettre ?

— En deux mots, j'ai voulu raconter ce que veut dire la nostalgie, mais j'entends ce mot dans son sens russe, c'est-à-dire de maladie mortelle. J'ai voulu montrer des traits psychologiques typiquement russes, dans la lignée de Dostoevski. Le terme russe est difficile à traduire : ce n'est pas la compassion, c'est plus fort encore, c'est s'identifier à la souffrance d'un être humain, d'une façon passionnée.

— La souffrance de quel être ?

— En principe, il s'agit d'un homme quelconque, des rapports des hommes en général, mais naturellement ce sentiment de compassion devient extrêmement fort quand il s'agit d'un homme qui vous est proche.

— Mais qui souffre de quoi ?

— J'ai trois héros : un voyageur russe, un poète, sa traductrice et un Italien qui les rencontrent dans la province italienne. La nostalgie est la compassion du personnage russe vis-à-vis de l'Italien.

— L'Italien souffre davantage que le Russe ?

— Je pense que oui. Mais je ne peux pas entrer dans les détails, ce serait toucher au sujet du film, qu'il faut laisser aux spectateurs. Le sujet d'ailleurs n'a pas une importance décisive, car le film ne se base pas directement sur lui, il est formé par une autre matière. C'est la première fois, dans mon expérience, que j'ai senti à quel point le film en lui-même pouvait être l'expression des états psychologiques de l'auteur. La nostalgie principale assumée le rôle de l'alter ego du metteur en scène.

— Comment pouvez-vous vous rapprocher de vous ?

— Il n'était pas prémédité. La chose s'est passée pendant la réalisation, je ne l'ai pas voulu consciemment. M'en ai rendu compte en découvrant sa matière.

— Ce sont les acteurs qui ont pourvu à cette identification ?

— On ne peut pas sous-estimer l'importance des acteurs, mais je ne pense pas qu'ils en soient responsables. C'est comme une coïncidence : ce que j'ai voulu montrer s'est tout à coup rapproché des états d'âme que j'ai vécus pendant mon séjour en Italie. Il serait difficile de discerner les facteurs de cette situation.

— Chacun connaît sa souffrance ; chez vous, où prend-elle son origine ?

— Dans le fait que l'homme se soit trop enfoncé dans les choses matérielles. Pendant le processus du développement historique, le progrès a été à pas de géant par rapport au développement spirituel. L'homme ne s'est pas rendu compte que cette matérialité ne s'harmonisait pas avec son esprit.

— De quel droit parlez-vous de l'homme en général ?

— En général, l'homme a tendance à parler des autres plutôt que de lui-même, à penser davantage aux autres qu'à lui, dans le sens où il se nie. L'homme est assez matérialiste en ce qui concerne son propre sort. L'égoïsme ne signifie pas l'amour de soi, c'est une chose complètement opposée. Tout dépend d'où l'homme fait partir le sens de sa vie. Si nous pensons que l'homme ne s'appartient pas lui-même, l'homme ne peut pas exprimer l'amour de soi. On commence à penser à soi assez tard, très tard dans la vie, on doit en prendre conscience.

— Qu'est-ce qui en empêche ?

— Juste cette nécessité de vivre de façon matérielle dans cette vie matérielle. Tous les hommes n'arrivent pas à comprendre qu'ils ont aussi une vie spirituelle.

— Comment, dans votre film, s'est-elle affirmée ou confirmée ?

— Je ne suis pas sûr d'avoir déjà acquis la conscience de cet être spirituel, mais j'en possède l'essence, et j'ai l'impression qu'ils se développent d'eux-mêmes. Quelquefois je me dis qu'un quel que soit par le mal et qui me guide.

— Comment, dans votre film, s'est-elle affirmée ou confirmée ?

— Je ne suis pas sûr d'avoir déjà acquis la conscience de cet être spirituel, mais j'en possède l'essence, et j'ai l'impression qu'ils se développent d'eux-mêmes. Quelquefois je me dis qu'un quel que soit par le mal et qui me guide.

— La vie à Rome est-elle plus confortable pour vous ?

— En général, je cherche à fuir la mondanité de la vie sociale, si intense dans les capitales. De ce point de vue, je suis obligé, à Rome, de voir plus de personnes, de maintenir plus de contacts que dans ma patrie.

— Pourquoi avoir choisi l'Italie ?

— Je m'y étais rendu plusieurs fois auparavant : je connaissais mieux le milieu. Il m'a semblé naturel d'y revenir. Il y a la Russie, c'est le pays où je me sens le mieux. J'aurais du mal à l'expliquer : je crois que c'est lié au genre particulier de la vie italienne : son chaos même a de la personnalité, de la vitalité. Il n'y a pas ici cette « métaphysique » des pays nordiques. Et l'indifférence orientale pour la vie matérielle est l'attitude la plus proche de moi. Un sens spirituel, l'Orient, par sa tradition et par sa culture, est plus près de la vérité que l'Occident.

— L'exil italien relève de toute une tradition romanesque en Russie...

— L'ambiance générale produite par l'Italie, sa surface semblent in-

— C'est une sensation qui n'a rien à faire avec le plaisir ou le peur. Elle est plutôt sécuritaire, rassurante, elle se rapproche d'un état de bonheur qui jusque-là m'était inconnu. Avec elle, on ne se sent plus une personne isolée, isolée à l'extrême.

— Vous ressentez l'œil, avec toute sa mythologie ?

— Je ne peux pas dire objectivement que je me trouve dans un exil. Je suis venu à Rome en mars de l'année passée pour réaliser un film. J'ai un contrat de collaboration avec la RAI, je suis comme un travailleur immigré.

— En Union soviétique, avez-vous le sentiment d'être un privilégié ?

— Non, heureusement pas.

— Comment vos films y sont-ils reçus ?

— Le point de vue officiel est qu'ils sont difficiles à comprendre. Serge Bondarchouk a énoncé cette idée en Italie lors d'une conférence de presse. Néanmoins, surtout les jeunes regardent mes films avec un intérêt énorme. Je dirais même qu'il y a une contradiction entre ce que déclare Bondarchouk et la vérité.

De temps en temps, je sens la peur

— Qui est Bondarchouk ?

— C'est le plus grand metteur en scène soviétique. Il a été lauréat de tous les prix possibles et officiels en U.R.S.S. C'est bien dommage que vous ne le connaissiez pas.

— Vous n'avez jamais peur ?

— Comme tout le monde. De temps en temps je sens la peur.

— La vie à Rome est-elle plus confortable pour vous ?

— En général, je cherche à fuir la mondanité de la vie sociale, si intense dans les capitales. De ce point de vue, je suis obligé, à Rome, de voir plus de personnes, de maintenir plus de contacts que dans ma patrie.

— Pourquoi avoir choisi l'Italie ?

— Je m'y étais rendu plusieurs fois auparavant : je connaissais mieux le milieu. Il m'a semblé naturel d'y revenir. Il y a la Russie, c'est le pays où je me sens le mieux. J'aurais du mal à l'expliquer : je crois que c'est lié au genre particulier de la vie italienne : son chaos même a de la personnalité, de la vitalité. Il n'y a pas ici cette « métaphysique » des pays nordiques. Et l'indifférence orientale pour la vie matérielle est l'attitude la plus proche de moi. Un sens spirituel, l'Orient, par sa tradition et par sa culture, est plus près de la vérité que l'Occident.

— L'exil italien relève de toute une tradition romanesque en Russie...

— L'ambiance générale produite par l'Italie, sa surface semblent in-

beaucoup de peine à travailler. Il aimait énormément l'Italie et avait demandé plusieurs fois aux autorités russes de s'y installer, arguant de la fragilité de sa santé et de la rudesse du climat. Pouchkine aussi avait voulu travailler à l'étranger, mais le tsar ne le lui avait pas permis. En revanche, si on pense à Bourine, qui connaissait la situation de l'œil et qui en souffrait, c'est à Paris et à Gresse qu'il a produit ses plus beaux récits. On retombe sur le problème des matériaux dans notre vie. On pense que les rapports entre les membres d'une même famille sont les plus essentiels, mais ce sont aussi ceux qui provoquent les plus grandes souffrances. Qui a dit que nous devions vivre dans le monde uniquement pour avoir du plaisir ? Cette affirmation, je la trouve ridicule et erronée.

— Mais votre déplacement géographique a-t-il entraîné une déperdition de vos éléments de travail : le langage, les voix, même le couleur de l'air ou la texture des pellicules ne devaient pas être les mêmes...

— J'avais la réputation d'être un pessimiste. Quand j'ai pu voir le film que j'ai réalisé ici, j'ai été moi-même touché par sa tristesse, par son noir coloris. Ce n'est pas un pessimisme du pessimisme, car le film n'est pas construit sur des matériaux matériels. Mais on ne peut pas dire que j'aie perdu la joie et la gaieté de l'Italie. On me reproche comme défaut l'impatience et l'introversion. C'est vrai que les personnes joyeuses provoquent un mal certain irritation, je ne les supporte pas. Mais les âmes malades par faites auraient le droit d'être joyeuses, ou les enfants, ou les vieillards. Mais les personnes joyeuses, généralement, n'ont pas beaucoup de qualités. Je pense que la joie est une incompréhension de la situation dans laquelle on se trouve.

— Il y avait Guney, l'auteur de Yoi, qui avait un caractère très dur, il présente à l'écran le Mur, un film turc réalisé dans la province française...

— C'est une situation humaine. Mais je ne suis pas sûr que les conditions de vie dans les pays aient une influence aussi forte sur la personnalité humaine. Plus que jadis, nous n'attachons pas d'importance au développement de l'individu. Il semblerait au contraire que nous nous efforçons de l'effacer, nous nous efforçons de le matérialiser comme des machines à la miell. Et nous nous y sentons à l'aise. Le progrès est-il la bonne direction ? Si l'on compare la situation des victimes faites par l'inquisition à celle des victimes dans les camps de concentration, on se dit que l'inquisition était un peu d'or. Le plus grand malheur de nos temps est de penser que, se réduisant à quelques personnes d'un type spirituel inférieur pourront apporter le bonheur au monde de l'humanité. Un nouveau, les hommes pensent à élever les autres. Mais, pour élever les autres, il faut d'abord se sauver soi-même. Il faut posséder

une âme spirituelle. Sans elle, ce qui se passe dans le monde est une imposition, une violence. Et chacun des hommes pourrait se sauver lui-même, il n'aurait pas besoin de nous. Les hommes, les choses, les idées, les paroles, tout ce qui est au monde nous nous pardonnons les péchés les plus graves.

— Le principe du mal n'est-il pas plutôt le principe politique que le principe matériel ?

— La politique est une activité matérielle de l'homme.

— Vous préférez préserver la spiritualité plutôt que l'émotion ?

— L'émotion est l'essence de la spiritualité. Hermann Hesse a dit une chose juste en ce qui concerne la poésie. Dans le Jeu de Jacobus du verre, il écrit que la passion est un écartement entre le monde extérieur et le monde intérieur, l'âme. Il est évident que Hesse considérait la poésie comme la rencontre de l'homme avec la réalité matérielle. L'émotion n'a rien à faire avec la vraie spiritualité.

— Vos films prouveraient que vous êtes attaché à la métaphore ?

L'homme devrait pouvoir vivre dans le vide

— L'homme a-t-il essayé de recréer autour de lui, par les objets familiers, votre monde russe, ou à l'inverse la plus grande du cinéma ?

— Ce n'est peut-être produit, certaines personnes l'ont noté, mais c'est à l'émotion que j'ai voulu m'enrouler. Ce n'est pas un fait positif. L'homme devrait pouvoir vivre dans le vide. Tarkovski a dit que nous devrions être capables de nous séparer des choses matérielles. C'est tout simple. Le problème est de savoir différencier les choses matérielles des choses impossibles.

— Mais cette photo du chien, qui est le symbole de vous ?

— C'est un chien russe, c'est un membre de ma famille qui vit en Russie, mon fils, ma belle-mère.

— La nostalgie vous ramène-elle à vous-même, à vos thèmes ?

— Je me rappelle les paroles d'une personne simple, qui disait : l'homme qui se sent mal avec lui-même, la solitude touche à sa fin ; c'est le signe d'un manque de spiritualité. Ce ne veut pas dire que j'ai peur de moi seul, ni que je me considère un être supérieur de spiritualité.

— Le regard qui vous est si cher photographique, c'est quoi ? L'amour ?

— Oui, certainement. Mais je ne suis pas sûr que ce soit un bien. Je le considère plutôt comme un défaut, un sentiment qui m'affaiblit. Mais peut-être que quelques personnes d'un type spirituel inférieur pourront apporter le bonheur au monde de l'humanité. Un nouveau, les hommes pensent à élever les autres. Mais, pour élever les autres, il faut d'abord se sauver soi-même. Il faut posséder

— Mais ce n'est pas une métaphore, mais la réalité et jusqu'à la fin. Tout ce qui nous entoure est une métaphore.

— Mais dans vos films, quelle part de réel, quelle part d'émotion et quelle part de vous-même y a-t-il ?

— Il n'est pas possible de séparer quelque chose d'autre. Tout est lié. Malheureusement nous ne pouvons pas abandonner la réalité. Nous pouvons nous exprimer, à l'égard du monde qui existe, d'une façon poétique ou d'une façon purement descriptive. Moi, je préfère m'exprimer d'une façon métaphorique. J'ai voulu pour dire métaphorique, ce n'est pas symbolique. La poésie comprend en lui-même une détermination, une formule intellectuelle, tandis que la métaphore, c'est l'image. C'est une image qui reflète les mêmes caractéristiques que le monde qu'elle représente. Contrairement au symbole, elle a un sens indéfini. On ne peut pas parler du monde, qui est justement illimité, en utilisant des moyens humains définis et limités. On peut utiliser une formule, c'est-à-dire un symbole ; mais une métaphore est un être en elle-même, un monôme. Il est la touche, sans la quelle les choses se démontent.

— L'homme a-t-il essayé de recréer autour de lui, par les objets familiers, votre monde russe, ou à l'inverse la plus grande du cinéma ?

— Ce n'est peut-être produit, certaines personnes l'ont noté, mais c'est à l'émotion que j'ai voulu m'enrouler. Ce n'est pas un fait positif. L'homme devrait pouvoir vivre dans le vide. Tarkovski a dit que nous devrions être capables de nous séparer des choses matérielles. C'est tout simple. Le problème est de savoir différencier les choses matérielles des choses impossibles.

— Mais cette photo du chien, qui est le symbole de vous ?

— C'est un chien russe, c'est un membre de ma famille qui vit en Russie, mon fils, ma belle-mère.

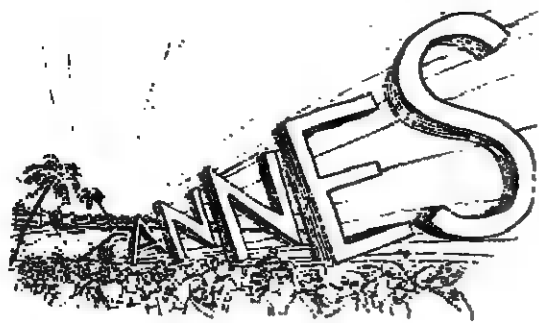
— La nostalgie vous ramène-elle à vous-même, à vos thèmes ?

— Je me rappelle les paroles d'une personne simple, qui disait : l'homme qui se sent mal avec lui-même, la solitude touche à sa fin ; c'est le signe d'un manque de spiritualité. Ce ne veut pas dire que j'ai peur de moi seul, ni que je me considère un être supérieur de spiritualité.

— Le regard qui vous est si cher photographique, c'est quoi ? L'amour ?

— Oui, certainement. Mais je ne suis pas sûr que ce soit un bien. Je le considère plutôt comme un défaut, un sentiment qui m'affaiblit. Mais peut-être que quelques personnes d'un type spirituel inférieur pourront apporter le bonheur au monde de l'humanité. Un nouveau, les hommes pensent à élever les autres. Mais, pour élever les autres, il faut d'abord se sauver soi-même. Il faut posséder

Propos recueillis par
HERVÉ GUIBERT.



Yang Yanjin et Xie Jin

Entretien avec Paul Vecchiali

Une renaissance du cinéma chinois

Le temps est venu du rêve réel

La Petite Rue, de Yang Yanjin, présentée le 11 mai à la Quinzaine des réalisateurs. Le lendemain, un certain regard cinématographique, notre correspondante à Pékin, Anita Rind, replace ici leur œuvre idéologique et politique. Depuis la révolution culturelle, la production cinématographique de la République populaire chinoise a en effet largement évolué, quantitativement et qualitativement.

APRÈS l'appauvrissement et la décadence provoqués par la révolution culturelle, le cinéma chinois connaît, depuis trois ou quatre ans, un nouveau souffle. Des réalisateurs plus jeunes ont lancé une expression. La grandiloquence révolutionnaire a fait place à un regard plus humain, plus proche de la vie des êtres, de leurs peines, de leurs amours, de leurs aspirations. Phénomène réconfortant : cette plus grande liberté s'est accompagnée, chez certains, d'une volonté de renouveau esthétique traduisant un intérêt plus marqué pour la valeur artistique, voire esthétique des images et non plus à leur seul contenu idéologique.

Toutefois, les esprits ? Certes, non. La propagande garde ses exigences, elle continue à changer. L'illustration de la lutte révolutionnaire n'est plus la tâche primordiale. Le rôle d'ordre moral de gagner les cœurs et les esprits à la modernisation du pays, de la culture, de la science, de la technologie, de la vie, est devenu plus attentif au malaise de certains groupes sociaux, les jeunes en particulier et les intellectuels. En même temps, l'attention de la révolution culturelle reste constante, parfois en contrepoint, parfois de façon plus centrale.

La révolution n'est pas toujours au rendez-vous. Le réalisateur peut même se permettre de la décrire comme un moment où il s'aperçoit que l'histoire est celle de la vie de son interlocuteur. L'originalité du film, le passé et le présent se mêlent, l'histoire est racontée sur un rythme rapide pour le cinéma chinois, d'offrir trois fins possibles au spectateur. Comme si l'avenir était incertain, comme si l'individu placé devant ses responsabilités, avait le pouvoir d'influer sur le cours des événements. Pis : l'une des issues envisagées, très pessimiste, évoque la décadence de la « génération perdue », des illusions et sans espoir. Cette rupture avec le déterminisme idéologique de la rigueur est une véritable révolution. Elle n'a pas manqué de provoquer des grincements de dents.

Le tournage du film ne s'est pas limité à la part des autorités et des artistes, mais a permis de reproduire l'histoire d'un lignage directrice précise, racontée du point d'interrogation final. Le public, quant à lui, s'est montré un peu désorienté ou bien, au contraire, séduit par la possibilité d'élire son imagination.

Enfin, d'un premier film, le *Sourire crispé*, le réalisateur Yang Yanjin, se livre à cette tentative

L'Hôtel de Pékin, lieu de passage du grand tournage international dans la capitale chinoise. C'est l'occasion, pour le réalisateur, d'opposer la simplicité et la modestie du lieu à un monde frelaté, sophistiqué, où le whisky et le sexe s'écoulent sur l'air de musique de jazz occidentale. L'intention est claire.

Le film ne tient à rien : quelques scènes sont sorties, le parti lancé est une œuvre de propagande, précisément sur le thème du patriotisme, un direction principallement de la jeunesse. Corollairement, ce gardien de chevaux, bien dans la scène, répliquait à un autre film, la scène était critique, puis interdite, qui avait été interdite d'un scénario de l'écrivain Huo. Dans cette œuvre-là, la fille du héros, un jeune intellectuel, est de la révolution culturelle, amoncelait la fin du film son émigration d'émigré.

Loué par les officiels, le film a été coupé d'une partie du public.

Le balayeur et l'aristocrate

Le metteur en scène écoute le récit d'un orléanais jusqu'au moment où il s'aperçoit que l'histoire est celle de la vie de son interlocuteur. L'originalité du film, le passé et le présent se mêlent, l'histoire est racontée sur un rythme rapide pour le cinéma chinois, d'offrir trois fins possibles au spectateur. Comme si l'avenir était incertain, comme si l'individu placé devant ses responsabilités, avait le pouvoir d'influer sur le cours des événements. Pis : l'une des issues envisagées, très pessimiste, évoque la décadence de la « génération perdue », des illusions et sans espoir. Cette rupture avec le déterminisme idéologique de la rigueur est une véritable révolution. Elle n'a pas manqué de provoquer des grincements de dents.

Le tournage du film ne s'est pas limité à la part des autorités et des artistes, mais a permis de reproduire l'histoire d'un lignage directrice précise, racontée du point d'interrogation final. Le public, quant à lui, s'est montré un peu désorienté ou bien, au contraire, séduit par la possibilité d'élire son imagination.

Enfin, d'un premier film, le *Sourire crispé*, le réalisateur Yang Yanjin, se livre à cette tentative

par une certaine sympathie envers le personnage et la beauté des vastes espaces du nord de la Chine, le *Garde de chevaux* n'en a pas moins irrité à cause de son formalisme et de ses incohérences. Le réalisateur Xie Jin, représentant de l'ancienne génération, a eu, mal, malgré son talent, le se dégarer du schéma du « héros positif ». Il avait su, en d'autres occasions, montrer plus d'audace : une œuvre précédente, *Le Lézard des neiges*, sortie un an après le *Garde de chevaux*, avait été retirée de l'affiche à peine sortie du public.

Plus intéressante est la démarche de Yang Yanjin, le jeune réalisateur de *La Petite Rue* (Xiaojie). Sur le thème central de la révolution culturelle, sa greffe ici, judicieusement, du destin d'une génération et du malaise de la jeunesse d'aujourd'hui.

Un jeune homme et la démarche titonnante revient sur les lieux de son passé à la recherche d'une jeune fille qu'il aime et qu'il aime toujours. La rue où elle habitait est restée la même, mais lorsque l'émigré dans la maison qui était la sienne, il trouve un nouvel habitant, un jeune homme, qui commence à lui raconter une histoire où il est question de gardes rouges hantés, d'une jeune fille qui on rase le crâne, et, au milieu de la tourmente et de la violence, de la naissance d'un amour qu'un jeune travailleur éprouve pour elle.

ouvre comme l'un des cinéastes les plus prometteurs de la génération. Mais d'autres réalisations témoignent de cette renaissance du cinéma chinois. Parmi elles, *Les Voies*, de Zheng Dongtian (associé à M. Xu Guiming) démontre, dans un style réaliste sans complaisance, les difficultés de la vie quotidienne dans les villes (logement, promiscuité, privilèges des cadres). Il n'a pas un genre tout à fait différent, le *Talisman* (Ruyi) évoque avec beaucoup de poésie, de sensibilité et de sens esthétique un amour entre un vieux balayeur de rue et une aristocrate déchu par la libération. Réalisée par un jeune metteur en scène de talent, Huang Zhanzhong, cette œuvre a eu la chance d'être sélectionnée pour le Festival des Trois Continents qui se déroulera à Nantes en novembre prochain.

Ces exemples apportent la démonstration de la vitalité que commence à retrouver le cinéma chinois tant dans son inspiration que pour ce qui est de la qualité de la nouvelle génération des réalisateurs. Il faut souhaiter que ce ne soit pas simplement l'éclosion d'un seul printemps.

ANITA RIND.

PAUL Vecchiali dédie son film *En haut du monde* à sa mère, qui ne le verra pas. Au générique, la photo de Danièle Darrieux se superpose à celle d'une vieille dame malicieuse - la fiction présente se superpose au passé. Paul Vecchiali, qui se mêle à la gaie, vibrante d'énergie et qu'elle aime chanter. Son personnage du film, elle a connu la misère, et pour en protéger sa famille a bâti sa vie « pour qu'il y ait au moins un peu de tangible ». Paul Vecchiali, huit ans, elle a soigné son mari, atteint d'un cancer. Un jour, il réclame une piqûre. Il était si maigre, que ce film plus possible. Il dit : « Je veux un enterrement décent ». D'un coup la vieille dame tire l'oreiller de dessous sa tête, le geste était brutal, marquait rageusement le choix de la vie, le refus de s'attarder au malheur. Aussi, quand Paul Vecchiali en allant la voir la trouve morte, quand il lui entend dire « Je t'ai déçu », c'est un choc.

Quelque chose est cassé qu'il lui faut reconstruire. La mise en place de ce film. La mise en place de la production, la préparation qui dure quatre ans : « Je fais du cinéma, dit-il comme me mère, arrangez-moi une maison, selon mes moyens. Je ne suis pas riche, mais la pellicule coûte cher, le laboratoire aussi. Un film, c'est cher. J'ai écrit directement la continuité sans passer par le scénario... »

Paul Vecchiali est un auteur, il fait du cinéma d'auteur, il cent pour cent. Et il quoi cela correspond-il, en 1983, dans un temps où la coproduction internationale est une solution de rentabilité ?

« Il faudrait, pour s'y reconnaître, remonter aux années 30, dit Paul Vecchiali. Le cinéma français d'alors était fait de grands plans magiques, de grands acteurs. Parallèlement, les Américains, sous l'impulsion de directeurs de studio, travaillaient sur le rythme - et je pense cela n'engage que moi - je pense qu'en France d'aujourd'hui les auteurs ont créé une sorte de compromis : le classicisme, beaucoup chez nous où il a été un peu abandonné par la nouvelle vague a voulu balayer, en partant de la production. On s'efforçait de raconter l'histoire possible à l'intérieur d'une histoire donnée, au lieu de se battre pour trouver les moyens de fabriquer telle histoire.

ce qui oblige à adapter sa langue - je préfère ce mot à celui de langage - aux exigences de l'argent.

« Il y avait, chez les cinéastes, le plaisir de la découverte, une fraîcheur dans le public avait besoin, puisque le succès a été immédiat. Seulement, par nature, la fraîcheur est éphémère. On se lasse, on voit les tic et, peu à peu, se met en place un autre, pour lequel on réagit. Mais la fraîcheur n'est plus là. On n'est plus une vague, c'est une marée, un éparpillement de cinéastes. Claude-Jean Philippe, nous avons voulu faire la compte - hors jugement de valeur et sans arriver jusqu'à la subtilité nous en avons eu assez - les indépendants qui travaillent à côté des systèmes, des écoles. Chacun dans son coin, dans tous les sens.

« C'est trop pour un critique, qui par conséquent se fait les

complices du système pour le cinéma français est médiocre. En réalité, ces formes éparpillées, on ne les voit que si elles sont ficelées qui offrent des garanties. Et on nous dit : « Vous êtes fous. »

Mais moi, je suis un incorrigible optimiste et je crois que le public va se lever au scénario, je mets un peu de perspective. Le cinéma c'est ça, on y vient chercher le rêve. Dans le monde du cinéma, il y a un monde qui, il suffisait d'un palace au lieu d'un d'Azur pour dévaler l'imagination. C'était comme le cosmos. Le cinéma n'est pas un monde en soi-même à qui il faut des images. Il n'y a pas d'extérieur ni suggère cette réalité qu'on nous aujourd'hui d'expliquer. Les images nous arrivent par la même plan que la représentation du réel, elles ont la même texture. Il y a une simultanéité.

Au risque de paraître naïf

« La critique d'auteur, en ce moment, n'est plus l'ambiguïté de l'image, c'est un cinéma de sensibilité, très intime, très subjectif. Un cinéma, précisément, d'auteur. La dialectique individuelle-existence historique existe, le rapport est là. Mais ne s'agit plus l'évolution d'un individu pour décrire un terrain politique - d'ailleurs le terrain politique n'est plus confus, nous cherchons à raconter comment un personnage, avec son passé, est touché par les événements publics, nous tenons compte de ses choix bons ou mauvais, de ses souffrances. Je dénie à quiconque le droit de s'arroger l'exclusivité de la souffrance.

« Nous n'avons plus rien à affirmer. Mais, de la même manière que deux négations valent une affirmation, accentuer la confusion mènera à la clarté. Je le crois, au risque de paraître naïf. Je n'ai pas peur de l'innocence. Il y a eu un temps, celui de Corps à corps, pour dire simplement l'ironie et l'humour. A présent, je refuse de filtrer mes images. Je sais bien ce qu'il faut faire pour éviter telle critique, provoquer tel donnement, mais je veux sauvegarder le rythme naturel de mon imagination. Je suis proche de mes personnages. Je ne les juge pas,

je les respecte, quitte à me rendre ridicule avec eux. La peur du ridicule est la pire des peurs. Je ne suis pas seul à penser de cette manière, le tout est de tenir.

« Les industries investissent dans la recherche, sinon c'est la mort à long terme. Le cinéma vit à court terme, et la recherche on ne sait pas ce que c'est. Tout juste un a priori au vu d'un scénario ou d'une réputation, mais on ne peut pas dire que film d'auteur est un prototype (ce qui fait un problème de sa faiblesse, car le temps manque pour la faire connaître). Depuis longtemps, je propose une « vitrine du cinéma français ». Des générations se sont éduquées aux images américaines. C'est bien, ce n'est pas suffisant. Au lieu de tomber contre l'impérialisme américain, le ministère de la culture devrait reconnaître le patrimoine français. Celui-ci n'est pas les images dites mineures, soi-disant ringardes.

« Tout ce qui est choses à apprendre. Nous avons une tradition, elle existe, il faut permettre de la reconnaître, c'est si simple. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Le moins cher pour le plus grand nombre

LES Chinois comptent treize grands studios de tournage (quatre artistes) répartis dans différentes provinces. Quarante usines sont chargées du développement des films, et un peu plus de trois mille entreprises travaillent en liaison avec la projection et la distribution.

Un peu plus de quatre cents films de fiction ont été tournés entre 1977 et 1982 (contre quelque soixante-dix entre 1965 et 1975), dont plus de la moitié durant ces deux dernières années. A ce genre s'ajoutent les documentaires culturels, historiques, scientifiques, etc.

Les réalisateurs ont, pour la plupart, des budgets très modestes (moins de 500 000 dollars par tournage) à leur disposition. Une fois est rarement répété plus de trois fois. Un même décor de studio est utilisé pour plusieurs films, moyennant quelques légères modifications. Les séquences en extérieur sont limitées en raison de leur coût. Enfin, la prise de son en direct n'existe pas faute d'un équipement adéquat. Quant aux pellicules, elles sont importées pour ce qui concerne la couleur et choisies pour le noir et blanc. Mais les réalisateurs n'utilisent guère ce produit national, jugeant sa qualité encore trop insuffisante.

Une unité de projection n'est pas une salle de cinéma. Il s'agit, dans la quasi-totalité des cas, de locaux ouverts aux spectateurs par les unités de travail ou de quartier et dont l'équipement n'est pas spécifiquement destiné à des projections cinématographiques. Parmi ces unités de projection, un peu plus de quarante mille se trouvent dans les villes - dont quelque deux mille sept cents sont de véritables unités de cinéma (quatre-vingt-dix-neuf pour Pékin) - et quatre-vingt mille en milieu rural. A la campagne, les équipes techniques itinérantes s'installent la plupart du temps dans des locaux officiels où chaque spectateur doit, presque toujours, apporter son tabouret.

Le prix des places, très modique, varie de 5 à 25 centimes. La question essentielle pour les amateurs restant de se procurer des billets en dehors des attributions faites par leur unité, sans avoir à faire une queue interminable.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47bis, avenue Daumesnil (7) - 066-79-10
Myra LANDAU
dessins et collages
Tous les jours (et dim.) 10 h - 18 h
samedi 12 h - 18 h
DU 23 AVRIL AU 29 MAI

VILLE DE PARIS
HELMAN
BRANIERIE DE BAGATELLE
Boulevard des Capucines
Tél. 10 mai au 13 juin

La S.E.M.A. présente
L'Art mural en France, aujourd'hui
Panneaux décoratifs, tapisseries...
MUSEE DU LUXEMBOURG
19, rue de Valenciennes - Paris 6°
DU 11 MAI AU 5 JUIN 1983
Tous les jours de 11 h à 19 h - Entrée libre

POCHE MONTMARTRE Loc. 548.92.97
VERA BAXTER
MARGUERITE DURAS
mise en scène : JEAN-CLAUDE AMYL
« ... On marche. On marche comme on marche. Prof. »
LE FIGARO
« ... Deux acteurs fascinants, Jean-Marc Bory et Martine Pascal. »
LE FIGARO
« ... Il faut courir au Théâtre de Poche. »
LE FIGARO

LUMIERES SUR LA PEINTURE
XIX^e et XX^e SIÈCLES
11 MAI - 16 JUILLET
SCHMIT
396, RUE SAINT-HONORE
75001 PARIS
TEL. : 260-36-36

LA S.E.M.A. présente
L'Art mural en France, aujourd'hui
Panneaux décoratifs, tapisseries...
MUSEE DU LUXEMBOURG
19, rue de Valenciennes - Paris 6°
DU 11 MAI AU 5 JUIN 1983
Tous les jours de 11 h à 19 h - Entrée libre

POCHE MONTMARTRE Loc. 548.92.97
VERA BAXTER
MARGUERITE DURAS
mise en scène : JEAN-CLAUDE AMYL
« ... On marche. On marche comme on marche. Prof. »
LE FIGARO
« ... Deux acteurs fascinants, Jean-Marc Bory et Martine Pascal. »
LE FIGARO
« ... Il faut courir au Théâtre de Poche. »
LE FIGARO

GALERIE FRAMOND
2, rue de Saint-Pères, Paris (4°)
A. BEAUDIN
jusqu'au 31 mai

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7°) - Métro Varenne
de carpeaux à matisse
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h
JUSQU'AU 30 MAI

XXVIII^e SALON DE MONTROUGE - 4 MAI - 31 MAI
Art contemporain, peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, et
JACQUES VILLON
Œuvres de 1900 à 1980
2, rue Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri
MONTROUGE 10 à 19 h.

CLAUDE ROPION
Expose ses peintures jusqu'au 28 mai 1983
GALERIE HORIZON
21, rue de Bourgogne, PARIS (7°)
Téléphone : 555-58-77
de 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi

En raison du succès remporté par
L'EXPOSITION
INSTITUT DE FRANCE
Son histoire, son patrimoine, ses activités
Les Académiciens, les Bibliothèques, les Musées
au C.N.A.M., 1, rue Vaucanson (13°), M^{re} Arts-et-Métiers
DU 1^{er} AU 29 MAI, les heures d'ouverture seront tous les jours
de 11 h 30 à 17 h 30, le dimanche de 10 heures à 17 h 15.

GALERIE DARIAL
2, rue de Beaune (7°) - Métro DARIAL
ouvert du mardi au samedi
de 15 h à 19 h
PEINTURES
Marianne FAYOL
prolongé jusqu'au 27 mai

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7°) - Métro Varenne
de carpeaux à matisse
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h
JUSQU'AU 30 MAI

XXVIII^e SALON DE MONTROUGE - 4 MAI - 31 MAI
Art contemporain, peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, et
JACQUES VILLON
Œuvres de 1900 à 1980
2, rue Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri
MONTROUGE 10 à 19 h.

CLAUDE ROPION
Expose ses peintures jusqu'au 28 mai 1983
GALERIE HORIZON
21, rue de Bourgogne, PARIS (7°)
Téléphone : 555-58-77
de 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi

En raison du succès remporté par
L'EXPOSITION
INSTITUT DE FRANCE
Son histoire, son patrimoine, ses activités
Les Académiciens, les Bibliothèques, les Musées
au C.N.A.M., 1, rue Vaucanson (13°), M^{re} Arts-et-Métiers
DU 1^{er} AU 29 MAI, les heures d'ouverture seront tous les jours
de 11 h 30 à 17 h 30, le dimanche de 10 heures à 17 h 15.

La dame d'

On les

DON J...

100

■ *L'Été meurtrier* de Jean Becker

Isabelle Adjani est arrivée

ISABELLE Adjani est arrivée au Festival endosse sa légende. Le nez vissé aux vitres, on cherche la mère ou elle - déjeune. Un essaim de photographes cannibales, c'est elle, et elle, du port au Carlton, sans autre but que la Croisette.

Elle se relève d'un tourisme cinématographique vulgaire. Le public a joint ses professionnels pour évaluer la nouvelle prestation de la mère, et il est heureux, parce qu'elle l'étonne sans le choquer, parce qu'elle a donné et donné un piédestal pour jouer sans se perdre les vagues de province.

de la tragi-comédie qui, cet été là, se jouait la vie.

Le récit est conté en voix off par les protagonistes principaux. On apprend très vite qu'Éliane a une vengeance en tête, qui lui a mené des voleurs, et progressivement la rend folle. En principe, le père de Pin-Pon, un Italien, mort entre-temps, fait partie du lot.

Éliane a aussi un lourd contentieux avec son père - qui n'est pas le sien tout elle a été pendant le viol. Toute cette partie psychanalytico-policère (il y a même des cheveux, on ne tient que

La lettre d'Angelo au love (présentant sa compétition) est un gitan de dix ans qui court après la bague que lui a laissée un adulte, gitan également mais d'une autre époque, et qui se vante de l'avoir eue qu'on puisse être sûr qu'Angelo n'a rien d'un enfant. Le chœur, d'abord se moquant de l'acte, finit d'un coup farameux. Hâbleur, menteur, bageur, ... est un grand bardeur de demoiselles. Il est prêt à l'impossible pour récupérer son bien. Ce n'est l'italien qu'après avoir vu l'impossible qu'il aura gain de cause.

Il y a donc Eliane, dite « Elle », insolente et un peu maboule, gélide et un peu glacée, et elle aime le bon Pin-Pon, le pompier, « le dansant » et l'épouser. Il y a le premier garçon et le respecter, et le chercher avec elle. Il y a tendre au charmant, et ça pouvait être un peu et ça interprété par Alain Souçon.

Autour ■ couple, ■ deux frères ■ Pin-Pon (différents mais solidaires) ■ leur mère, ■ brave femme sévère, ainsi que Cognata, la tante ■ et sagace. En face, ■ ■ elle, ■ mère allemande qui porte la croix de l'histoire : un viol dans ■ jeunesse, un mari paralysé, etc. Une ■ trop affectueuse. Enfin, ■ bons gens ■ village, ■ spectateurs bavards ■ pittoresques ■ s'adressent directement au public ■ au mépris ■ la situation, Japrisou ■ l'un ■ l'autre système. Les comédiens, presque ■ ■ (citons Suzanne Flon, Jenny Clève ■ François Chuzet), parlent comme ■ ■ moi, ■ ■ richesse ■ mimiques qui ■ le fondement de la communication quotidienne.

CLAIRE DEVARRIEUX.

LE PROGRAMME DE JEUDI

■ **La Laine chaude** de **Guillaume**, de Jean-Jacques Beineix (France).
 ■ **Heat and Hum** de **James Ivory** (Grande-Bretagne).

QUINZAINE

■ **Die Flammierte Frau**, de Robert Van Ackeren (R.F.A.).
 ■ **Moi qui j'en jou**, de Brigitte Sauriol (Québec/Canada).

PERSPECTIVES

● **La Falsification**, de Jean-Pierre Denis.

UN CERTAIN REGARD

■ **Le Caillou d'Indigence**, de Moussa Yoro Bathily (Sénégal).
 ■ **Caméras d'Afrique**, de Farid Boughedir (Tunisie).

SEMAINE

■ **Faux-Fuyants**, de A. Bernaldo et J.-P. Limosin (France).

Quand il fut, il fut d'une plus réaliste, il se présente comme il se bouleversait d'une femme indolument détruite par la guerre et la mort de son mari, de son amour, et qui, se posant devant lui, se demandait, se pose des questions sur sa vie passée, sur son rapport personnel aux événements, sur la justification de son acte. Retrouvrez Michèle, sa filleule, devenue avocate, Française se voit avec celle-ci, en prison, prisonnière de différents. Elle invente, elle parle, elle se fait, elle se fait, elle d'une autre génération peut avoir en 1983 sur l'occupation, le régime de Pétain, la résistance ou la passivité au massacre des Juifs, à la guerre. Elle invente aussi ses propres réponses, dévoilant ou elle doit. C'est le côté du film, qui n'est pas vraiment « poétique » pour autant.

[illegible]


La romanesque de Vecchiali véhicule toute l'expérience d'une existence vouée à la survie, arrivée au terme du supportable. Mais lorsque Françoise, la « dame de Toulon »

appartient à l'histoire. Presle signe
encore l'adhésion de l'écrivain pour
les conditions porteuses de son
univers et de ses secrets.

JACQUES SICLIER.

« Carbone 14 »
de Joelle Malberg et Jean-François Gallotte

Doit-on se battre?

ADMETTONS que les fous rires, les réparties moqueuses, la voix mutino-voluptueuse de Super Nana excitée, parviennent à éclipser, le temps d'une émission, la vulgarité terrifiante d'un  bidon.

navire Carbone, elle a pu saisir quelques moments intenses de délire, de folie et de jubilation (notamment un générique à deux voix de l'émission **night**), elle a surtout fixé l'horreur, le cynisme, la **haine**.

Admettons que les pitreries, les canulars, bref le cinéma de David Grose au micro de « la seule radio qui pourrait faire de la télévision » fasse oublier un instant la vanité du **sa surenchère** l'archi-mauvais goût.

Les bagarres, deux scènes d'amour, dans un coin du studio, et des regards s'échangeant qui n'évoquent pas la paix, et beaucoup d'auditeurs se voient ainsi rebroussés, ridiculisés, simplement parce qu'ils étaient peumés.

Admettons enfin que l'irrévérence du **larron**, **Jean-Yves Lafesse**, parvient à cacher un moment une indécible grossièreté, un mépris absolu des auditeurs et un **crisisme exacerbé**.

Le désespoir sonne mal lors d'une
Gourous de l'érotisme et chantres du
porno, les trois compères n'ont de
cesse que d'en réclamer davantage à
l'antenne, de choquer, de provoquer.

Admettons, c'est cela. Mais ne nous leurrions pas sur cette radio libre née en 1981, morte il y a peu et peut-être bien ressuscitée. Car la caméra est là, et silencieuse, qui observe et qui traque. Et si, lors d'un voyage nocturne au sein du

ANNICK COJEAN.

QUINZAINES

« Rupture » de Chouik
« Les Derniers Jours... » de Aristarain

Doit-on se battre ?

ICI les films du ~~mois~~ entier. Bien, réussiront-ils un jour à sortir de l'aquarium ma-inois ? Seront-ils projetés dans ~~un~~ ~~cinéma~~ ?

La Quinzaine des réalisateurs, ~~avec~~ le ~~public~~ populaire se s'affir-
mant, nous oblige à revenir sur ce
problème ~~du~~ ~~film~~ ~~algérien~~ : un
film argentin : *Rupture*, de Moha-
med Choukri et les *Quarante Jours de*
la mer de *Abdel Amir*.

on n'y a pas une seconde l'impertinence qui aurait seule pu faire naître à cette épreuve bien intentionnée.

Les Derniers Jours de la victime

transposée dans un pays du tiers monde - même s'il s'agit du plus occidental, le plus évolué, l'Argentine - un univers à la *Hamlet*. La capitale, Buenos-Aires, devient un Los Angeles ou un San Francisco matins de Chicago. Les buildings provoquent le ciel, la

Le premier illustre consciencieux d'une « tradition de la qualité algérienne », dit le point de vue officiel sur le « génie » historique du peuple algérien aux « Français » ; le second, plus terre à terre, empruntant généreusement au « noir », mais le destin plus reluisant d'un « métier professionnel ».

culture **argentine** partout. Le réalisateur, **Arístarain**, possède un métier que désavoueraient pas Jacques Derray chez quelque chose de plus authentique : nous sommes réellement en Amérique, que, **ici** si c'est du Sud. La misère est esquivée, la bourgeoisie et l'argent qui dégoûte, tous les dolaires, ont le temps à répondre de la vulgarité ambiante. **Arístarain** qui a travaillé en Europe, excelle à recréer un cosmopolite et recréer un **argentin** en temps.

[illegible]

des pénitents et une insouciance de tant de films argentins, où le matérialisme, inéfectable. L'originalité du film est de renverser insensiblement l'image du **mauvais** gages, qui devient à son tour le **mauvais** des criminels. Il en sera l'ultime victime. Il y a dans ce récit du talent du professionnalisme. **Le film** suffira-t-il pour permettre au **film** à traverser l'Océan ? Doit-on se battre pour imposer chez nous ce bon pastiche sud-américain ? Le vieux Hollywood même si le film est appelé à connaître dans son pays d'origine un immense succès ?

LOUIS MARCORELLES.

G **DOM JUAN ET TIFAUST**
De Christian Dietrich Grabbe. Mise en scène de Yvon Davis.
Texte français de Henri Alexis Bonvallet.
Du 19 avril au 22 mai.

THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National **793 26 30**
11 rue de la Chapelle, 92230 Gennevilliers. Tél.

CINÉ - CANADA
Les **SAMEDIS 14, 21 et 28**
MAI
à 14 h et 16 h
POETRY IN MOTION
de Ron **MANLY** et John
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, r. de **CHATELAIN** (7-551-35-73)
Mise en location

THEATRE DE LA COMMUNE **TCA** 833.16.16
Centre Dramatique National Aubervilliers
DU 21 AVRIL AU 15 MAI
La Peau dure de Raymond Guérin
Mise en scène de Christian Colin
« Et je suis dans le bonheur, moi, jusqu'au cou. Eerie de les embrasser. Leur dire : c'est beau, continuez, encore, encore : allez-y c'est parfait, et mieux que ça même, c'est fabuleux ce que vous faites, vraiment, merci. »
Joli JOUANNEAU (le mari)
« Un spectacle fort, qui »
C'est rare. »
Arnette HELIOT (le Quotidien de Paris).

Théâtre Ouvert

TRANSAT

de Madeleine Loïk

Un ton neuf, LE FIGARO Un texte savoureux, généreux, boule-
versant. TROISMOIGNAGE CHRÉTIEN Affrontement de deux
"bêtes de théâtre" dans un combat si à la fois sans charnel ni vrai
sens. LE MONDE La mise en scène accompagne de très près
d'émotion l'émotion mystérieuse, la violence de l'union ven-
deur. L'EXPRESS Une série de spectacles en ce moment, à Paris,
sont aussi intelligents, drôles et raffinés. FRANCE INTER Les
spectacles sont à la fois. Plus aussi. Aussi à tous. LIBÉRATION.

du mardi au vendredi à 21 h - samedi à 16 h et 21 h

le Jardin d'hiver

4 bis Café Verdon 18^e loc. 262.59.49

Magritte et les publicitaires

Hommages à l'auteur absent

L'EXPOSITION le montre, le livre (1) le prouve : un auteur n'a été autant pillé par la publicité que Magritte : directement ou indirectement, jusqu'à la corde. Du portrait de l'homme au chapeau melon ou au col blanc, non par une grosse pomme, repris tel quel (mappemonde, valise, bourse...) à l'oiseau au ciel, l'œil nu, aux météorites, ce qui est la magie de l'imaginaire, ce qui est la magie du tableau, ce qui est la magie des designers en un fait leur truc. Ce phénomène n'est pas à considérer, et par rapport à Magritte et par rapport aux mécanismes de la production publicitaire. On peut croquer le pourquoi et le comment, lui, Magritte plus qu'un autre. Magritte lui-même a beaucoup travaillé sur le sens de la reproduction, du multiple, encouragé les affiches, les cartes postales, les livres de grande taille permettant d'assimiler sa peinture à un produit. N'est-il pas négligé le rapport entre la peinture et la facture, entre la peinture et la production d'image ? On ne peut pas lui-même avoir son œuvre dans les conditions de la réappropriation ?

Magritte pourtant l'univers de la publicité - il l'a fait et fait - pour en avoir les freins, ce que l'on découvre aujourd'hui, pour en avoir les alimentaires, à plusieurs reprises il en a fait. Magritte et la publicité, juste après la guerre en 1914-1918, dans les années 20, dans les années 30, réalisés des affiches et des dessins pour la courtière Norine, des publicités pour des cigarettes dans le cadre des studios Dongo, pour des parfums, pour des partitions.

Cela dit, il faut voir le monde, les quelques projets prêts, d'ailleurs, n'ont pas été commanditaires, n'ont pas été exceptionnels, n'ont pas été un peu.

Il n'est d'ailleurs pas de Magritte-là, quasi invisible, publicités paraissent dans la petite diffusion, l'autre, de la peinture, dont les designers s'inspirent qu'ils pompent directement, ce qui est sa peinture est une d'images-chocs connues, d'images corréables, merci, qu'on peut faire dériver, à l'infini. Prenons par exemple le Principe d'indifférence : l'indifférence ne peut-on glisser entre un corps ou un objet et leur ombre, métamorphosée sur le mur. Prenons aussi l'œil qui est une pipe dans l'esprit peut être respecté à la lettre quand il s'agit de la reproduction d'un livre de sémantique, mais qui peut servir à beaucoup d'autres rapprochements provoquant le même effet chez un homme de publicité.

Le livre de Georges Roque, *Ceci n'est pas un Magritte*, nous dit tout, en images et en images, sur la question : c'est lui qui a motivé l'exposition (et non l'inverse), mais il illustre, plus, donc, il nous permet de l'offrir, il n'est pas un livre de poche, il est un livre de poche par la rue de Paradis, à Paris, n'avez l'envie de grimper les peintures comme les peintures de Magritte, mais les peintures de Magritte, mais les peintures de Magritte, mais les peintures de Magritte.

GENEVIÈVE BRIERRE.

(1) Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, et *Ceci n'est pas un Magritte*, de Magritte, la publicité, Flammarion, 160 F.

CINÉMA

Directement après leur présentation à Cannes : l'été meurtrier de Jean Becker, la Mort de Dario Ricci de Claude Corréa, la Lune dans le caniveau de Béatrice (à partir du 13).

ET TOUJOURS : dans la série blanche d'Alain Tanner (Bruno Canz le marin), le Vent de Souleymane Cissé (la légende du héros), Dark Crystal (les Muppets fantastiques), la Femme de cauchemar (et deux autres films de Lothar Lambert), *Encore*, E.T. (aujourd'hui) et *Pauline à la plage* (Roberto).

THÉÂTRE

Vera Baxter au Palais (Marguerite Duras, Martine Pascal et Jean-Marc Bory), la Peau dure à Anberwillers (trois comédiennes à voir), Hippolyte à Gémier (les enchanteresses de Vivaldi), Casimir et Caroline à Tourcoing (il s'agit d'un combat, à la fin, à la fin, à la fin).

MUSIQUE

L'itinéraire, Prey et Cloître

Rien ne manifeste mieux la vitalité, souvent contestée, de la musique contemporaine que la création par l'ensemble de l'itinéraire de dixième anniversaire de quatre concerts à deux conférences, présentant dix-huit œuvres, dont beaucoup de premières : Bancquart, Mefano, Murail, Levinas, Crisley, etc. (Centre Pompidou, le 16 ; IRCAM, les 17, 18, 19 mai).

Deux créations lyriques sont aussi à noter : celle de *Camera oscura* de Claude Prey, d'après Pauline Jolly de P.-J. Jouve, par l'Atelier lyrique de l'Alcazar (Colmar, les 17, 18, 24, 25, 27, 28). Et celle de *Scènes de la vie italienne* d'Adrienne Cloître, à partir de faits divers d'aujourd'hui, au Théâtre musical d'Angers. (18-19 mai).

ET AILLEURS : Dialogues des Caravages de Poulenc, production du Met de New-York (Opéra-Comique, les 11, 13, 16, 18, etc.) ; *Madama Butterfly* de Puccini, par l'Orchestre de Poitiers-Charente et le Chœur régional, dir. M. Corbois (Saintes) le 12, La Rochelle le 13, Châteaurenault le 14, Rouen le 15 ; *L'Or du Rhin*, en concert (Opéra de Paris) le 13 ; *Pilotes* en concert au Rameau (Saint-Médard) le 13 ; *Mefistofele* de Berlioz, avec N. Giusi, dir. N. Santi (Champs-Élysées) le 14 ; cycle *Shostakovich* par le Quatuor

Melos (Caveau, les 16, 17, 18, 19) ; G. Bumbry (Châtelet le 16) ; Alicia Patti (Achéron le 16) ; *Chansons pour les Droits de l'homme* (Champs-Élysées le 16) ; *Don Giovanni*, mise en scène Louis Erlo (Opéra de Lyon, neuf représentations du 17 mai au 1 juin) ; Festival de musique du Tonkin (18 mai-9 juillet) ; *Symphonie « Résurrection »* de Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir. R. Kubelik (Pleyel le 18-19) ; *Jules César* de Haendel, avec T. Troyanos, dir. Ch. Mackerras (Caveau les 18, 21, 24, etc.).

VARIÉTÉS-ROCK

Gilberto Gil

Parce de Pantin, pour un soir, Gilberto Gil est un musicien sérieux épanouie. Gil est incontestablement aujourd'hui l'un des musiciens les plus en vue du Brésil, l'un des plus insolents de son art, de sa culture et de sa force, l'un de ceux qui savent le mieux conjuguer la modernité et la tradition et qui ont une étonnante manière de transformer un moment en une fête enivrante (Porte de Pantin, jeudi 16 mai).

Mama Bea

L'une des chanteuses françaises les plus passionnantes par la ferveur, la puissance et la qualité émotionnelle. Elle chante aussi aujourd'hui des ballades et reprend une chanson de Piaf (Bobino, à partir du 9 mai).

Jacques Douai

Jacques Douai est en soi une institution. Son rôle dans la chanson française a été considérable : le premier, il a collecté les complaintes vieilles de plusieurs siècles, puis il a été le maître de la mémoire collective des Français à travers le Théâtre du Jardin, il célèbre les ans de chansons (Jardin d'acclimation, 20 h 45).

ET AILLEURS : Valérie Munnari à l'Espace Pierre Cardin ; Tours Kunda au Forum des Halles ; Michel Berger au Palais des sports ; l'Assemblée de Marseille (Téléthèque) ; les Fédérés (Lyon et Lens) ; Jérôme Deschamps (les Bouffes) ; le Théâtre national de Chaillot (les Petites Filles moitilles) ; Paris Chapet (Chapelle). La présence française se manifeste également par des pièces traduites et créées pour le festival et sous son impulsion : la Nuit juste avant les forêts, de Koltès, A chaque nuit on se découvre, de Duras et Claude, Schumann de Bruno Bayle, le Pige-Nique de Charvet, de Koltès, la Femme Blanche, d'après Simone de Beauvoir.

JAZZ

Festival d'Angoulême

Dans le cadre du calendrier des festivals, le Festival d'Angoulême

réunit encore la partie créative du jazz européen ainsi que des innovateurs américains. Cette année, trois journées seront consacrées à l'Afrique. Le 12, création internationale de Didier Levallet (du 10 au 13 mai).

ET AILLEURS : *Barthélémy* au New Morning (les 13-14). Avec Jean-Luc Pignatelli et Jacques Mahieux, la plus suscitante des jeunes guitaristes.

DANSE

John Neumeier au Théâtre de la ville

Le Ballet de Hambourg est consacré à un hommage à Stravinsky, qui a inspiré sa chorégraphie plusieurs chefs-d'œuvre, dont le ballet *Le Jeune Homme et la Mort*. Les danseurs proposent également une animation-rencontre comme ils ont l'habitude d'en pratiquer avec leur public de Hambourg ; elle constitue un véritable spectacle dans le spectacle.

Antonio Gades

au Théâtre de Paris

Une adaptation au style flamenco du drame de « Carmen » dans une mise en scène du cinéaste Carlos Saura.

Festival de Munich

Dans les jardins anglais

Le deuxième Festival de Munich, qui se tient du 16 au 29 mai, prend une importance toute particulière. Pour célébrer le 20^e anniversaire des accords franco-allemands - et avec l'aide de l'Union artistique et du ministère de la Culture - le programme est axé sur le théâtre français. Y participent Patrice Chéreau avec *Comédies de la mort et de la vie*, le Théâtre de la Sorbonne avec *Richard III* et *Le Roi des rois*. L'un et l'autre sont célébrés en Allemagne, mais le festival a également invité l'Ensemble de Marseille (Téléthèque) ; les Fédérés (Lyon et Lens) ; Jérôme Deschamps (les Bouffes) ; le Théâtre national de Chaillot (les Petites Filles moitilles) ; Paris Chapet (Chapelle). La présence française se manifeste également par des pièces traduites et créées pour le festival et sous son impulsion : la Nuit juste avant les forêts, de Koltès, A chaque nuit on se découvre, de Duras et Claude, Schumann de Bruno Bayle, le Pige-Nique de Charvet, de Koltès, la Femme Blanche, d'après Simone de Beauvoir.

ET AILLEURS : Douglas Dunn au Centre américain ; Peter Goss au Centre américain ; Valérie de la Forêt Saint-Martin ; *Madrigal* au Centre Mandapa (mise en scène chorégraphique de « Kiki Gouda ») ; *Le Jeune Homme et la Mort* (15 avril) ; *Joanne Namur* au Centre de Noisy-le-Grand (14 et 17 mai) ; *Le Jeune Homme et la Mort* (15 mai) ; *Lucinda Williams* au Centre de Noisy-le-Grand (10 mai).

EXPOSITIONS

Ferdinand Hodler au Petit Palais

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on ne connaît pas, en France, le peintre de Berne, dont le symbolisme musical est équivalent à celui de Debussy. Pour tous ceux qui ont vu son œuvre (Hodler est né en 1853 et mort en 1918) par Maurice Druon. Pour réparer cette lacune, une rétrospective d'environ deux cents peintures et dessins proposée par l'Association française d'art contemporain.

ET AILLEURS : *Kolossus* et *Sol Leu* à Bordeaux ; *Damian et Jean-Pierre Raynaud* au Grand Palais ; *Jacques Villat* au Palais de Montreuil ; *Magritte et la publicité* au Musée de la publicité ; *Bernard Borgeaud* et *Daniel Buren* à l'Arc.

LES FILMS COSMOS PRÉSENTENT

Cinema COSMOS - 71, rue de Bennes - 75006 Paris - 01 42 56 20 20

LA VIE PRIVÉE

de Youli RAIZMAN
et Mikhail OULIANOV

NOMMÉ AUX OSCARS HOLLYWOOD 1983

LION D'OR DE LA MEILLEURE COLLABORATION ARTISTIQUE POUR L'INTERPRÉTATION MASCULINE VENISE 82

Et les jeunes cinéastes professionnels ?

En 1982
20 films de jeunes cinéastes ont bénéficié de l'aide à la diffusion grâce à la coopération de la Fondation Kodak-Pathé et des laboratoires français, l'égide du Centre National de la Cinématographie

FONDATION KODAK-PATHE

THÉÂTRE DE L'A.S.I.E.M.

6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris

Maîtrise de danse D. et J. SOLANE et leur compagnie de DANSE

Mardi 7 et vendredi 11 juin à 19 h 30

Toutes les classes d'élèves - 2 heures

Prix des places : Adultes 60 F - Étudiants 30 F - Enfants 20 F

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Les Cinéastes Français

JACQUES DUREUX LEANORARDI HENRIEUX JENICLAUDINI

SARAH

GISELE LAURE UN FILM DE MARCO PIEROSON

JEAN-LOUIS BARRON FREDERIC BARRON CHIRIA WIED

ROBERTO ALBERTI

LE MONDE SELON Garp

MARCELLO MASTROIANI - ELEONORA GIORGI - TOM BERENGER

MICHEL PICCOLI

DERRIERE LA PORTE

UN FILM DE LILIANA CAVANI

MARCELLO MASTROIANI - ELEONORA GIORGI - TOM BERENGER

MICHEL PICCOLI

هكزان الوطن

POLICE

Les commissaires réclament plus de considération

Le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale vient de réunir à Paris sa commission exécutive. Une occasion pour cette orga-

nisation, qui regroupe l'essentiel des deux mille commissaires de police, de s'inquiéter du peu de considération dans lequel serait tenue la hiérarchie policière.

« Non, nous ne sommes pas des commissaires ! » La formule de M. Robert Naud, secrétaire général du Syndicat, résume l'inquiétude des adhérents. « L'autorité des commissaires est sans cesse battue en brèche », affirme-t-il, dénonçant « une chute aux sorcières inacceptable », illustrée par une « bonne dizaine de cas » de conflits politiques, sur lesquels il se refuse à donner plus de précisions. « Le gouvernement ne peut s'offrir le luxe d'ignorer les cadres supérieurs de la police », ajoute M. Naud, en indiquant que le bureau national de son syndicat « a fait antichambre durant deux semaines d'être reçu par M. François Chi ». Bref, les commissaires de police seraient d'autant plus déçus par ce manque de considération que le pouvoir compte aujourd'hui sur eux pour affronter une responsabilité nouvelle : la maintenance de l'ordre, après « dix-huit mois pratiquement sans manifestation ». « Une activité dont ils ne sont pas fanatiques », assure M. Naud.

L'importance n'exclut cependant pas deux sujets de satisfaction. La formation du personnel d'abord : le syndicat des commissaires approuve la politique de la direction de la formation qui tend à promouvoir « policiers-citoyens ». « La marginalisation des policiers est la pire des choses », le rapport Bonnemaison sur la sécurité dans les villes, ensuite. M. Naud estime qu'il est « une excellente nomenclature de ce qu'il faut faire ». « Mais le syndicat s'inquiète de « blocages budgétaires éventuels ». « A titre d'exemple de la pénurie, M. Naud cite le service des relations publiques dont, dans les commissariats n'aurait été concrétisé que par des insignes en carton : « Accueil ».

Pour le reste, les commissaires ne voient guère de changement. Représentant

« Savoureux »

« La vie juridique, c'est miné », affirme M. Naud. Nous sommes toujours légalistes, et nous le serons de plus en plus. On ne nous fera pas faire l'impossible. « Résistant à des articles de loi », des règlements très précis », le Syndicat regrette de ne pas avoir été consulté sur l'élaboration du nouveau code pénal. Il s'étonne, au passage, de l'épisode « savoureux » des contrôles d'identité : « Il nous a finalement donné des choses que nous ne demandions pas ! Nous n'avons jamais réclamé de pouvoir faire des prises d'empreintes en police préventive ! ».

« En dix ans, neuf directeurs généraux de police nationale, un directeur de la gendarmerie. »

ERRATUM :

L'annonce Pan Am parue dans « Le Monde » du jeudi 5 mai 1983 comportait une erreur technique dont nous nous excusons.

Le forfait tout compris 14 jours aux USA pour 6 790 F propose un voyage à partir de New-York et non pas à partir de Los Angeles ou San Francisco.

Nous vous parlerons de la Californie avec Pan Am dans une prochaine annonce.

VACANCES AUX USA.

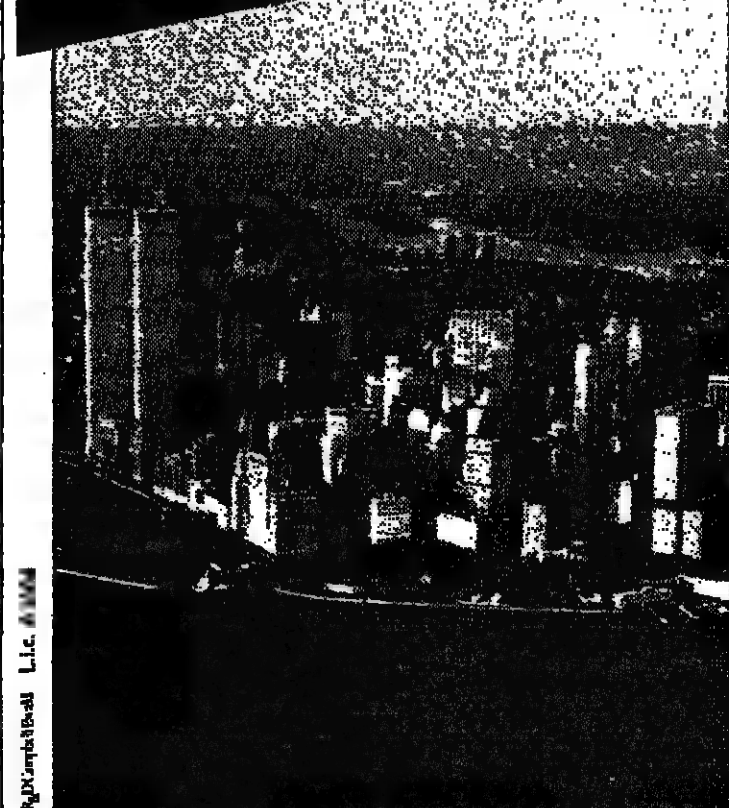
L'échappée belle Pan Am.

14 JOURS AUX USA

6790 F

TOUT COMPRIS

AVION ALLER/RETOUR COMPRIS
HÔTEL COMPRIS
REPAS COMPRIS
VOITURE COMPRENE
IMPUTATION DEVOISES : 1750 F



Oubliez les restrictions de devises en vigueur cette année, Pan Am vous donne les moyens de passer vos vacances aux U.S.A.

Envolez-vous de Paris-Orly pour New-York dans un luxueux 747 Pan Am.

Pour 14 jours, l'Amérique est à vous, grâce aux forfaits « Vacances Fabuleuses » Pan Am.

Installez-vous dans votre voiture de location, caution, kilométrage illimité, bons d'essence et taxes locales comprises.

Prenez la route et arrêtez-vous chaque soir dans un des 3 500 hôtels sélectionnés par Pan Am.

Pour les repas, pas de souci. Ils sont tous inclus : petit-déjeuner, déjeuner et dîner.

« Vacances Fabuleuses » : Par exemple, 14 jours tout compris U.S.A. : 6790 F par personne, payables intégralement en France, pour 2 adultes + 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre.

« Vacances Fabuleuses » : Découvrez le nouveau monde en toute liberté avec Pan Am.

Renseignements et informations : 1, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 824.73.22, et dans toutes les agences de voyages.



Pan Am. L'Expérience Avion.

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur d'U.R.S.S. M. Vorontsov ont donné réception, mardi, à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire alliée.

L'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rosenc, a donné un cocktail à l'occasion de son prochain départ.

Naissances

Sylvie TRUC et Jean-Jacques KIRKYACHARIAN ont la joie de faire part de la naissance de leur fils,

Thomas, le 28 avril 1983, 2, rue du Président-Carnot, 38000 Grenoble.

Décès

EMMANUEL DE MITRY

Le comte et la comtesse Henri de Mitry, M. et M^{me} François Missoffe, Le comte et la comtesse Maurice de Rambuteau, M^{me} Odette de Mitry, M. et M^{me} Jean François-Ponce, M. et M^{me} Boris Falah Lum, M^{me} Jacqueline de Mitry, Le comte et la comtesse Cyrille d'Armberry de Salaberry, M^{me} Nicole de Mitry, ses enfants, leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Henri de Wendel, ses enfants et petits-enfants, Le comte et la comtesse Geoffroy de Montalembert, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

comte de MITRY,

croix de guerre 1914-1918, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu à Paris le 10 mai 1983, muni des sacrements de l'Eglise, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 13 mai 1983, à 15 heures, en l'église paroissiale de Florange (Moselle).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Hayange, dans le caveau de famille.

Un service ultérieur sera célébré à Paris, 10, rue de Cléchy, 75009 Paris.

Le service d'administration de la société Forges de Gueugnon a le regret de faire part du décès de

M. EMMANUEL DE MITRY, président d'honneur, survenu à Paris, le 11 mai 1983, les obsèques auront lieu à Florange, le 13 mai 1983, à 15 heures, 22, rue de Téhéran, 75009 Paris.

(Né en 1902 à Nancy, fils d'un général tué en 1914, M. Emmanuel de Mitry avait épousé, en 1926, Marguerite de Wendel, fille de François de Wendel, maître de forges,

auquel il succède dans nombre de ses fonctions à sa mort en 1949 : président de la société Les Forges de Gueugnon de Wendel et Cie, de Wendel-Solow et des Forges de Gueugnon, poste qu'il occupa en dernier.

Après le décès de son beau-frère Henri de Wendel, en mai 1982, celui du comte Emmanuel de Mitry marque la disparition du dernier maître de forges de la famille de Wendel. Officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, il avait eu deux enfants, dont deux fils mariés à M^{me} François Bissot et Jean François-Ponce, tous deux anciens ministres.]

Le professeur M^{me} Bessaignet, MM. Frédéric et Daniel Bessaignet, ses fils, belle-fille et petits-fils, font part du décès de

ANX BESSAIGNET,

survenu le 27 avril 1983, De la famille Dehn, Sirvin, Hugues, Marinaz, Berlie, Ruinat, Fabre.

Le présent avis tient lieu de faire part.

Route de Pissac, 17100 M. Bessaignet.

M^{me} Dhombré a la douleur de faire part du décès de M. André DHOMBRE,

survenu le 4 mai.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Paris.

M^{me} Blanche Jouannon, M^{me} Marie-Josée Jouannon, M. et M^{me} Jacques Jouannon et leur fille, M. et M^{me} Pierre Fogot et leurs enfants, M^{me} Anne-Marie Monot, M^{me} Germaine Haury, M^{me} de M. Guy JOUANNON

(9 mai 1983)

à ses amis, à ses camarades de guerre et à sa famille, à ses amis et connaissances, membres, amis, amis Duplan, Creuzet, Avril, Bougon, Godfroy, Arnould, Jouannon.

Obsèques à Aufferville (Seine-et-Marne) le mercredi 11 mai, à 10 h 30, dans la plus stricte intimité, sans fleurs ni musique. 15, rue Jacquemont, 75017 Paris.

M. et M^{me} Emanuel, enfants et petits-enfants, M^{me} Rolande Lévy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Léon LEVITAN,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue, le 6 mai, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale. 75116 Paris, 65, avenue Foch, 94300 Vincennes, 4, avenue Foch.

M^{me} Jean Mandelkern, son épouse, M. et M^{me} Claude Mandelkern, M. et M^{me} Claude Mandelkern, M. et M^{me} Claude Mandelkern, M. et M^{me} Claude Mandelkern, M. et M^{me} Claude Mandelkern, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MANDELKERN,

survenu, le 7 mai 1983, dans sa soixante-dix-huitième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 13 mai 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-François de Sales, 81, rue Haxo, Paris-20.

10, avenue de la Porte-de-Ménilmontant, 75017 Paris.

M. et M^{me} Claude Morosoli, Thierry Morosoli, Lucien Camus, ont la douleur de faire part du décès de

Xavier MOROSOLI,

fil, frère, petit-fils et parent, survenu, le 11 mai 1983, à l'âge de vingt-huit ans, pour lui.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 11 mai 1983, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Bremonnier, Paris-17, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière de Toulon (Var) dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

154, rue de Sausure, 75017 Paris.

M. André Rameau, son mari, M. et M^{me} Yves Rameau, M. et M^{me} Alain Rameau, ont la douleur de faire part du décès de

leur fille Muriel, M^{me} Gabrielle Fragnaud, M^{me} Guyho, ses enfants, petits-enfants, ainsi que ses amis et amis, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Marcelle RAMBEAU, née Guyho, journaliste, chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques, du 11 mai 1983, survenu le 10 mai 1983, dans sa soixante-neuvième année, d'une longue maladie.

L'inhumation aura lieu le 13 mai 1983, à 16 heures, au cimetière d'Orléans-Les Minimes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Cherche-Midi.

Anniversaires

Draguignan, Le 12 mai 1977, GUERIMAND,

Poésie, agrégée à l'Université, disparaissait tragiquement, à Saint-Denis-de-la-Réunion, à l'âge de trente-deux ans.

Ceux qui l'ont connue et aimée auront une pensée pour elle en ce jour anniversaire.

هناك من الاموال

Le Monde

économie

LA FIN DE LA RÉUNION DE L'O.C.D.E.

Le communiqué : une croissance plus soutenue pour réduire le chômage

Le communiqué publié à la suite de la rencontre ministérielle de l'O.C.D.E. comprend vingt-trois paragraphes et une annexe consacrée aux problèmes liés à la « sécurité énergétique » des pays membres. La publication de cette annexe associe la France à la principale décision prise lundi à la suite de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie, dont elle ne fait pas partie. Cette décision vise à éviter une dépendance excessive des pays européens à l'égard du gaz soviétique.

Nous donnons ci-dessous les principaux passages de ce communiqué.

1) « Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques est convenu d'une stratégie à moyen terme visant à soutenir et à élargir la reprise économique qui s'amorce. Ils ont estimé qu'il fallait maintenant viser à une croissance plus soutenue, durable et non inflationniste, dans les pays de l'O.C.D.E., afin de réduire les niveaux actuellement très élevés du chômage. » (...)

2) « Les ministres se sont félicités des nouveaux résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation, ils sont toutefois très préoccupés du niveau élevé et croissant du chômage. Il est donc encouragé que des signes de reprise soient maintenant apparus dans plusieurs pays de l'O.C.D.E. Les ministres ont reconnu que, s'il subsiste des incertitudes et des risques, les perspectives d'une poursuite de la reprise sont meilleures qu'elles ne l'ont été depuis plusieurs années, et que l'objectif essentiel est d'assurer la transition vers une croissance non inflation-

niste durable et vers un niveau de l'emploi plus élevé. »

Principes d'application générale de la politique économique :

7) « Les ministres se sont accordés sur les principes suivants pour la conduite de la politique économique dans tous les pays membres :

« Les politiques économiques doivent s'inscrire nettement dans un cadre à moyen terme pour bien montrer la permanence des intentions des pouvoirs publics. Cela implique nécessairement de la souplesse dans leur mise en œuvre, en fonction des circonstances. (...) »

« Il importe, pour la cohérence des politiques, que chaque pays membre tienne compte des conséquences qu'exerceront au niveau international les politiques des différents pays de l'O.C.D.E. prises dans leur ensemble. »

« Parvenir à une plus grande stabilité des taux de change, ce qui n'est pas synonyme de rigidité, est un objectif et un engagement majeur à réaliser. » (...)

Politique nationale

Le communiqué classe les pays en trois catégories :

9) « Dans un certain nombre de pays (1), qui représentent 70 % du P.N.B. de la zone de l'O.C.D.E., les ministres ont recommandé de leur niveau des années 80. On devrait viser de nouvelles mesures de soutien à la croissance. En ce qui concerne ces pays, les ministres ont convenu qu'il importait de mettre à profit la marge d'accroissement de la production et de l'emploi qui est apparue. »

Il est notamment recommandé :

« ce groupe de pays de ne pas réduire les dépenses de dépenses des agents économiques (...) en fonction de la baisse des prix pétroliers. »

10) « Dans certains pays (...) »

(2), qui représentent environ 20 % du P.N.B. de la zone de l'O.C.D.E., il est nécessaire de promouvoir des politiques de soutien à la croissance et à l'emploi. (...) »

« De ce fait, la marge de croissance à court terme est moindre. Dans le cas de ces pays, les ministres ont jugé qu'il fallait poursuivre la mise en œuvre d'une politique de non-accompagnement, et que les déficits budgétaires structurels devaient être réduits davantage dans le cadre d'une stratégie cohérente à moyen terme. Il importe particulièrement aussi que de nouveaux efforts soient faits pour réduire les obstacles structurels. »

11) « Dans les autres pays membres, malgré de sérieux efforts, l'inflation reste très forte. (...) Les ministres ont convenu que, dans ces pays, le manque de souplesse des marchés, les déséquilibres structurels et les difficultés de régulation monétaire et de gestion budgétaire sont autant de problèmes essentiels qui doivent être attaqués au fond. »

Démanteler les mesures protectionnistes

14) « Les ministres ont convenu qu'il est nécessaire de promouvoir des politiques de soutien à la croissance, de manière qu'elle s'affirme, crée des conditions favorables, que les pays membres devraient, individuellement et collectivement, continuer à travailler pour renverser les tendances protectionnistes et pour assouplir et démanteler progressivement les restrictions commerciales et les

mesures d'échanges » (...)

L'endettement

17) Les ministres sont convenus de la nécessité de nouveaux efforts de la part des pays créanciers et des pays débiteurs en vue de soutenir l'apport de ressources financières à l'appui de politiques résolues d'ajustement interne, qui soit suffisant pour maintenir ou rétablir des niveaux adéquats d'exportation et d'importation. (...) »

Relations économiques Est-Ouest

22) (...) « Les ministres ont noté que ces relations ont, à quelques exceptions près, évolué de manière moins dynamique que celles avec les pays dont l'économie est davantage axée sur le marché, et qu'elles n'ont pas répondu à ce qu'on en attendait antérieurement. »

23) « Cette analyse purement économique montre que les échanges de biens et de services entre l'Est et l'Ouest devraient être guidés par les indications du marché. A la lumière de ces indications, les gouvernements devraient faire preuve de prudence en matière financière, sans recourir de traitement préférentiel. Les ministres ont reconnu, en outre, que les pratiques liées au système du commerce d'Etat des pays à économie planifiée peuvent poser des problèmes qui doivent être suivis de près au sein de l'Organisation. (...) »

La sécurité énergétique (annexe)

« Les ministres sont convenus que leurs pays s'efforceraient d'éviter une dépendance excessive à l'égard d'une seule source d'importation de gaz, et d'obtenir que leurs approvisionnements soient en provenance de sources sûres, en insistant sur les sources intérieures à la zone de l'O.C.D.E. »

(1) Il s'agit surtout des Etats-Unis, de la R.F.A., de la Grande-Bretagne et du Japon.

(2) Dont la France (Les pays ne sont pas nommément cités dans le communiqué. - N.D.L.R.)

Mondale-Mitterrand même combat ?

De notre correspondant

Washington. — Le jour même où François Mitterrand s'installait à Paris, un nouveau débat a lieu à Washington. M. Ronald Reagan, principal candidat démocrate à la présidence, s'adresse à Washington : « L'Amérique doit négocier avec l'Union soviétique, mais elle doit aussi se défendre. (...) »

L'ancien vice-président a rejoint le chef des Etats-Unis sur un point : la nécessité de maintenir le budget fédéral des Etats-Unis à un niveau inférieur à 200 milliards de dollars (soit 100 milliards de francs) pour éviter l'inflation. (...) »

Mondale-Mitterrand même combat ? Ce n'est pas sûr. Le président élu a une attitude très différente à l'égard des autres pays. (...) »

Depuis plusieurs mois, M. Mondale réclame des mesures protectionnistes. La raison en est simple : il veut réduire l'impact de la concurrence internationale. (...) »

M. Mondale n'est pas le seul à chercher l'appui de l'A.F.L.-C.I.O. Cinq autres candidats démocrates ont fait de même.

On lui met se lancer dans de grandes entreprises libérales. Mais aucun d'eux n'a osé prendre le risque de faire des propositions économiques précises, comme l'a fait le vice-président, qui en a fait à l'égard des projets de réforme fiscale et de réduction de l'enseignement.

Jusqu'à une date récente, les démocrates avaient la réputation d'être de grands dépensiers. Le réaganisme a inversé la tendance. (...) »

Le budget qu'il propose pour 1984 ne permettrait pas de réduire le déficit du budget fédéral. Ce projet prévoit un déficit de 163,3 milliards de dollars, alors que les républicains proposent 182,4 milliards de dollars. (...) »

M. Mondale est le premier responsable démocrate à suggérer une réduction des dépenses. (...) »

ROBERT BOLÉ.

Un climat d'entente

(Suite de la première page.)

La liste n'en est pas donnée dans le texte officiel, mais elle comprend les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale, le Japon, le Royaume-Uni, ainsi que trois petits pays : l'Autriche, les Pays-Bas et la Suisse. Tous ensemble ils représentent 70 % du produit national brut global de la zone couverte par l'O.C.D.E. A ces pays, il est recommandé une grande souplesse, notamment dans leur politique monétaire. En clair, cela signifie qu'on leur demande d'abandonner ce qu'ils ont, du reste, déjà fait, le strict monétarisme des années précédentes. Dans le domaine budgétaire, s'ils doivent continuer à diminuer le poids des dépenses publiques et les efforts à être poursuivis de manière à ne pas compromettre la reprise économique. Le « keynésianisme » des économistes du château de la Muette, qu'ils déclarent eux-mêmes « dépassé », n'est pas tout à fait mort : pour eux, le déficit est encore un soutien de l'économie et ils ne voient pas dans sa persistance une des causes majeures du manque de confiance ambiant.

Quant aux autres pays de la zone, dont fait partie la France à côté du Canada, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, du Luxembourg, de la Norvège, de la Suède et de l'Australie, représentant ensemble 20 % du produit national global, on leur demande de poursuivre avec détermination leur politique anti-inflationniste tout en accélérant leurs réformes de structures. Il s'agit, en particulier, de promouvoir ce que l'on appelle la « flexibilité » dans les politiques d'ajustements positifs qui consistent à encourager les secteurs économiques les plus compétitifs plutôt qu'à recourir à des mesures de protection en faveur des secteurs en perte de

vitesse. Des mesures encore plus grandes sont demandées naturellement aux pays de la troisième catégorie (ceux du bassin méditerranéen, où l'inflation reste virulente et où le retard structurel reste particulièrement accusé).

Les experts du Château de la Muette ont noté que la progression des « revenus nominatifs » avait connu un fort ralentissement. Ils proposent que les politiques se fixent désormais des objectifs concernant la croissance des revenus nominatifs. Autre réurgence de la pensée keynésienne ? L'avenir dira si cette recommandation sera suivie d'effets et... de résultats positifs convaincants.

On retiendra encore de cette session l'engagement pris de « démanteler progressivement les restrictions commerciales » prises pendant la récession. Le texte officiel semble encore faire état d'un certain accord sur la question des échanges.

Est et Ouest dont il est dit qu'elles ont donné plutôt des résultats décevants. Les échanges de crédits donnés aux acheteurs des pays socialistes devraient encore être réduits (l'accord sur ce point devrait intervenir dans les semaines à venir). Fait digne d'être remarqué : le communiqué comprend une annexe qui reprend les récentes décisions prises par l'Agence internationale de l'énergie sur la nécessité d'éviter toute dépendance excessive à l'égard d'une seule source d'importation de gaz - c'est-à-dire à l'égard du gaz importé de l'Union soviétique. La France qui ne fait pas partie de l'Agence en question se trouve ainsi associée à cette recommandation et au biais du communiqué.

La réunion ministérielle a encore été l'occasion de « tester » l'accueil

réserve à la proposition imprévue faite par François Mitterrand de réformer le système monétaire international. Dans une conférence de presse, M^{me} Colette Fleisch a exprimé sa surprise en interprétant un sentiment généralement répandu dans les délégations européennes. Du côté américain, on juge « prématurée » la réunion d'une telle conférence. C'est notamment ce qu'a déclaré M. Donald Regan, secrétaire au Trésor. Au moins de décembre dernier celui-ci avait lui-même proposé la tenue d'une conférence dans l'esprit de Bretton-Woods mais il avait après atténuation la portée de ses propos. C'est en définitive une réponse assez diplomatique que les Américains ont donné de ne pas compromettre les résultats de la prochaine conférence au sommet de Williamsburg et réservé à ce sujet la proposition avancée par le président de la République française. Le secrétaire d'Etat, M. George Schultz, a au sujet de la conférence de presse qu'il a donnée au fin d'après-midi, qualifié d'éloquent la déclaration de M. Mitterrand. Les deux ministres américains au château de la Muette reprenaient presque point par point les conclusions d'un document rédigé par le New York Times et préparé par M. Allen Wallis en vue du sommet. Pas d'action internationale pour promouvoir l'expansion, les reprises économiques assurées dans chaque pays par une politique de stabilité. Les Américains, notons-le aussi, sont préoccupés par le risque de voir les pays méditerranéens de l'Union s'engager dans une sévère récession d'où l'appel à une coopération internationale pour assurer la coopération internationale.

Dans le document qu'il a prononcé mardi, M. Jacques Delors a résumé la position de la France à l'égard d'une telle conférence internationale des pays de l'O.C.D.E. afin de permettre « d'étudier » quatre points : les échanges, la monnaie, sans dogmatisme et avec beaucoup d'humilité vis-à-vis du réel. Ces points sont les suivants : premièrement, la signification de la conjoncture internationale ; deuxièmement, le développement du commerce international ; troisièmement, l'appel protectionniste l'effort d'un pays qui se préoccupe de garder une production nationale au textile et de l'acier ; quatrième, les déficits budgétaires en 1982 en Italie par exemple ; cinquièmement, la dernière question soulevée par M. Delors : les échanges et l'entrepreneuriat en vue de diminuer le chômage. Comme prévu, le communiqué français n'a pas fait allusion à quel que soit l'Amérique avaient été les six autres délégations participant au sommet de Williamsburg. Les Allemands n'ont représentés par deux fois.

CONJONCTURE

Le Conseil économique examine le projet du IX^e Plan

« Un plan neutre, un autre non, la planification déprimée », écrit M. Jean Lacroix dans son projet d'avis sur le IX^e Plan (1984-1988), examiné mardi 10 mai au Conseil économique et social (1).

Après avoir regretté l'absence (...) d'un minimum de cadrage quantitatif permettant de juger la cohérence macro-économique du dispositif proposé, M. Lacroix écrit : « Comme les précédents, ce plan a la prudence de ne pas citer de chiffres. (...) »

Le P.T.B. et sa répartition, non que ces chiffres ne puissent exister (et les modèles macro-économiques ont été sollicités à cet effet), mais les réserves qu'inspire leur signification dans les périodes de mutations sont sans doute apparues trop importantes pour que ces derniers puissent servir à un débat public.

Le seul objectif véritablement précis est celui des échanges extérieurs pour l'année 1985, mais sans équilibre fin 1985, mais sans

indication de leur niveau. Cet objectif est, à l'évidence, une lourde contrainte. (...) »

Au moment où notre discussion s'installe, l'INSEE annonce une baisse du pouvoir d'achat global, et une hausse du chômage. (...) »

En ce qui concerne le financement du plan, M. Lacroix note : « Si les orientations et propositions du

Plan en matière de financement et d'épargne paraissent aller dans le bon sens, rien ne permet cependant de conclure qu'elles seront compatibles dans leur diversité avec le volume global de l'épargne disponible, ni qu'elles soient suffisantes pour assurer la relance des investissements en évitant les conséquences inflationnistes d'un financement par le découvert budgétaire. (...) »

Enfin, pour ce qui est de l'activité économique - et industrielle notamment - l'auteur écrit : « L'absence de chiffres ne permet pas de savoir quelle hiérarchie on priorise le Plan se propose d'établir entre les différents secteurs qu'il énumère, et qui font ainsi quelque peu figure de catalogue. »

(1) En application de l'article 2 de l'ordonnance du 29 décembre 1958, le compte tenu de la loi du 11 mai 1962, le Conseil économique et social a été créé par lettre du premier ministre, en date du 21 avril 1983, du projet de première loi de Plan de développement économique, social et culturel (1984-1988).

L'emprunt français à la C.E.E.

(Suite de la première page.)

Son action est normalement précédée d'un examen des mesures prises par l'Etat destinées pour équilibrer son balance des paiements. (...) »

Sur le plan financier, une telle démarche ne pouvait être dépourvue d'avantage que le franc ne se soit pas dévalué par rapport au dollar et que la Banque de France n'ait récupéré et ne soit la quasi-intégralité des devises perdues au cours du premier tri-

semestre 1983 (plus de 30 milliards de francs). Elle ne permet pas à l'Etat français de ne plus solliciter directement du crédit pour ses besoins, les prêteurs étrangers, comme il l'a fait, en l'occurrence dernier, pour 4 milliards de dollars à la fin de l'année 1982, auprès des banques du monde entier et auprès de l'Arabie Saoudite, en l'occurrence l'année, pour 2 à 4 milliards de dollars sous forme de bons du Trésor à court terme.

C'est une tradition d'emprunts au Trésor français qui continue à être maintenue pour combler un déficit de la balance des paiements qui était en cours au début de 1983, de 1 milliard de dollars par mois, avec, pour conséquence, un gonflement continu de l'endettement brut du Trésor français, à environ 53 milliards de dollars (près de 380 milliards de francs). C'est dire que, la Banque de France auprès des milieux financiers internationaux, une telle démarche, avec quelques signes de déséquilibre toutefois, l'aide à la Communauté est précieuse, même si elle est soumise à des contraintes...

FRANÇOIS RENARD.

FAITS ET CHIFFRES

● Social négocie la vente de son réseau de distribution en Europe. - C'est ce qu'affirme le *Wall Street Journal*. La Standard Oil of California (Socal) a des intérêts dans cinq raffineries et dispose d'un réseau de quatre mille sept cents stations-service dans sept pays : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Allemagne fédérale, Italie et Grande-Bretagne. La société Gulf s'est pratiquement retirée du marché européen des carburants.

● La Banque islamique pour le développement, qui a son siège à Djeddah, finance vingt-trois projets de développement dans quatre pays membres, pour une valeur totale de 217 millions de dollars. Le financement d'opérations de commerce extérieur a été approuvé le 3 mai pour une valeur totale de 153 millions de dollars, concernant la livraison de pétrole saoudien à la Jordanie et au Liban (20 millions de dollars pour chaque

pays) et l'importation de brut irakien en Turquie (25 millions). En outre, la Banque islamique consacrera 52 millions de dollars pour financer l'achat de turbines et de compresseurs pour une station de liquéfaction de gaz au sultanat d'Oman et participera pour 10 millions à l'achat de six réservoirs géants de pétrole au Nord-Yémen. - (A.F.P.)

● Un livre de la C.F.D.T. : 1982, l'année sociale. - Sous la responsabilité de M. Jean Kaspar, secrétaire national, la C.F.D.T. vient de publier aux éditions Syros un « guide » de l'année sociale 1982. Ce livre présente une « enquête » des événements significatifs de l'année, suivie d'une analyse des grands domaines : 1982 : emploi, salaires, nouveaux des travailleurs, protection sociale, décentralisation, libertés, etc.

204 pages. Prix : 39 francs.

AFFAIRES

INDUSTRIE CHIMIQUE

Elf et Total s'en remettent à M. Fabius pour régler leur différend

Après avoir dressé le plan des réformes de la chimie française (le Monde du 6 mai), M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, va devoir maintenant mettre un point final au remodelage de cette industrie en réglant le divorce entre Elf-Aquitaine et Total au sein d'ATO-Chloé.

L'affaire est épineuse. Elle dépend de la réussite de presque toute l'opération. Les deux tiers du patrimoine industriel de la chimie de PUK (les chimies du chlore, des halogènes, du fluor et de l'oxygène) ont été repris par Elf. Mais la compagnie pétrolière ne peut pas l'accepter sans que Total ait accepté de lui céder la filiale ATO-Chloé (un peu moins de 200 millions de francs).

Les deux compagnies pétrolières n'étaient pourtant pas loin de s'entendre. Elf avait accepté de reverser rapidement les sommes que Total avait versées au dernier ATO-Chloé (un peu moins de 200 millions de francs).

Le groupe ne veut pas rembourser le tempérament des sommes dues d'autre part à Total pour la cession de sa participation, en agissant sur le paiement de l'impôt d'intérêt normal. Mais rien ne plus s'agissant du prix global à payer, l'Etat des fonds, Total exige 100 millions de francs, plus quelques dizaines de millions de francs supplémentaires pour compenser les effets de l'inflation, bref, environ 140 millions de francs au total. L'idée de ce groupe pour éviter à Elf un lourd décaissement était de récupérer Rousselot (premier fabricant européen de gélatines), qui était contrôlée à 70 % par ATO-Chloé, donc par les deux pétroliers, et évaluée à 350 millions de francs. Elf refuse cette solution. Rousselot est à ATO, et doit rester sa propriété. Et, de toute façon, le groupe de la rue Napoléon juge la note trop élevée et ne veut pas prendre en charge le remboursement de ces 140 millions.

Difficile de donner tort ou raison à l'un ou à l'autre. Rousselot est une bonne affaire et suscite des convoitises, mais la logique industrielle incline à penser que cette entreprise mieux mariée à Total qu'à Elf-Aquitaine. Le dossier exercé par Rousselot est comparable à celui des

engrais. Et Total est intéressé aux engrais par Cofaz, dont il détient 34 %, mais dont le contrôle, avec Elf (société rachetée à Rhodé-Poulenc), doit lui revenir à 100 %.

Qui plus est, Rousselot a plusieurs cordes à son arc. Outre les gélatines, ce groupe est implanté dans l'industrie des colles par sa filiale Sader, et Cofaz est fournisseur du formol dont Rousselot a besoin pour ses productions. En outre, la firme produit des additifs pour la fabrication d'élastomères (caoutchouc synthétique), une fabrication à laquelle Total participe avec Esso en France-Sofia. Ce caoutchouc est vendu aux fabricants de pneus mais aussi à Hutchinson, filiale de Total.

Rousselot restera-t-il le giron d'ATO-Chloé ou passera-t-il dans l'orbite de Total? Faute d'accord, M. Fabius ne doit pas trancher. Quelle solution peut-il retenir? Il y a trois ou quatre solutions. La première, c'est que le ministre fait droit aux revendications de Total; ou il opte pour la formule du paiement comptant par Elf de 100 millions de francs (les 100 millions seraient alors toujours payés à crédit), quitte à faire pression sur l'ERAP pour que ce holding se retire d'Elf; ou, enfin, il cherche une solution bilatérale pour que la poire en soit partagée (partage de Rousselot à 50/50 entre Elf et Total).

De toute évidence, cette dernière solution est, de toutes, la moins satisfaisante, l'indivision n'étant jamais fructueuse. Mais la rapidité avec laquelle le nouveau ministre de l'Industrie et de la recherche a réglé le problème du financement de la chimie de PUK laisse à penser que P.C.U.K. ne plâtrera pas longtemps à la porte d'ATO-Chloé.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Total négocie la sortie partielle de Faribault du capital de Cofaz. D'autre part, le retrait des coopératives du capital de Sopag est en voie de règlement. Les coopératives, notamment l'Union générale des coopératives agricoles françaises (U.G.C.A.F.), détiennent par la holding Sopag, dont elles sont actionnaires à 80 %, 34 % de Sopag. Cette participation, estimée à quelques dizaines de millions de francs, serait remboursée à tempérament. Les frères Gardier, qui possèdent encore 20 % de Sopag, ne veulent rien pour se retirer. Total envisage d'injecter 800 millions de francs dans le nouveau groupe engrais Cofaz, mais les frères Gardier ne veulent pas de la participation de Total pour le remettre sur pied, la moitié cette année, l'autre en 1984.

Le nouveau souffle d'A.E.G.-Telefunken

La situation d'A.E.G.-Telefunken s'améliore. M. Duerr, président, espère obtenir des résultats équilibrés pour l'exercice de cette année, il compare aux pertes de 933 millions de francs de 1982.

Numéro 2 allemand de la construction électrique, derrière Siemens, A.E.G.-Telefunken avait été mis en règlement judiciaire en août dernier, incapable qu'il était de faire face à ses dettes, qui dépassaient 10 milliards de francs.

Devant cette faillite, la plus récente depuis l'après-guerre en Allemagne, les banques, les créanciers, et même le gouvernement, devaient s'entendre sur un concordat, aux termes duquel une nouvelle ligne de crédits de 2,2 milliards de deutschemarks sur quatre ans était débouquée (dont 1 milliard garanti par l'Etat), tandis que 60 % des dettes étaient effacées. Les autres inférieures à 10 000 deutschemarks devaient être honorées. Ce concordat permettait au groupe d'apurer ses frais financiers de l'an dernier (1982) de 100 millions de deutschemarks.

Parallèlement le groupe engageait une restructuration industrielle drastique et liquidait ses poids morts comme Zanker Neff, Koppersbusch et Alno. Etaient affectés l'électroménager, les composants électroniques, les générateurs ou les machines de bureau de la filiale Olympia, dont deux usines sur quatre étaient fermées, et la division radio-TV (Telefunken FR) vendue au groupe français Thomson.

Au total le nombre des emplois était ramené de 100 000 à 83 200 aujourd'hui, et il tombe à 77 500 à la fin de l'année d'après M. Duerr. Les coupes réduisaient également le chiffre d'affaires de 14,8 milliards de deutschemarks en 1982 à 13,25 milliards en 1983 et à quelque 11,8 milliards prévus pour cette année.

Peu à peu les affaires reprennent : les ventes ont progressé de 15 au premier trimestre.

FIAT VA DEVENIR LE PLUS GROS ACTIONNAIRE DE SNIA-VISCOSA

Le consortium italien d'automobiles, le groupe Fiat, va devenir le principal actionnaire de SNIA-Viscosa, fabricant de produits chimiques synthétiques. Le péninsulaire avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 milliards de francs (28 % dans le textile, 15 % dans la chimie). Par sa filiale interposée, la société financière SNIA, le consortium a une participation de 51,52 %, en raison des intérêts encore détenus par l'Etat (15,68 %), qui rompt ainsi l'indivision des liens avec l'Etat du nylon (le Monde du 15 avril), puis à 25 % en souscrivant à l'augmentation de capital (125 milliards de francs) de SNIA-Viscosa, conjointement avec les autres actionnaires de ce groupe, notamment la Mediocredito centrale et la Banca di Roma.

Par cette démarche, le consortium va maîtriser l'approvisionnement de sa division « défense et espace », mais il étendra ses vides à l'espace.

PRIX LES NOUVEAUX TARIFS DES CARBURANTS

Le prix des carburants va augmenter, le samedi 11 mai à 0 heure, de 24 centimes pour le super, de 23 centimes pour l'essence ordinaire, de 13 centimes pour le gazole et de 2 centimes pour le fuel domestique.

A Paris, le litre de super coûtera 4,82 F, le litre d'essence 4,52 F, le litre de gazole 3,70 F et le litre de fuel domestique 2,591 F. (Le Monde du 4 mai.)

Deux mille commerçants manifestent à La Rochelle. — Quelques deux mille commerçants ont manifesté, le 10 mai, à La Rochelle, pour soutenir deux responsables du mouvement interdépartemental des restaurateurs du département, MM. Jean-Claude Louis et Alain Desquibes, accusés devant le tribunal de grande instance de la ville d'avoir « incité à pratiquer des prix illicites », en infraction à l'arrêté d'octobre 1981 sur le blocage des prix.

M. Gérard Duail, président du syndicat national de la petite et moyenne industrie, participait à cette manifestation; les commerçants ont baissé les rideaux de leurs magasins durant la matinée.

SOCIAL

La politique sociale : l'épreuve

Si le gouvernement n'est pas confronté actuellement à une importante montée des grèves chez les salariés du secteur privé, ou même public, ses relations avec les partenaires sociaux traversent une zone de turbulences. La paix sociale demeure bien conflictuelle et porte en elle les germes des tensions futures. Deux événements illustrent cette situation.

Turbulences

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a pu prendre la mesure de la grogne des partenaires sociaux en présentant au Conseil économique et social le 10 mai le rapport sur le IX^e Plan adopté par le conseil des ministres le 20 avril dernier. Le projet d'avis du Conseil économique et social (voir page 25) est plus que critique puisqu'il parle d'un dépeuplement de la planification. Placé sur la défensive, M. Le Garrec a contrecarré la « déclin » de la planification, et il a affirmé que la politique de nos prédécesseurs. Au contraire, « ce IX^e Plan marque le début d'une véritable planification française en reprenant l'axe central de la modernisation nécessaire du pays, et en affichant un certain nombre d'objectifs sectoriels quantifiés ». Le projet est donc « réaliste et sérieux tout en étant cohérent et mobilisateur ».

Les décrets sur le IX^e Plan semblent illustrer en fait un double embarras. Celui du gouvernement tout d'abord, qui est placé devant la difficulté, dans une conjoncture économique aux perspectives imprévisibles, de planifier ses priorités pour les années à venir (1984-1988). Rude exercice. Celui des partenaires sociaux aussi qui savent que la période à venir va requérir plus de solidarité pour moderniser l'industrie et défendre l'emploi et donc plus de sacrifices. Selon l'avis d'un haut responsable du Plan, ce qui est contenu dans le projet est « à peine supportable ». Qu'il s'agisse de la lutte contre le chômage ou de l'équilibre de la protection sociale, des « acquis » vont être remis en cause, et sur ce terrain la volonté de M. Le Garrec de « mobiliser les partenaires sociaux et économiques » va se heurter à de réelles résistances. Pourtant la démarche du IX^e Plan apparaît pragmatique à plus d'un titre, autant lorsque, pour éviter les « dangers » d'un effacement de la hiérarchie, on privilégie la négociation contractuelle par rapport au SMIC pour relever les bas salaires, autant lorsque le commissaire au Plan, M. Prévot, admet que la réduction de la durée du travail devra se faire dans les entreprises suivant des « rythmes différenciés » ou étant préparée par une réflexion sur l'organisation du travail et de la production.

« Casus belli »

La politique contractuelle pourrait trouver dans de telles orientations une nouvelle jeunesse, mais, là encore, des inquiétudes apparaissent. Dans une interview au *Matin* du 11 mai, M. Yvon Chotard, premier vice-président du C.N.P.F., fait souffler le chaud et le froid. Sur

« Selon l'indice de la C.G.T., les prix de détail ont augmenté de 0,9 % en avril. Depuis le début de l'année la hausse est de 4,2 %. Elle atteint 11 % entre avril 1982 et avril 1983. Les plus fortes hausses enregistrées par la C.G.T. sont celles des postes « hygiène-santé » (+ 4,7 % en un mois, + 13,6 % en un an), « habillement et culture-loisir » (+ 0,8 % en un mois) et alimentation (+ 0,7 %).

La forte hausse du poste hygiène-santé provient pour partie de l'augmentation du forfait hospitalier et partie des tarifs des coiffeurs « dont l'évolution a été particulièrement forte ». La C.G.T. Le poste habitation intègre les loyers, les transports et les communications, celles de la S.N.C.F. grandes lignes et communications téléphoniques.

Boussac Saint-Frères : manifestation à Lille pendant une réunion du conseil d'administration. — Deux cents personnes environ ont manifesté le 10 mai, à Lille, devant l'immeuble où se tenait une réunion du conseil d'administration de Boussac.

British Steel : Scandier mille salariés. — Le groupe sidérurgiste britannique a décidé de fermer son laminoir Hartle Pool, à Cleveland, a déclaré le Syndicat du commerce de l'acier et du fer, qui dénonce cette mesure qui « met fin à la production d'acier dans la région du nord-est de l'Angleterre en proie à la crise économique ». Le taux de chômage atteint 23,5 % la population à Cleveland.

les salaires, « ne saurait être question, pour nous, d'accepter des règles fixes par le gouvernement pour maîtriser l'évolution de la masse salariale ». Sur la réduction du temps de travail, M. Chotard parle de nouvelles étapes tant qu'un bilan des trente-cinq mille emplois soit, pour lui, un coût « exorbitant » pour l'économie — « mais pas dans les branches professionnelles ».

Si M. Chotard s'efforce de démontrer que la politique contractuelle ne doit pas se limiter aux salaires, il adresse une sévère mise en garde au gouvernement. Selon lui, le projet de loi sur la réforme de la formation professionnelle continue, adopté par le conseil des ministres le 13 avril dernier, dans le prolongement de l'accord national du 11 septembre 1982 signé par les syndicats, « comporte deux dispositions inacceptables pour nous et qui conduiraient à elles-mêmes à annuler les avantages qu'il nous a permis de négocier avec les syndicats ». Il s'agit tout d'abord de la rémunération des stagiaires avec « ajout » d'un agrément du gouvernement à l'agrément paritaire. Il s'agit ensuite d'une « obligation nouvelle de négocier avec les syndicats », « assés d'une obligation de conclure » contraire à la philosophie de la loi Auroux. « Si M. Chotard se veut sûr par le maintien des partenaires sociaux », affirme M. Chotard, « il ne peut pas accepter la loi sur la formation professionnelle continue ». Il a cessé de le.

Au ministère de la formation professionnelle on résume les accusations du C.N.P.F. Si l'Etat, dit-on, n'accorde pas son agrément aux règlements paritaires prévus par l'accord du 21 septembre, le versement de la fraction prévue de la contribution des entreprises à la formation (0,10 % de la masse salariale) pour ces organismes destinés au développement des compétences individuelles de formation) ne sera pas libéré et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale — gouvernement comme les relations des partenaires sociaux au IX^e Plan montrent cependant que la politique gouvernementale de négociation de branche et de solidarité professionnelle ne sera pas libérée et devra être reversé au Trésor. Par ailleurs, l'obligation de négocier dans l'entreprise ne jouera « qu'à défaut d'un accord collectif de branche ou d'accord professionnel ». Il n'y a pas, ajoute-t-on, d'obligation de conclure le projet prévoyant une nouvelle négociation douze mois après celle qui aurait abouti à un accord. Cette nouvelle mesure patronale —

ENVIRONNEMENT

Le procès des cinq personnes inculpées dans l'affaire de Seveso reprend à Monza

Alors que le transporteur français des déchets de Seveso, M. Bernard Parinaux, est toujours en détention à Saint-Quentin (Aisne), le procès des cinq inculpés responsables de la catastrophe s'ouvre réellement le 11 mai à Monza (Italie). Le 18 avril dernier, le procès avait été renvoyé à la demande de toutes les parties. Les avocats de la commune de Seveso étaient alors en négociation avec les propriétaires de l'usine - le groupe suisse Glavaud, filiale de la société multinationale Hoffmann.

La Roche - pour fixer le montant des dédommagements à verser à la commune sinistrée. Pour leur part, les avocats de la société Hoffmann ICMSA, qui gère l'usine du groupe suisse, avaient demandé un délai pour examiner toutes les constitutions de partie civile - plus d'une centaine - enregistrées au cours de l'audience du 18 avril.

La Lega ambientale - ligne italienne pour l'environnement - a, de son côté, appelé à une journée de « mobilisation », le 10 mai, en invitant ses militants à manifester devant les pharmacies principales des grandes villes italiennes.

DANS UN RAPPORT REMIS A M^{me} BOUCHARDEAU

M. Edgard Pisani propose une nouvelle politique de gestion des espaces naturels

M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement, a remis le 10 mai, à M. Edgard Pisani, commissaire européen au développement et président du groupe des socialistes au Parlement européen, un rapport sur la gestion des espaces naturels. Après les colloques de Paris (1970), de Marseille (1975) et du quinzième anniversaire (1979), c'est la quatrième fois que le gouvernement s'efforce ainsi de recueillir les avis de l'administration, des associations et des élus pour définir une politique des espaces naturels. Mais c'est la première fois qu'une telle réflexion est organisée par un gouvernement de gauche.

Plus qu'à la « conservation », c'est à la « gestion » que le rapport Pisani revient. L'essentiel de ses réflexions. On y souligne que « la protection des espaces naturels n'est pas une fin en soi, mais un moyen de développement ». On y insiste sur le fait que la conservation de la nature n'est pas une vocation dominante, mais une vocation d'appoint. Les « techniques d'exploitation des espaces naturels » sont donc présentées comme des « techniques d'exploitation des ressources naturelles ». En référence aux parcs nationaux et aux parcs régionaux (1), le rapport souligne que la gestion globale du patrimoine naturel doit assurer en même temps le développement harmonieux des activités humaines et la conservation des écosystèmes biologiques menacés.

Toutefois - et c'est là que le rapport Pisani insiste - lorsqu'une incompatibilité irréductible apparaît entre développement et protection, « l'impératif de conservation doit prévaloir ». De même, il est souligné que l'Etat, « garant du dernier ressort du patrimoine national », doit garder les moyens de faire « prédominer l'intérêt général ». Pour « protéger l'émergence des pouvoirs territoriaux », le rapport propose une « décentralisation » de l'Etat. L'Etat devra donc « associer les informations, les décisions et les risques aux acteurs locaux », qui ne doivent pas se considérer comme des propriétaires du patrimoine naturel, mais seulement des utilisateurs du « bien indivis d'une communauté humaine ».

Ce patrimoine naturel est constitué par un réseau d'espaces protégés gérés par la collectivité, que le rapport Pisani qualifie de « territoires d'intérêt national ». Chaque territoire peut avoir une « vocation dominante » (recherche scientifique, conservation, pédagogie, récréation, développement) qui, à son échelle, limite les activités compatibles avec sa vocation. L'Etat pourra conférer le titre de « territoire d'intérêt national » à un espace naturel si, qu'il s'agisse d'un parc national, d'un parc naturel régional, d'une réserve naturelle, d'un site classé ou d'un espace protégé.

Pour les parcs nationaux stricto sensu, il est précisé que « les limites des zones centrales peuvent être étendues afin de tenir compte d'une meilleure connaissance biologique des milieux et d'assurer une protection plus efficace ». Mais, si, pour une raison exceptionnelle, le retrait est nécessaire, celui-ci devra être compensé par une extension d'une surface ou d'une valeur biologique équivalente.

Trois institutions nouvelles Pour veiller à l'application de ces principes, le rapport propose la création de trois institutions nouvelles. En premier lieu, un « conseil national du patrimoine français », qui sera au ministre chargé de l'environnement l'attribution - ou le retrait - du titre de territoire d'intérêt national. Ce conseil, qui sera représenté par toutes les parties prenantes (ministères, collectivités locales, associations, propriétaires et usagers du sol, établissements scientifiques), remplacera l'actuel Conseil national de protection de la nature.

Seront aussi un « institut français du patrimoine naturel », service technique à la disposition du Conseil, constituant un « pôle compétence interdisciplinaire » chargé de construire le réseau des territoires d'intérêt national. Financé par l'Etat, les régions et les départements, l'institut, grâce à ses chargés de mission, favorisera localement l'émergence et la cristallisation des initiatives. Il sera la formation des personnels, diffuse les résultats de recherche scientifique et concourt à l'information du public.

Enfin, est établie une « conférence permanente du patrimoine naturel », réunissant les ministres représentés au Conseil national, les préfets, la cohérence des politiques appliquées par les administrations de l'Etat.

Pour les conseils d'administration des parcs nationaux, la composition proposée par le rapport Pisani est la suivante : deux cinquièmes de représentants des collectivités locales ; un cinquième des représentants des usagers ; deux cinquièmes des représentants de l'Etat, des associations pour la protection de la nature et de personnalités qualifiées.

Outre les trois organismes institutionnels décrits plus haut, le rapport prévoit un « fonds d'intervention pour le patrimoine naturel » qui permettra à l'Etat « d'acquiescer à l'initiative, si l'occasion favorable se présente, par la voie de l'expropriation, en cas de nécessité, des terrains privés qui recèlent une richesse naturelle exceptionnelle et menacée ». Ces terrains sont confiés à des organismes gestionnaires qui peuvent être les collectivités ou tout organisme agréé ayant passé une convention avec l'Etat pour la gestion et la protection du site.

ROGER CANS.

(1) Les parcs nationaux comprennent une zone centrale à protection intégrale et une zone périphérique soumise à des contraintes particulières.

Série noire

L'affaire de Seveso est une « première » dans la mesure où jamais auparavant la population « civile » - c'est-à-dire extérieure à l'usine - n'avait souffert d'un accident industriel. Or, lorsque le réacteur chimique de l'usine B de l'usine ICMSA, à Meda, le 10 juillet 1976, le nuage de vapeurs toxiques chargées de dioxine, qui s'est échappé de l'atmosphère, n'a pas fait de jour-là les ouvriers, presque tous absents. En retombant sur la commune sinistrée de Seveso, la dioxine a transformé ce site industriel en catastrophe. Les dangers de la contamination du trichlorophénol et de ses dérivés ont entraîné une évacuation publique.

En revanche, cette fabrication a entraîné de nombreux accidents depuis la catastrophe de Seveso. L'ouvrage publié par Alastair Hay, *The Chemical Scythe* (1), en résume vingt-quatre. Alastair Hay, professeur à l'université de Leeds (Grande-Bretagne), a longuement enquêté sur le sujet, et abouti à la conclusion que les accidents de fabrication chimique produisant des chlorophénols étaient des entreprises à haut risque.

Le premier accident majeur est survenu aux Etats-Unis, en 1949, à Monsanto (deux cent vingt-huit intoxications). Le 17 novembre 1953, une explosion à l'usine BASF de Ludwigshafen (R.F.A.) entraîna soixante-quinze cas d'intoxication et la mise sous scellés des bâtiments pour vingt-cinq ans. En 1961, des incendies ont contaminé par la dioxine dans une usine de la Dow Chemical Corporation de Midland (Michigan, Etats-Unis). En 1963, c'est une usine Philips près d'Amsterdam (Pays-Bas) qui a subi la même catastrophe (soixant-six intoxications). Les déchets seront immergés dans l'Atlantique. En France, l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix (Isère), qui fabrique du trichlorophénol depuis 1956 - avec deux accidents de santé pendant dix ans - est obligée d'arrêter sa fabrication en 1966, après un « dérèglement » de la chimie non désiré.

En 1968, c'est au sein de la Grande-Bretagne qu'un accident chimique dans une usine de la Coalite and Chemical Products Ltd, à Llanelli (Derbyshire), a tué quatre-vingt-dix ouvriers atteints de chimie et autres lésions. Les déchets seront enfouis - mais pas de la dioxine - dans un site de la terre, dans une mine de charbon. Cette même année 1968, une usine de Tchécoslovaquie devait fermer après soixante-dix-huit cas de chloracné en un an.

On ne compte pas les accidents de chimie - R.C.

(1) Editions Plenum, New-York.

SELON LES CHIMISTES

La dioxine est un produit extrêmement dangereux

La dioxine, que les chimistes appellent tétrachlorodibenzoparadiène ou T.C.D.D., n'est pas un produit fabriqué par l'industrie chimique, du moins officiellement. C'est un sous-produit du trichlorophénol, vendu comme herbicide et désinfectant, la dioxine - agent orange - a été naguère par l'armée américaine au Vietnam pour défolier la jungle. Lorsque la température de la réaction chimique dépasse 160°C, le trichlorophénol dégage la dioxine.

Selon les études menées par le professeur René Truhaut, de l'Académie de médecine (1), il apparaît que la T.C.D.D. est, sur la plan toxicologique, « un produit extrêmement dangereux ». De 0,5 à 1 microgramme par kilogramme du poids corporel suffit pour tuer un cobaye, pour tuer un rat - beaucoup plus résistante - la dose mortelle est comprise entre 1 et 2 microgrammes.

Pour l'homme, la dioxine apparaît comme un poison « cumulatif ». C'est-à-dire qu'il se stocke dans le tissu adipeux, la dioxine peut s'accumuler dans l'organisme, et notamment dans le foie. Il est trop tôt pour conclure qu'elle est cancérigène - mais les spécialistes s'accordent en janvier dernier à Ho-Chi-Minh-Ville ne sont pas unanimes sur ce point - mais il est sûr qu'elle fragilise le foie, d'où les effets de chloracné.

La dioxine, produit toxique d'une grande stabilité chimique - elle résiste à des températures de 800°C - est « une mosaïque d'effets toxiques indissociables », conclut le professeur Truhaut.

(1) Un ouvrage de René Truhaut a été publié dans *l'Actualité chimique* (septembre 1979). Le livre de la Société chimique de France et de la Société de chimie industrielle.

POINT DE VUE

Une nouvelle politique avec des hommes nouveaux

par MICHEL PEZET (*)

L'actualité de ces derniers jours et les réactions enregistrées montrent la nécessité de l'opinion politique aux risques encourus par l'homme en son environnement physique. Nous devons engager des mesures pour la sécurité en cas d'accidents et songer aux générations futures. Les décharges contrôlées, les déchets industriels, répondent à une préoccupation.

La législation française sur les déchets industriels, votée en 1975, constitue la plupart de ses principes. Cette loi a été complétée par ses décrets d'application et s'impose aux industriels. Enfin, il est judicieux de contraindre les responsables de l'industrie qui n'ont pas changé depuis le 10 mai 1976 à prendre des mesures pour la sécurité de l'environnement.

Par ailleurs, l'élimination des déchets de haute toxicité qui sont produits par les entreprises multinationales pose le problème du contrôle de l'Etat sur les pratiques de ces grandes entreprises industrielles dans le domaine de l'environnement. Ces pratiques doivent être transparentes, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement.

Les entreprises comme Hoffmann-La Roche, qui produisent de leur production et de leurs nuisances, ne pourront plus abuser de la puissance publique et se décharger de leurs responsabilités sur des intermédiaires comme dans le présent système. Il faut que l'Etat mette en place une politique globale des déchets contrôlée par une autorité unique qui supervise le produit depuis sa génération à son recyclage ou à son élimination.

Dans la logique capitaliste, un déchet est tout ce qui n'a pas de valeur commerciale : le recyclage est né de conditions économiques incertaines d'équilibrer la balance commerciale et de la volonté politique : la valeur du déchet dépend du point de vue que l'on s'est fixé, sur sa destination ou sur l'acquisition du produit de remplacement.

En tout état de cause, l'Etat doit intervenir : soit à l'amont, en contrôlant la fabrication de produits peu polluants par l'industrie chimique, soit à l'aval, en restaurant l'obligation de traitement contrôlé des déchets comme dans le cas de la récupération des pneumatiques, qui sont recyclés pour des usages nouveaux.

Il faut donc s'interroger sur le rôle de l'Etat dans la fabrication de certains produits ou de certains adjuvants de production, comme la dioxine ou la pile au mercure qui est beaucoup plus toxique à éliminer et donc plus coûteuse pour la collectivité. Il faut que l'Etat prévienne et limite les coûts qu'il va devoir engager pour organiser le recyclage, les mesures de protection et la surveillance, et les faire prendre en compte dans le coût de production.

Ces tâches économiques et politiques entraîneront très probablement une mutation de l'appareil productif vers d'autres technologies et une restructuration industrielle. Il nous faut, dès aujourd'hui, anticiper le choc des technologies polluantes et gérer un passé industriel qui a causé des dommages pour la qualité de l'environnement, notamment en éliminant les produits industriels, en les recyclant et en les éliminant.

BASF'82

Convocation à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

le jeudi 30 juin 1982 à 10 heures, à Ludwigshafen

BASF-Feierabendhaus, Leuschnerstraße 47, Ludwigshafen am Rhein

Ordre du Jour

1. Présentation des comptes de l'exercice et du rapport annuel 1982 de la BASF Aktiengesellschaft et du Konzern; présentation du rapport du Conseil de Surveillance
2. Résolution sur l'affectation des bénéfices
3. Quitus au Conseil de Surveillance
4. Quitus au Directeur
5. Désignation d'un commissaire aux comptes pour l'exercice 1983
6. Modification des statuts
7. Désignation des membres du Conseil de Surveillance et de leurs suppléants élus par l'Assemblée Générale

Seront autorisés à participer à l'assemblée générale et à exercer leur droit de vote les actionnaires qui auront déposé leurs actions, durant l'ouverture normale des guichets, et selon les modalités requises, auprès de l'un des établissements indiqués au « J.O. » de la République Fédérale d'Allemagne du 11 mai 1983, et qui y auront participé jusqu'à la fin de l'assemblée générale.

Les Etablissements prévus en France sont les suivants :

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères & Co.
L'Européenne de Banque
Société Générale

Le dépôt des actions devra être effectué au plus tard le mercredi 22 juin 1983.

Ludwigshafen, le 11 mai 1983

Le Directoire

BASF Aktiengesellschaft
D-6700 Ludwigshafen

BASF

ENQUÊTE

Contradictions américaines

II. - Des syndicats convalescents

De notre envoyé spécial DOMINIQUE DHOMBRES

La reprise économique tant attendue par l'administration Reagan a enfin au rendez-vous. Attentifs au changement, les moyens d'information pré- sentent une image plus rian- te de la situation intérieure du pays, comme en témoigne l'histoire de l'usine Trim de De- troit, sauvée in extremis de la faillite. Une renaissance indus- trielle semble en dessin, et compris dans des secteurs jugés sinistrés, tels que la sidérurgie ou l'automobile. Ces bonnes nouvelles profitent cependant à M. Reagan lui-même et à ses espoirs de réélec- tion en 1984 qu'à sa « doc- trine » économique et sociale, singulièrement dévaluée dans l'opinion (le Monde du 10 mai).

législative. L'A.F.L.-C.I.O., pré- sidente du hebdomadaire consa- cré aux projets de loi en instance devant le Congrès pour la semaine qui commence. Chaque participant voit assigner un nombre de tâches précises, de visites à effec- tuer, de lettres à lire des sénateurs et représentants qu'il faut impérati- vement convaincre, relancer pour promouvoir ou au contraire empêcher l'adoption de tel ou tel projet législatif. On suppose des majorités probables, des retour- nements éventuels...

Agir en coulisse

Washington. - Ce lundi, chaque semaine, la salle de confé- rences du huitième étage de la tour de la pierre de taille de l'A.F.L.-C.I.O., la confédération des syndicats américains, est pleine à craquer. A l'extérieur, le porche de l'immeuble, orné d'une ban- nière rappelant deux préoccupa- tions de la confédération : « Frons les syndicats illégaux et Solidarnosc, 11,4 millions de chômeurs aux Etats-Unis. » Dans la salle, les confé- rences, il a fallu ajouter des fau- teuils supplémentaires. M. Ray- nelson, directeur de l'action

Les huit « lobbies » (1) pa- raissent de l'A.F.L.-C.I.O. mais là, aux côtés de leurs confrères représentant chaque syndicat affilié à la Confé- dération. Tous les participants à la réu- nion du lundi ne sont pas cependant membres de l'A.F.L.-C.I.O. Un dé- légué du syndicat des camionneurs, les Teamsters, exclu de la Confé- dération en raison de ses liens avec la Mafia, est présent. Le 1,7 million de Teamsters est une force qu'il n'est pas question de négliger, mais qu'on veut faire pression sur le Congrès. Il en est de même pour la Fédération des employés publics des municipalités, des comités de des

Etats, qui est indépendante et compte 1,1 million de membres. Au total, avec les 15 millions d'adhé- rents de la confédération elle-même, ce sont près de 16 millions de syn- dicats qui sont ici représentés.

Cette formidable puissance n'est pourtant plus ce qu'elle était. Les syndicats ont pris depuis longtemps l'habitude d'agir en coulisse, de faire passer leurs forces à l'Assemblée législative. L'Association nationale des enseignants, un syndicat non af- filié à l'A.F.L.-C.I.O., qui compte 1,7 million de membres. M. Denison énonce des propositions plus brutales- ment. « Je dois admettre qu'à l'heure actuelle nous n'avons aucune influence sur Ronald Reagan », dit-il.

La situation d'information et de per- sonnalités auprès du législateur reste la même de l'action syndicale, mais l'hostilité manifestée de la Maison Blanche perturbe grandement le processus. L'exécutif dispose, lui aussi, de moyens de pression très ef- ficaces pour « emporter » le vote de tel membre du Congrès ou pour l'en- traîner, mais lorsqu'un texte jugé crucial pour les syndicats est en jeu.

Les années 1981-1982 ont été une période noire pour le mouvement syndical. Bien qu'il ait été jadis pré- sident du syndicat des mineurs de ci- néma, M. Reagan n'a gardé de cette période que des souvenirs négatifs. Aucune sympathie pour le syndica- lisme, il a même eu un geste symbolique, un lot, pratiquement indéfinissable, de plantations antisyndicales, dont il a planté lui-même quelques-unes dans les années 80, le jour même où le Congrès a voté la loi Taft-Hartley. L'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche en janvier 1981 fut donc une catastrophe pour l'A.F.L.-C.I.O., l'union qu'elle avait gagné pour la première fois depuis un quart de siècle - d'une majorité ré- publicaine au Sénat. Le système lé- gislatif américain impose que cha- que projet de loi soit voté dans des termes rigoureusement identiques par les deux Chambres. La domina- tion républicaine à la Haute As- semblée rendait donc l'adoption de la loi Taft-Hartley très difficile aux « lobbies » syndi- caux.

Pour la première fois depuis plus de dix ans, l'A.F.L.-C.I.O. a perdu en 1981 et 1982 la majorité des votes-clés au Congrès sur les sujets qui intéressent traditionnellement le mouvement syndical. L'A.F.L.-C.I.O. n'avait en particu- lier aucune chance d'obtenir, comme elle s'y efforçait pour le prin- cipe à chaque session, l'abrogation de l'article 14 B de la loi Taft-Hartley qui autorise les Etats à limiter l'activité syndicale. Ce texte a été uti- lisé par certains Etats, notamment dans le Sud, pour empêcher la syn- dicalisation de 100 % du personnel d'entreprise (2).

En outre, les conditions, les tactiques de l'A.F.L.-C.I.O. ont été décriées. Les stratégies syndicales se sont d'ailleurs aperçues avec soulage- ment qu'il n'y avait beaucoup plus à

de bloquer un projet hostile que de faire passer un texte auquel on tient. Les tentatives des républicains ultra-conservateurs, aiguillonnées par des organisations telles que le Co- mité pour le droit au travail, de faire passer des résolutions anti-syndicales ont échoué. Ce fut le cas notamment des projets destinés à rendre plus souple la règle des huit heures de travail ou à « criminali- ser » les actes de violence commis par les piquets de grève. Parmi les tentatives avortées des milieux pa- tronaux, relayés par la droite du parti républicain, on peut citer en- core les initiatives visant à relâcher les règlements d'hygiène et de sécu- rité dans les entreprises ou à autori- ser des dérogations à la loi sur le sa- laire minimum en ce qui concerne l'emploi des mineurs, mais, selon les pointages syndicaux, 56 % des re- présentants à 43 % des membres

La position des syndicats n'est nettement améliorée avec les « élec- tions » mi-parcours de novembre 1982. Deux cent cinquante-huit des quatre cent sept candidats à la Chambre et au Sénat qui ont été élus. Certes, le Sénat reste majori- tairement républicain, mais, selon les pointages syndicaux, 56 % des re- présentants à 43 % des membres de l'A.F.L.-C.I.O., ce qui constitue un grand progrès par rapport au pré- cédent Congrès. La confédération avait dépensé la bagatelle de 17 mil- lions de dollars au profit de ses can- didats, mais compter tout le tra- vail bénévole des volontaires syn- dicaux, qui ont fait du porte-à-porte, collé des enveloppes, multiplié les appels téléphoniques aux électeurs et aux abstentionnistes potentiels.

Une incontestable perte d'influence

La question du protectionnisme va jouer un grand rôle dans les mois qui viennent. « Nous sommes pour le libre trade plus que pour le free trade », explique M. Raymond Ma- jernus, secrétaire général (nu- méro deux) du Syndicat de l'auto- mobile. Cette organisation, qui a une réputation « de gauche » aux Etats-Unis, va s'efforcer d'obtenir des garanties du futur candidat dé- mocrate, quel qu'il soit.

Les syndicats sont-ils cependant encore en mesure d'exercer une in- fluence déterminante sur ce qui continue - tous les quatre ans - l'élection présidentielle de la vie politi- que américaine, l'élection présiden- tielle ? On peut se poser la question au vu des chiffres qui indiquent un tassement, voire un recul, du taux de syndicalisation. Depuis des années, l'A.F.L.-C.I.O. se maintient, selon

(1) L'activité des « lobbies » (groupes de pression) est régie par la loi. Tous les « lobbies », dont le mé- tier est d'influencer les membres du Congrès, sont tenus de se déclarer.

(2) La syndicalisation d'une entre- prise obéit à des règles très différentes de ce qui se passe en France. Si une ma- jorité du personnel, par un vote secret, décide de se syndiquer, le syndicat choisit jadis désormais d'une sorte de mo- nopole. La plupart des entreprises amé- ricaines sont soit non syndiquées, soit syndiquées à 100 %. C'est cette pratique - qui est la règle dans le Nord et l'Est - que la loi Taft-Hartley permet aux Etats du Sud d'interdire.

(3) Le syndicat de l'automobile avait quitté l'A.F.L.-C.I.O. en raison de divergences d'ordre idéologique et per- sonnel entre son chef - charismatique - M. Walter Reuther, et M. George Meany, alors président de l'A.F.L.-C.I.O.

(4) Les Syndicats américains, conflit ou complicité, par Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier. « La rose au poing », Flammarion.

les qu'elle fournit, autour de 15 millions d'adhérents. Le re- tour au bercail du syndicat de l'auto- mobile, en novembre 1981, avec son 1,1 million de membres, a compensé d'autres pertes (3). Mais, pendant cette période, la population n'a cessé d'augmenter, alors que les effectifs syndiqués ont stagné. Si l'on raisonne sur le long terme, le re- cuit est manifeste. Dans les années 40, environ 35 % de la popula- tion active américaine était syn- dicalisée. Cette proportion est au- jourd'hui de l'ordre de 20 %.

John Dunlop, ancien secré- taire au travail du président Ford, professeur d'économie à Harvard et spécialiste du mouvement syndical américain, invite les commentateurs à la prudence. « La syndicalisation aux Etats-Unis procède par bonds. Je me souviens d'une époque où l'on disait qu'il était impossible que des fonctionnaires se syndiquent. Puis, d'un seul coup, à la fin des an- nées 60 et au début des années 70, la moitié des employés des munici- palités et des Etats et les deux tiers des employés fédéraux se sont syn- diqués », indique-t-il.

Cette remarque rejoint celle de M. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier, le livre qu'ils ont écrit en 1977 aux syndicats américains. « La révolution des an- nées 30 a amené au syndicalisme les ouvriers de l'industrie, ceux des an- nées 40, les employés publics », disent ces auteurs (4).

Les syndicats américains, en perte de vitesse depuis dix ans, sont-ils à la veille d'un nouveau sursaut ? Pour l'instant, forces est de recon- naître qu'ils ont pâti à la fois de cir- constances politiques et de la pugnacité nouvelle de l'encadrement formé dans les « business school », aux techniques légales et illégales in- luites contre les délégués syndicaux.

En 1980, selon le Bureau fédéral des relations syndicat-patronat, quinze mille personnes ont été licen- ciées aux Etats-Unis pour activité syndicale. Le patronat viole la loi. Et il n'y a pas vraiment de sanctions pour cette violation de la loi », af- firme M. Richard Freeman, profes- seur d'économie à Harvard.

La récession a encore aggravé les choses. Ignoré par l'administration Reagan, les syndicats se sont re- trouvés face à des entreprises qui menaçaient de fermer leurs portes si certaines revendications étaient maintenues. Beaucoup, notamment dans l'automobile et la sidérurgie, ont choisi de plier, acceptant le simple maintien, voire, compte tenu de l'inflation, un recul du salaire réel contraire à toutes les traditions. Les Teamsters, malgré leur agressivité légendaire, avaient donné l'exemple au printemps 1982, en signant une convention collective de trois ans pour les camionneurs qui prévoit un « gel » des rémunérations. L'A.F.L.-C.I.O. a repris un peu espoir après l'échec des ultra-conservateurs aux élections de novembre 1982 et le ré- sultat succès démocrate. Elle n'a vis- à-vis pas encore le courage - ni la force - de capitaliser ce gain, et encore moins de tirer profit de la re- prise en cours. Le syndicalisme est encore convalescent aux Etats-Unis.

Prochain article :
LES CHOMEURS, ENTRE LE COGNAC ET LA SOUPE POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Energie des Industries Pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH
Division Hydrocarbures - Direction Transports

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° INV. 1/83

Un appel d'offres international est lancé pour l'acquisition de :
Lot n° 1 : 4 camions 4 x 4 de 12 t de PTC
Lot n° 2 : 2 camions benne 4 x 4 de 18 t de PTC
Lot n° 3 : 1 camion plateau 6 x 6 de 28 t de PTC
Lot n° 4 : 2 camions attelage de 18 t de PTC
Lot n° 5 : 1 fourgon attelage 4 x 4 de 18 t de PTC
Lot n° 6 : pièces de rechange 1^{er} et 2nd degré

Les cahiers des charges peuvent être rendus contre paiement de la somme de cent dinars (100 DA) à l'adresse suivante :

SONATRACH - Direction Transport
B.P. 1000 - ALGER
EL-MOURADIA - ALGER

Les soumissions doivent parvenir sous double enveloppe.
L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions ci-après :

A NE PAS OUBLIER - Affaire AO. IN.
N° INV. 1/83

L'enveloppe extérieure doit comporter le cachet ou la raison sociale du soumissionnaire.

Le délai de remise des offres est fixé à trente (30) jours à partir de la date de parution du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires doivent se présenter par écrit pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

DU 2 AU 28 MAI 1983.

-15%

SUR TOUS LES MATELAS ET SOMMIERS.

(ET SUR TOUS LES MEUBLES CHAMBRES, SIEGES, MEUBLES DE CUISINE ET DE SALLE DE BAINS.)

* SAUF MEUBLES DE JARDIN.
Livraison gratuite à partir de 700 F en région parisienne.

Dans la mesure où le rayon correspondant existe, à l'exception des articles signalés par points verts.

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

مركز العمل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEFIMEG

Les recettes de la Société, au cours du premier trimestre 1983, se sont élevées à 50.197.000 F contre 45.212.700 F pour la période correspondante de 1982, enregistrant ainsi une progression de 11,02 %.

Les seules recettes de loyers passent pour la même période, de 43.178.000 F à 46.907.000 F, en augmentation de 8,64 %.

Pour lutter efficacement contre LE BRUIT



exigez les véritables BOULES QUIÈS

leaders de la protection individuelle

Constituées de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIÈS sont parfaitement supportées par le conduit auditif.

Un produit français au plus haut développement : 701.532.85.88

COLAS

Le conseil d'administration de la Société Colas, réuni le 9 mai, a examiné les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire fin juin.

Au niveau consolidé, ces comptes font apparaître les résultats provisoires suivants :

Le chiffre d'affaires, en progression de 16 % par rapport à 1981, s'est élevé à 8.839 millions de francs, dont 47 % hors de France.

Toujours au niveau consolidé, la perte, après 340,7 millions de francs d'amortissements, mais avant certaines provisions complémentaires, s'élève à 66,2 millions.

Compte tenu des risques existants dans certains territoires, des provisions complémentaires ont été constituées à hauteur de 116 millions, portant ainsi la perte de l'exercice à 182,2 millions.

Au niveau de la société mère Colas, la perte de 178,8 millions sera imputée sur les réserves et le report à nouveau, et aucun dividende ne sera distribué cette année.

Les fonds propres consolidés, intérêts minoritaires compris, s'élèveront ainsi, à fin 1982, à 426 millions de francs, soit 443 francs par action.

Il est rappelé qu'une procédure de maintien de cours doit intervenir incessamment au prix de 225 francs l'action.

Au cours de sa séance, le conseil a pris acte de la prise de contrôle majoritaire de la Société S.C.R.E.G. dans le capital de la société d'investissements de travaux publics (S.I.T.P.), qui contrôle elle-même majoritairement la Société Colas.

Les cinq représentants du groupe Raveau-Cartier, qui a cédé à S.C.R.E.G. sa participation dans S.I.T.P., ont présenté leur démission, tandis que cinq représentants du groupe S.C.R.E.G., MM. Bussière, Louri, Bertin, Costier et la Société I.N.E.C. (représentée par M. Sariban), ont été cooptés. M. Charial, président-directeur général, et les deux représentants de Shell française, M. Hirsutroter et la Société de gestion mobilière et immobilière (représentée par M. Pradier), ont été confirmés dans leurs fonctions d'administrateurs.

M. Bussière, par ailleurs président-directeur général de S.C.R.E.G., a été élu, par le conseil, vice-président de Colas.

Les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour assurer le redressement des résultats.

Des dispositions de restructuration, notamment à l'étranger, sont en cours d'examen. Dans la mesure où les crédits de l'Etat et des collectivités locales affectés à l'activité routière en France ne seront pas remis en cause de façon trop sensible, la direction générale s'efforcera de prendre toutes dispositions permettant le maintien de l'emploi.

Exercice 1982

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 3 mai 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982. Le dividende de 90 FB net de précompte mobilier est payable depuis le 6 mai 1983.

Le conseil de direction rappelle, dans son rapport, les préoccupations majeures qui ont guidé son action au cours des deux derniers exercices, notamment le rétablissement de l'équilibre bilancaire de la société et l'élargissement de ses moyens d'action.

Le portefeuille a été allégé par la cession de divers titres ou participations, notamment à Tanks Consolidated Investments, conformément à la vocation internationale assignée à cette société, ainsi qu'à Laura & Vorsewing, sur laquelle le contrôle a été consolidé. Le placement d'un emprunt à moyen terme de 3 milliards de francs belges a permis à la Société générale de consolider une fraction importante de son endettement à court terme.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Après une analyse du contexte économique, de la crise financière internationale et de la continuité nécessaire en politique économique, le rapport passe en revue la situation des diverses sociétés du groupe. La nouvelle Union minière a consacré son premier exercice notamment à l'étude et à la mise en application d'un programme de restructuration interne ; elle a activement participé à la recherche de solutions aux difficultés que connaît l'industrie du zinc. Depuis l'acquisition de Canada Permanent Mortgage, un tiers de l'activité de Genstar Corporation relève du secteur financier. La Société générale de Banque, dont le bilan non consolidé s'est encore

accru en 1982 de 14 %, a procédé à l'augmentation de son capital ; des moyens d'action supplémentaires pour 89 milliards de francs belges lui ont été confiés par sa clientèle. Une société de commercialisation a été créée conjointement par Tractebel et Electrobél. Sibéka a étendu son implantation dans le secteur de la fabrication d'outils diamantés.

Ce rapport peut être obtenu en adressant le coupon réponse ci-dessous à la Société générale de Belgique, service d'information, 30, rue Royale, B-1000 Bruxelles, tél. 02/513-36-80 - extension 276 - et, pour la France, également à la Banque belge, 12, rue Voltaire, Paris, tél. 261-50-37.

Nom/Prénom	De préférence à coller sur carte postale affranchie au tarif actuel, S.T.P.
Fonction	
Société/Organisme	
Adresse	
Code postal/Localité	

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs. Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolatifs du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le déballer, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur.

Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VOUS AU STAND BURROUGHS Mercredi, 13 Avril - Mercredi, 20 Avril



* L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom	
Fonction	
Société	
Adresse	
Téléphone	

A envoyer à: Direction du Marketing
S.A. Burroughs
95015 - Cergy-Pontoise Cedex

LM 5123

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND-ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION

ETRAVE 38 av. Daumesnil PARIS 12 - 347-21-32

(Publicité)

« AVIS D'ADJUDICATION PUBLIQUE par soumission cachetée du droit de chasse dans les forêts domaniales du Hanau et Mouterhouse et de Sturzelbronn (département de la Moselle) pour la période du 1^{er} juillet 1983 au 31 mars 1991, le 20 juin 1983 à 14 h 30, au Centre de l'Office national des forêts, 21, rue de Sarreguemines à Bitché.

Art. 68 - FD de Hanau et Mouterhouse. Lot n° 4
FD de Hanau. Parcelles 127 à 157
FD de Mouterhouse. Parcelles 73 partie, 109 à 118
Superficie : 863 ha
Enclaves réservées : 50 ha
Nombre de fusils autorisés : 25

Art. 95 - FD de Sturzelbronn. Lot n° 4
Parcelles 133 à 170
Superficie : 810 ha
Enclaves réservées : 53 ha
Nombre de fusils autorisés : 25

Acte de candidature : les amateurs doivent faire acte de candidature au plus tard le 20 mai 1983 auprès de M. le Chef de centre de l'O.N.F. à 57230 Bitché, 21, rue de Sarreguemines. »

Le Monde BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE ET DANS PLUS DE CENT PAYS DE NOMBREUX GRAPHIQUES ET TABLEAUX

UNE BROCHURE DE 192 PAGES

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1982

NOM	PRÉNOM
ADRESSE	
CODE POSTAL	VILLE
Nombre d'exemplaire (s)	x 32,50 F.
(30 F + 2,50 F de frais de port) =	

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

BULL : C'EST LE REGROUPEMENT DE CII HONEYWELL BULL, R2E, SEMS, TRANSAC.

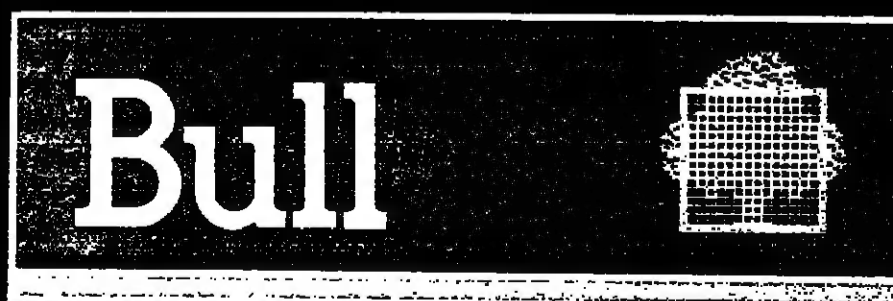
BULL : C'EST LE N° 1 DE L'INFORMATIQUE FRANÇAISE.

BULL : C'EST UNE ORGANISATION COMMERCIALE PRESENTE DANS 74 PAYS.

BULL : C'EST LA COMPETENCE DE 25 000 PERSONNES.

BULL : C'EST 50 ANS D'INFORMATIQUE AU SERVICE DE SES CLIENTS.

BULL : C'EST L'AVENIR, ICI ET MAINTENANT. AVEC VOUS.



BULL, UN NOUVEAU GROUPE EST NE.

هكذا امن الاصل

PARIS

Très sélectif

Déjà marquée ces derniers jours, la tendance à la sélectivité est encore apparue plus prononcée mardi à la Bourse de Paris. Encore retardée d'un quart d'heure par suite de l'encombrement créé au comptant par l'afflux d'une multitude de petits ordres, la séance a de nouveau donné un résultat positif, avec l'Indicateur instantané à 0,35 % au-dessus de son niveau de la veille.

Malgré des ventes bénéficiaires, peu de valeurs ont décroché, beaucoup ont piqué et quelques-unes se sont détachées. Ainsi, par exemple, L'Oréal et Moët-Hennessy ont atteint des cotes records.

De l'avis général, la Bourse de Paris navigue dans la mouvance des grandes places internationales entraînées dans un tourbillon de hausses.

Les investisseurs, étrangers bien souvent encore, anticipent pour bien des entreprises des résultats améliorés en 1983, comme pour Valéo, ou moins mauvais - exemples : C.S.F., Michelin.

Pour l'instant, le facteur monétaire s'estompe, bien que la santé du franc ne soit guère florissante. Autour de la corbeille, les conversations portaient sur l'élaboration du nouveau système monétaire international préconisé par le président Mitterrand. Mais nul ne croyait à cette possibilité. Pour l'instant les regards se braquent sur Wall Street, que l'on donnait de nouveau « haussier » ce mardi.

La devise-titre a valu plus cher et s'est échangée entre 9,30 F et 9,39 F contre 9,23 F et 9,32 F.

L'or est remonté à Londres avec l'once de métal précieux à 439,25 dollars (+ 5,25 dollars) et, à Paris, avec le lingot à 103 900 F (après 103 800 F) contre 103 350 F. Le napoléon a reproduit son cours précédent de 699 F. Cependant le 4,5 % 1973 a monté de 2,2 %. Le volume des transactions a diminué de plus de moitié : 11,66 millions de F contre 24,11 millions.

NEW-YORK

Légère reprise

Tout en restant très irrégulier, le marché new-yorkais a opéré, mardi, une légère reprise, permettant à l'indice Dow Jones des valeurs industrielles de s'ajuster finalement 1,45 point, pour s'établir à 1.229,68 points, le volume des échanges ayant franchi la barre des 100 millions d'actions pour atteindre 104 millions d'actions contre 93,67 millions lundi.

Sur le front des taux d'intérêt, la détente descriptible du loyer de l'argent a trouvé un élément encourageant dans la baisse des taux de rendement moyen du papier commercial, tel qu'il a été adjugé pour le compte de la Citicorp. Cette grande banque américaine a, en effet, placé du papier commercial à quatre-vingt-cinq jours au taux de 8,326 % contre un taux de 8,340 % la semaine précédente. De son côté, l'U.S. Trust and Co a décidé de ramener de 9 1/2 à 9 1/4 son « broker loan », c'est-à-dire le taux préférentiel consenti aux agents de change.

[illegible]

La perspective d'élections générales anticipées le 9 juin en Grande-Bretagne a entraîné une forte baisse de la Bourse de Londres, où l'indice « Financial Times » a perdu jusqu'à 22,5 points en début d'après-midi, chutant à 668 points. Grâce à une timide reprise, le baromètre du London Stock Exchange a pu contraindre à 13,5 points son repli final, le « Financial Times » s'établissant à 676,7 points.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

B.A.S.F. - L'année écoulée a été la plus mauvaise que le monde ait connue au regard de la chimie : une catastrophe depuis la dernière guerre. Malgré une légère progression de ses chiffres d'affaires, concédée (+ 2,3 %) à 32 480 millions de deutschemarks (et mondial (+ 1,7 %) à 34 844 millions), son bénéfice net a chuté de 25 % pour revenir à 275 millions de deutschemarks. Le résultat net de la maison a été de 27,4 % de moins par rapport à 1964. Les ventes de la filiale allemande de produits chimiques, la *Farma*, ont connu une perte encore plus saignée que les matières plastiques standard, malgré les réductions de capacités opérées (18,65 % en total), mais aussi aux déficits de trois milliards américains.

caines, notamment de la Badische Corporation (7,6 millions de dollars), la seule du groupe fabriquant encore des fibres synthétiques, à la baisse des résultats dans la branche pétrole et gaz, aux pertes sévères aussi enregistrées dans les engrais, enfin aux variations de change défavorables. Bref, la rentabilité du groupe (rapport bénéfice après impôts-chiffre d'affaires), déjà faible en 1981 (1,2 %), a encore diminué pour revenir à 0,9 %, LAUX a plus bas depuis plus de vingt ans.

Comme son concurrent Hoechst, S.A.S.F. a, néanmoins, enregistré une amélioration de ses résultats pour le premier trimestre. Avant impôts, le bénéfice

INDICES QUOTIDIENS

	9 mai	10 mai
Valeurs françaises	123,3	125,8
Valeurs allemandes	134,2	135,6

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1962)

	9 mai	10 mai
Indice général	123,9	124,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés de 11 mois 12 1/2 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	10 mai	11 mai
1 dollar (en yens)	232,10	231,20

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous sépare de la parution de nos dernières éditions, nous pourrions être

Compte	VALEUR	Cours	Premier	Dernier	Cl.
--------	--------	-------	---------	---------	-----

BOURSE DE PARIS Comptan

Comptan

10 MAI

VALEURS	% du mois	% du coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	10/5	Emission Prime ind.	Rachat ann.
100 %	1 925		De Dietrich	310	301	Wolff Wilms	107 20	52 80	R. M. Mouton	7 25				
71 %	1 356		Deutsche S.A.	135 90	135 50	W. H. H. H. H.	310	310	B. H. H. H. H.	35500	35500			
100 80	1 359		Deutsche S.A.	504	482	W. H. H. H. H.	64 30	63	B. H. H. H. H.	108	110			
Emp. M. S. 95 97	1 555		Deutsche S.A.	119 10	119 50	W. H. H. H. H.	93	93	B. H. H. H. H.	217	220			
Emp. 75 1973	6700		Deutsche S.A.	264	264	W. H. H. H. H.	90 20	92	B. H. H. H. H.	164 50	165			
Emp. 8,80 77	108 80	8 511	Deutsche S.A.	328	328	W. H. H. H. H.	138	138	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 78/83	86 30	8 136	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 79/86	87 30	8 136	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 80/81	88 30	8 136	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 80/80	89 12	12 415	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 80/80	90 10	7 826	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 81/87	101 10	4 388	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 81/87	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	57	58 50			
Emp. 8,20 82/100	108 80	11 151	Deutsche S.A.	230	230	W. H. H. H. H.	282	282	B. H. H. H. H.	29 80	25 80			

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le acte complet dans nos dernières éditions, nous pouvions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figuraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Coût. Premier cours	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Coût. Premier cours	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Coût. Premier cours	Comptes
1887	A.S. 1573	2035	2080	2075	2075	680	Europe n° 1	630	628	628	618	113	Pachabanc	118	117	116	120	98
2236	C.N.E. 3	3250	3248	3248	3248	760	Pacem	728	710	718	688	408	P. Clapet n° 1	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 2	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 2	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 3	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 3	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 4	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 4	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 5	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 5	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 6	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 6	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 7	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 7	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 8	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 8	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 9	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 9	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 10	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 10	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 11	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 11	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 12	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 12	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 13	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 13	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 14	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 14	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 15	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 15	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 16	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 16	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 17	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 17	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 18	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 18	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 19	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 19	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 20	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 20	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 21	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 21	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 22	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 22	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 23	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 23	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 24	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 24	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 25	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 25	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 26	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 26	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 27	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 27	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 28	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 28	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 29	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 29	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 30	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 30	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 31	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 31	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 32	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 32	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 33	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 33	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 34	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 34	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 35	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 35	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 36	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 36	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 37	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 37	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 38	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 38	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 39	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 39	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 40	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 40	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 41	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 41	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 42	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 42	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 43	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 43	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 44	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 44	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 45	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 45	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 46	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 46	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 47	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 47	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 48	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 48	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 49	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 49	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 50	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 50	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 51	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 51	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 52	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 52	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 53	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 53	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 54	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 54	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 55	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 55	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 56	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 56	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 57	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 57	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 58	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 58	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 59	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 59	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 60	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 60	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 61	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 61	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 62	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 62	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 63	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 63	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 64	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 64	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 65	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 65	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 66	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 66	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 67	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 67	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 68	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 68	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 69	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 69	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 70	676	676	676	676	408	P. Clapet n° 70	391	391	391	394	1280
2236	Agencia Buena	674	674	674	674	318	P. Clapet n° 71	676	676	676	676	4						

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DEUX ANS APRÈS : « La revanche de l'économie », par Alain Verrière.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE

La président Reagan ne croit plus à un conflit nucléaire limité.

3. AFRIQUE

3-4. PROCHE-ORIENT

IRAN : le nombre des arrestations au sein du parti Toudah s'élève à plus de mille.

5. ASIE

6. AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : M. Reagan maintient le doute sur ses intentions pour l'élection de 1984.

6. EUROPE

AUTRICHE : la formation d'un gouvernement de coalition est plus difficile que prévu.

POLITIQUE

7. M. Chirac dégage les mains R.P.R.
8. Le Sénat, l'État et l'organisation des activités sportives.

SOCIÉTÉ

10. JUSTICE : l'affaire des ententes pétrolières.
11. SCIENCES.
12. ÉDUCATION : le congrès des psychiatres à Avignon.
23. POLICE

ARTS ET SPECTACLES

13 à 15. LE 39^e FESTIVAL DE CANNES : entretien avec André Tarkovski et avec Paul Vecchiali ; les films en compétition ; le renouveau du cinéma chinois.
16. EXPOSITIONS : Magritte et les publicitaires.
17. UNE SÉLECTION.
18 à 21. Programmes des expositions.
22. LETTRES : LU : les Femmes et les enfants d'abord, d'Elena Gianini Belotti.

ÉCONOMIE

25. La réunion de l'O.C.D.E. et la préparation du sommet de Williamsburg.
CONJONCTURE : le Conseil économique examine le projet du D.P. Plan.
26. SOCIAL.
27. ENVIRONNEMENT.
Le procès des cinq personnes inculpées à Seveso reprend à Monza.
POINT DE VUE : Une nouvelle politique de gestion des espaces naturels.
28. ENQUÊTE : « Contradictions américaines » (II), par Dominique Dhombres.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS
SERVICES (22) :
Vivre à Paris : « Journal officiel », Mots croisés.
ABONNÉS CLASSÉS (24) :
Caractéristiques (23) : Programme des spectacles (18 à 21) ; Marchés financiers (31).

HAUT-ATLAS MAROCAIN
5700 F
DÉPART POSSIBLE
CONSULTEZ :
PEUPLES DU MONDE
10, RUE DE TURENNE
75004 PARIS
Tél. : 271-50-55
Tél. : 271-50-55

CHARTERS ÉTÉ
83
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de 2 850 F A/R
AIRCOM SET
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

La S.N.C.F. supprimera 1 500 emplois d'ici à la fin de l'année

Le conseil d'administration de la S.N.C.F. a décidé, mardi 10 mai, une réduction des effectifs de l'entreprise nationale de 1 500 postes d'ici à la fin de l'année. Cette disposition fait partie d'un programme d'économie portant sur les différents postes du budget de fonctionnement et d'investissements de 1983 se chiffrant à 750 millions de francs.

Un communiqué de la direction de la S.N.C.F. précise que « ces décisions répondent à deux impératifs : une demande gouvernementale d'économies adressée à toutes les entreprises publiques et une logique d'entreprise, puisqu'il apparaît nécessaire d'adapter en cours d'année les moyens de la S.N.C.F. à l'évolution des résultats, notamment en ce qui concerne le trafic marchand ».

Sous l'impulsion des pouvoirs publics, la S.N.C.F. avait accru ses effectifs de 4 500 agents en 1981 et 1982, portant leur nombre total à 253 000, une augmentation qui ne correspondait pas à une évolution parallèle du trafic, celui des marchandises accusant même une baisse sensible : de 7 % en 1981, de 5 % en 1982, et de 8 % pour les premiers mois de 1983. Les réductions d'emplois projetées par le conseil d'administration seront acquiescées par les départs « naturels » qui devraient toucher l'ensemble des services de la S.N.C.F., et particulièrement l'administration et certains secteurs de la production comme les gares de triage.

La direction de l'entreprise ne cache pas, d'autre part, que l'accès aux trente-cinq heures hebdomadaires du personnel posté (20 % à 25 % des effectifs) supposera, dans les conditions actuelles, des efforts correspondants de productivité, puisqu'il ne pourra être acquis par des embauches nouvelles.

La Fédération C.G.T. des cheminots a aussitôt réagi en exprimant sa « désapprobation » vis-à-vis de cette volonté de « répondre au souci d'une gestion rigoureuse, notamment par une réduction des dépenses de personnel ». La C.G.T.

« veut imposer une stratégie de développement » de l'entreprise allant à l'inverse des mesures de la direction, lesquelles ont « montré leur nocivité » avant le 10 mai 1981.

Dans ce but, et afin d'appuyer ses dernières revendications concernant « le pouvoir d'achat, les salaires, la réduction du temps de travail, l'application la plus large possible de l'ordonnance sur les trente-cinq heures », la Fédération appelle les cheminots à une « riposte de masse au niveau national » et les invite, le jeudi 19 mai, à une « journée d'application, de proposition et d'action » qui sera marquée notamment par un arrêt de travail de 10 heures à 11 heures.

Au comité central d'entreprise d'E.D.F.

LA C.G.T. RESTE MAJORITAIRE (53,9 %), MAIS PERD 2,2 POINTS PAR RAPPORT À 1980.

A E.D.F., les élections des membres des conseils d'administration des « caisses d'activités sociales » (appellation « maison » du comité central d'entreprise) ont eu lieu le 10 mai. Ces élections ont lieu tous les trois ans. Par rapport aux scores précédents, la C.G.T. majoritaire a subi une perte de voix (- 2,2 points par rapport à 1980, - 3,9 points par rapport à 1977) ; la C.F.D.T. poursuit sa progression (+ 1,3 point ; + 3,9 points). L'Union nationale des cadres et agents de maîtrise (C.G.C.) gagne 0,9 point par rapport à 1980 et 0,5 point par rapport à 1977. F.O. et la C.F.T.C. maintiennent à peu près leurs positions.

Tous collèges réunis. Inscrits : 234 619. Exprimés : 210 199. C.G.T. : 53,9 % ; C.F.D.T. : 19,2 % ; F.O. : 15,6 % ; U.N.C.M. (C.G.C.) : 7,3 % ; C.F.T.C. : 4 %.

LE NOUVEL ADMINISTRATEUR DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

M. Jean-Pierre Vincent portera ses efforts sur la programmation

M. Jean-Pierre Vincent qui, après avoir dirigé le Théâtre national de Strasbourg durant huit ans, prendra, le 1^{er} août prochain, ses nouvelles fonctions d'administrateur de la Comédie-Française, a donné une conférence de presse le lundi 9 mai, en présence de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.

Après un hommage rendu à son prédécesseur, M. Jacques Toja, M. Vincent a déclaré qu'il ne serait pas question, dans un premier temps, de modifier les statuts régissant la troupe du Français, et affirmé que ses efforts porteraient surtout sur le programme artistique : « Il faut revenir sur des auteurs contemporains des quinze dernières années et lancer l'écriture dramatique des quinze années à venir », citant notamment Planchon ou Vilar et affirmant son intention de passer des commandes à des auteurs et de, sans oublier la vocation spéciale de la Comédie-Française à l'égard du patrimoine. A cet égard, M. Vincent plaide pour la redécouverte du dix-septième et du dix-huitième siècles français. Moitiére pourrait ainsi donner lieu à une « intégrale ».

Pour la saison prochaine, une seule création est prévue, celle de *Félicité*, de Jean Audureau, dont Jean-Pierre Vincent se réserve la mise en scène. Les autres productions nouvelles — peu nombreuses par rapport aux reprises — seront : un spectacle de Jacques Rosner où se suivront la *Critique de l'Ecole des femmes* et l'*Ecole des femmes* ; *Cinna* de Corneille, sera monté par Jean-Marie Villegier qui mettra également en scène la *Mort de Sennéque* de Tristan L'Hermite ; *Est-il bon, est-il méchant ?* de Diderot, sera proposé par Jean Dautremay. Seront présentés à l'Odéon le *Suicide* de Nicolas Erdman, pièce soviétique de 1928 (mise en scène de Jean-Pierre Vincent) et *Juvenot de Tolstov* (mis en scène par Claude Régy).

Après avoir commenté la suppression des « abonnements habillés », — ces quelque quarante soirées bloquées pour un public payant plus cher le privilège un peu dénué de se retrouver entre soi, — M. Vincent a insisté sur la nécessité d'une décentralisation hors de la salle Richelieu pour ne pas renoncer au principe de l'alternance : les tournées traditionnelles — d'ailleurs rares — seront remplacées par des « visites » de huit à dix jours dans les villes, ou en-

core par des séjours dans certains théâtres de banlieue ou parisiens (celui de la Bastille par exemple).

M. Vincent a aussi rendu officielles les nominations de MM. Serge Sobczynski, Jean-Loup Rivière et Jacques-Yves Brochen aux postes respectifs d'administrateur général, de secrétaire général et de conseiller chargé des relations avec le personnel (le Monde du 21 avril).

[M. Sobczynski, âgé de trente-cinq ans, a été successivement attaché à la direction du Théâtre de la Cité universitaire, attaché de presse au théâtre de Lambrecht de Tournai, premier délégué général de l'Orchestre philharmonique de Lille et, depuis février 1982, directeur adjoint du Théâtre national de Strasbourg.]

M. Rivière, trente-cinq ans, écrivain, producteur à France-Culture, critique littéraire et théâtral, a collaboré au Centre Georges-Pompidou, à l'Institut des Hautes Études de la Sorbonne, à l'Institut du Théâtre de la Sorbonne, et à l'Institut du Théâtre de la Sorbonne.

M. Brochen, quarante-cinq ans, juriste, a occupé diverses fonctions dans un groupe industriel du Nord et dirige un cabinet d'assurances spécialisé dans la gestion des risques industriels et des personnes.]

PROGRAMMATION MILITAIRE : LE GROUPE COMMUNISTE ÉMET DES RÉSERVES

M. Parfait Jans (P.C., Hauts-de-Seine) a émis des réserves sur l'article premier du projet de loi « portant approbation de la programmation militaire pour les années 1984-1988 », mardi 10 mai, au cours de la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le représentant du groupe communiste, qui a voté l'ensemble du projet, s'est abstenu sur l'article premier. Cet article fait référence à une annexe, qui explique que l'environnement international de la France est devenu instable, en raison, notamment, du « déploiement de nouvelles armes par l'Union soviétique ».

Il est ensuite indiqué dans ce document : « Le déséquilibre s'accroît dans le rapport de forces conventionnelles en Europe (...), avec un avantage considérable au profit du pacte de Varsovie (...). Le déploiement par l'Union soviétique de nouvelles armes visant tout particulièrement l'Europe aggrave encore la situation. L'existence des SS-20 altère en profondeur les conditions de sécurité et constitue un facteur de dégradation des relations Est-Ouest sur notre continent ».

D'autre part, M. Luc Tineau (P.S., Eure), rapporteur de ce projet pour la commission de la défense nationale, a annoncé, mardi, que le groupe socialiste votera ce texte sans amendement.

L'Arabie Saoudite s'appête à signer avec la France d'importants contrats militaires

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ibn Abdel Aziz, devrait signer un important contrat militaire avec la France au cours de sa visite en France, de ce mercredi 11 mai au mardi 17, sur l'invitation de M. Charles Hernu, ministre de la défense. Cet accord, dénommé Sawari-2, concerne principalement la formation et l'entraînement des équipages de la marine de guerre saoudienne. Il est prévu, aussi, l'achat d'un complément de missiles, dits Shahine (« œil de faucon »), de défense anti-aérienne dérivés des missiles Crotale.

C'est en 1975 que l'Arabie Saoudite a passé un accord de coopération militaire avec la France, de ce type, à partir du missile Crotale existant, d'un réseau de défense anti-aérienne, tout temps et à basse altitude, de son corps blindé de bataille, constitué de chars français AMX-30. Les premières livraisons de ces matériels — des missiles montés sur des châssis de char AMX-30 et capables d'atteindre des cibles à vitesse supersonique et à 10 kilomètres de distance — ont commencé en 1980.

Le nouvel accord en discussion entre Paris et Ryad porte sur de nouvelles livraisons de Shahine et sur l'achat, par les Saoudiens, de simulateurs de tir Shahine pour l'entraînement des servants de ces équipements conçus pour la protection des points sensibles. D'autre part, c'est en 1980 que l'Arabie Saoudite décidait de confier à la France l'exécution d'un important contrat naval, appelé Sawari, pour un montant de 14 milliards de francs. Ce contrat porte sur la construction de quatre frégates de 2 000 tonnes (dotées, notamment, de missiles surface-surface Otomat), de deux pétroliers ravitailleurs de 10 000 tonnes et de vingt-quatre hélicoptères embarqués Dauphin, armés de missiles air-surface AS-15 tout temps. La première de ces quatre frégates, baptisée *Madina*, a été mise à flot, le 23 avril dernier, par l'arsenal de Lorient, les autres frégates devant être

En République Sud-Africaine

M. Treurnicht, champion de l'apartheid, est réélu député au cours d'une élection partielle

Un seul résultat inattendu encore, mercredi 11 mai, en fin de journée, après les trois élections législatives partielles, qui se sont déroulées, la veille en Afrique du Sud : celui de Soutpansberg (nord du Transvaal), où M. Fanie Botha, ministre de la main d'œuvre, était opposé à M. Langley, candidat du parti conservateur (extrême droite).

De notre correspondant

Trois mandats parlementaires et un siège au conseil provincial du Transvaal, celui de Carttonville, étaient en jeu. A Waterberg, une bourgade rurale du nord du Transvaal, le nouveau « grand prêtre » des ultras de l'Afrikanerdom, M. Treurnicht, qui semble avoir définitivement supplanté M. Jaap Marais et son H.N.P. dans le cœur des partisans du retour à l'apartheid des années 50, a été brillamment réélu avec cinq mille sept cent six voix contre trois mille huit cent dix au candidat nationaliste (parti du premier ministre, M. Pieter Botha).

Lors des élections générales d'avril 1981, l'ancien pasteur de l'Eglise réformée hollandaise, qui défendait alors la bannière du parti nationaliste, qu'il quitta l'an dernier avec dix-sept députés rebelles au « dangereux réformisme » du premier ministre, avait obtenu cinq mille deux cent trente-trois voix. Sa reconduction au Parlement est évidemment décevante pour le chef du gouvernement. Mais, à en juger par les scores limités réalisés ailleurs par les conservateurs, il semble bien que le charisme personnel de M. Treurnicht ait joué un rôle finalement plus important dans sa victoire que les idées rétrogrades qu'il défend avec brio.

A Waterkloof, banlieue africainisée de Pretoria, les électeurs ont choisi entre quatre candidats celui présenté par le parti nationaliste. Le député nationaliste élu en 1981 était passé en 1982 à l'ennemi conservateur. Confrontés pour la première fois aux urnes, les ultras subissent ainsi leur première défaite.

A Carttonville, le mandat provincial est également conservé par les nationalistes avec une majorité d'un tiers sur le candidat des ultras. Au cours de la campagne électorale, qui fut longue et acharnée, les nationalistes se sont essentiellement employés à rassurer leur base électorale. Accusés par les conservateurs de « préparer l'envolement de la majorité noire en Afrique du Sud », ils se sont efforcés de faire comprendre que les changements modérés préconisés par le pouvoir étaient les seuls de nature à éviter une révolution et ne remettaient pas en cause l'impérialisme blanc.

A en juger par les résultats, il semble que l'Afrique du Sud blanche profonde, celle des fermiers boers et des classes moyennes africaines, convoquées aux urnes, a bien reçu le message. Près de soixante-dix mille électeurs blancs étaient appelés à voter, et la participation a été très élevée : de 70 à 80 %, selon les circonscriptions. Une certaine résistance aux « réformes » est, certes, encore sensible, mais la progression des idées d'extrême droite perd du terrain et, en tout cas, circonscrite à des zones rurales de moins en moins influentes.

PATRICE CLAUDE.

En Haïti

PLUSIEURS OPPOSANTS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Port-au-Prince (A.F.P.). — Plusieurs membres de l'opposition, dont un avocat membre du comité directeur de la Ligue haïtienne des droits humains, ont été arrêtés lundi, selon un communiqué de la police. Apprès mardi 10 mai à Port-au-Prince, M. Jean-Baptiste Duplex, membre du comité directeur de cette organisation, a été arrêté aux Gonaïves (au nord-ouest de la capitale), puis transféré aux casernes Dessalines de Port-au-Prince, siège de la police politique, a indiqué M. Gérard Gourgue, président de la Ligue.

Par ailleurs, on a appris dans les milieux proches du parti démocrate-chrétien haïtien, seul parti d'opposition déclaré à l'intérieur du pays, que deux sympathisants de ce parti, MM. Edouard Pierre et Emmanuel Gilles, ont été arrêtés, lundi, à Port-au-Prince. M. Duplex avait été l'un des avocats de M. Sylvio Claude, président-fondateur du parti démocrate-chrétien, lors de son dernier procès en août 1982.

« De prochaines manœuvres du pacte de Varsovie en Pologne, R.D.A. et en Tchétchélovaquie et dans le sud de la mer Baltique auront lieu fin mai, début juin. Ces manœuvres, intitulées *Soyuz 83*, ont pour objet de « perfectionner » le commandement des troupes et l'interaction des états-majors supérieurs des armées et des flottes pendant leurs opérations communes », annonce l'agence C.T.K. Les effectifs impliqués ne seront sans doute pas très importants car c'est surtout un exercice d'état-major. (A.F.P.)

LA HAUSSE DU YEN SE POURSUIT

Le fait marquant de la journée de mercredi 11 mai 1983 sur le marché des changes a été la poursuite de la hausse du yen, essentiellement par rapport au dollar, qui ne vaut plus, à Tokyo, que 231 yens et même moins, contre 235 yens à la veille du week-end. En conséquence, la monnaie japonaise a battu, à nouveau, son record à Paris, s'élevant à près de 3,15 francs. La franc suisse, également, a battu son record historique à 3,61 francs.

Quant au dollar, il évolue dans une plage étroite au gré des mouvements de capitaux, très considérables, enregistrés sur les marchés des changes à l'initiative des gros opérateurs. A Francfort, il a valu 2,44 deutschemarks contre 2,4396 la veille, et 7,3475 francs environ à Paris, contre 7,3640 francs mardi 10 mai et 7,34 francs lundi 9 mai. L'annonce officielle d'une demande d'aide par la France à la C.E.E. a légèrement ralenti le franc par rapport au mark, dont le cours à Paris revient de 3,0160 francs à 3,0120.

Le numéro de « Monde » daté 11 mai 1983 a été tiré à 501 827 exemplaires

Fontainebleau
IX^e Biennale des
Antiquaires
6 MAI - 15 MAI 1983

ARLEQUIN
loterie nationale
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

l'année américaine après le BAC
Sur le campus d'une grande université de Floride
Un avantage déterminant pour les études supérieures
C/O C.E.P.E., 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY, 722.94.94

هك من الرطل